



PARLEMENT EUROPÉEN

2009 - 2014

Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie

2012/0011(COD)

26.2.2013

AVIS

de la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie

à l'intention de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires
intérieures

sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la
protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à
caractère personnel et à la libre circulation de ces données (règlement général
sur la protection des données)
(COM(2012)0011 – C7-0025/2012 – 2012/0011(COD))

Rapporteur pour avis: Seán Kelly

PA_Legam

JUSTIFICATION SUCCINCTE

Le 25 janvier 2012, la Commission a présenté une réforme globale de la législation de l'Union européenne en matière de protection des données. La proposition de règlement vise à harmoniser les droits en matière de respect de la vie privée en ligne et à garantir la libre circulation des données au sein de l'Union.

La proposition de règlement entend par ailleurs:

- adapter la protection des données aux nouvelles exigences de l'environnement numérique, sachant que les dispositions en vigueur ont été adoptées il y a 17 ans, lorsque moins de 1 % des Européens utilisaient l'internet;
- éviter les divergences constatées actuellement dans la mise en œuvre des règles de 1995 par les différents États membres et garantir l'application uniforme du droit fondamental à la protection des données à caractère personnel dans tous les domaines d'action de l'Union;
- renforcer la confiance des consommateurs dans les services en ligne grâce une meilleure information sur leurs droits et sur la protection des données avec l'introduction du droit de rectification, du droit à l'oubli numérique et à l'effacement, du droit à la portabilité et du droit d'opposition;
- stimuler le marché unique numérique en réduisant la fragmentation actuelle et les charges administratives, et plus généralement, jouer un rôle important dans le cadre de la stratégie Europe 2020.

Par rapport à la directive 95/46/CE en vigueur, le règlement proposé introduit l'obligation de désigner un délégué à la protection des données pour le secteur public ainsi que, dans le secteur privé, pour les grandes entreprises comptant plus de 250 employés et pour les entreprises dont l'activité principale a trait au traitement de données à caractère personnel.

Des améliorations sont également à noter en ce qui concerne le transfert de données à caractère personnel à des pays tiers ou à des organisations internationales.

La proposition actuelle crée le comité européen de protection des données et prévoit des sanctions pénales et administratives ainsi que des droits à réparation en cas d'infraction au règlement.

Votre rapporteur pour avis adhère globalement aux principaux objectifs de la proposition de la Commission.

Les modifications proposées devraient contribuer à éviter des charges administratives excessives pour les entreprises, notamment pour celles qui ont des procédures internes de responsabilisation en matière de protection des données, et garantir un certain degré de souplesse en ce qui concerne certaines dispositions du règlement, notamment celles relatives au mécanisme de responsabilité et à la notification à l'autorité de contrôle. Certaines

définitions et certains aspects du texte original doivent également être clarifiés, mis en contexte et simplifiés.

Votre rapporteur pour avis a privilégié une approche plus qualitative que quantitative de la protection des données, s'articulant autour d'une gestion d'entreprise fondée sur le principe de responsabilité mentionné ci-dessus, plutôt qu'autour d'un recours excessif à des procédures de consentement ou de documentation bureaucratique, qui, certes, ont aussi un rôle à jouer dans la protection des données.

Il importe également de mettre l'accent sur le rôle des solutions techniques telles que la protection dès la conception, la pseudonymisation et l'anonymisation des données, la priorité accordée à la protection des données sensibles et les mesures d'exécution ciblées.

Votre rapporteur pour avis souhaite souligner qu'il importe d'éviter des répercussions indésirables qui risqueraient d'avoir des conséquences négatives dans des domaines tels que la liberté de la presse, la recherche en matière de santé, la lutte contre la criminalité financière, la lutte contre la fraude dans le sport et l'innovation dans la fourniture de réseaux énergétiques intelligents ainsi que de systèmes de transport intelligents.

Un autre aspect de la proposition concerne le nombre élevé d'actes délégués. Votre rapporteur pour avis estime que le recours aux actes délégués est excessif et propose d'en supprimer la majorité.

AMENDEMENTS

La commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie invite la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures, compétente au fond, à incorporer dans son rapport les amendements suivants:

Amendement 1

Proposition de règlement Visa 1 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

*vu la charte des droits fondamentaux de
l'Union européenne, et notamment ses
articles 7 et 8,*

Amendement 2

Proposition de règlement Visa 1 ter (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

vu la convention européenne des droits de l'homme, et notamment son article 8,

Amendement 3

Proposition de règlement

Considérant 1 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(1 bis) La liberté d'expression et d'information est un droit fondamental en vertu de l'article 11 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence des autorités publiques et sans considération de frontières. La liberté des médias et leur pluralisme devraient être respectés.

Justification

Il convient de faire explicitement référence à la liberté d'information et au droit à la liberté d'expression, qui sont des droits fondamentaux au sein de l'Union européenne, conformément à l'article 11 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Amendement 4

Proposition de règlement

Considérant 2 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(2 bis) La protection de la vie privée des personnes devrait être le principe de base guidant la manière dont les données à caractère personnel sont traitées dans les registres publics.

Amendement 5

Proposition de règlement
Considérant 3 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(3 bis) Les principes de libre accès à l'information qui caractérisent les États membres au travers de leurs traditions constitutionnelles ne doivent pas être affaiblis, tandis que la liberté d'expression et la liberté de la presse, telles que consacrées dans les constitutions des États membres, doivent être protégées.

Amendement 6

Proposition de règlement
Considérant 5

Texte proposé par la Commission

Amendement

(5) La rapide évolution des technologies et la mondialisation ont créé de nouveaux enjeux pour la protection des données à caractère personnel. La collecte et le partage de données ont connu une augmentation spectaculaire. Les nouvelles technologies permettent tant aux entreprises privées qu'aux pouvoirs publics d'utiliser les données à caractère personnel comme jamais auparavant dans le cadre de leurs activités. De plus en plus de personnes physiques rendent des informations les concernant accessibles à tout un chacun, où qu'il se trouve dans le monde. Les nouvelles technologies ont ainsi transformé l'économie et les rapports sociaux, et elles exigent ***de faciliter davantage*** la libre circulation des données au sein de l'Union et leur transfert vers des pays tiers et à des organisations internationales, ***tout*** en assurant un niveau élevé de protection des données à caractère personnel.

(5) La rapide évolution des technologies et la mondialisation ont créé de nouveaux enjeux pour la protection des données à caractère personnel. La collecte et le partage de données ont connu une augmentation spectaculaire. Les nouvelles technologies permettent tant aux entreprises privées qu'aux pouvoirs publics d'utiliser les données à caractère personnel comme jamais auparavant dans le cadre de leurs activités. De plus en plus de personnes physiques rendent des informations les concernant accessibles à tout un chacun, où qu'il se trouve dans le monde. Les nouvelles technologies ont ainsi transformé l'économie et les rapports sociaux, et elles exigent ***des sauvegardes juridiques renforcées qui faciliteront*** la libre circulation des données au sein de l'Union et leur transfert vers des pays tiers et à des organisations internationales en assurant un niveau élevé de protection des données à caractère personnel.

Justification

Le règlement a deux objectifs – protéger les données à caractère personnel et permettre leur libre circulation au sein de l'Union –, mais il convient d'insister davantage sur le premier objectif, car il s'agit d'un droit fondamental.

Amendement 7

Proposition de règlement Considérant 5 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(5 bis) Parmi d'autres technologies, l'informatique en nuage a le potentiel de transformer l'économie européenne, à condition de mettre en place des mesures appropriées en matière de sécurité et de protection des données. Afin de garantir le plus haut niveau de sécurité des données à caractère personnel, il est essentiel de comprendre les droits et obligations des responsables du traitement des données et de leurs sous-traitants établis par le présent règlement.

Amendement 8

Proposition de règlement Considérant 8

Texte proposé par la Commission

Amendement

(8) Afin d'assurer la cohérence et un degré élevé de protection des personnes, et de lever les obstacles à la circulation des données à caractère personnel, le niveau de protection des droits et des libertés des personnes à l'égard du traitement de ces données devrait être équivalent dans tous les États membres. Il convient dès lors d'assurer une application cohérente et homogène des règles de protection des libertés et droits fondamentaux des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans

(8) Afin d'assurer la cohérence et un degré élevé de protection des personnes, et de lever les obstacles à la circulation des données à caractère personnel, le niveau de protection des droits et des libertés des personnes à l'égard du traitement de ces données devrait être équivalent dans tous les États membres, ***et si possible identique***. Il convient dès lors d'assurer une application cohérente et homogène des règles de protection des libertés et droits fondamentaux des personnes physiques à l'égard du traitement des données à

l'ensemble de l'Union.

caractère personnel dans l'ensemble de l'Union.

Justification

En théorie, les règles en matière de traitement des données sont déjà "équivalentes" dans tous les États membres. Le problème de cette approche réside dans le fait que la proposition à l'examen est un règlement. Ce considérant devrait adéquatement refléter cette logique.

Amendement 9

Proposition de règlement Considérant 10

Texte proposé par la Commission

(10) L'article 16, paragraphe 2, du traité donne mandat au Parlement européen et au Conseil pour fixer les règles relatives à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel *ainsi* que les règles relatives à la libre circulation de ces données.

Amendement

(10) L'article 16, paragraphe 2, du traité donne mandat au Parlement européen et au Conseil pour fixer les règles relatives à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel ***par les institutions, organes et organismes de l'Union, ainsi que par les États membres dans l'exercice d'activités qui relèvent du champ d'application du droit de l'Union, de même*** que les règles relatives à la libre circulation de ces données.

Amendement 10

Proposition de règlement Considérant 11

Texte proposé par la Commission

(11) Afin d'obtenir un niveau uniforme de protection des personnes physiques dans toute l'Union, et d'éviter que des divergences n'entravent la libre circulation des données au sein du marché intérieur, un règlement est nécessaire pour garantir la sécurité juridique et la transparence aux opérateurs économiques, notamment les micro, petites et moyennes entreprises, pour assurer aux personnes de tous les

Amendement

(11) Afin d'obtenir un niveau uniforme de protection des personnes physiques dans toute l'Union et d'éviter que des divergences n'entravent la libre circulation des données au sein du marché intérieur, un règlement est nécessaire pour garantir la sécurité juridique et la transparence aux opérateurs économiques, notamment les micro, petites et moyennes entreprises, pour assurer aux personnes de tous les

États membres un même niveau de droits opposables, et des obligations et responsabilités égales pour les responsables du traitement des données et les sous-traitants, de même que pour assurer une surveillance cohérente du traitement des données à caractère personnel, des sanctions équivalentes dans tous les États membres et une coopération efficace entre les autorités de contrôle des différents États membres. **Pour** tenir compte de la situation particulière des micro, petites et moyennes entreprises, le présent règlement comporte un certain nombre de dérogations. Les institutions et organes de l'Union, les États membres et leurs autorités de contrôle sont, en outre, encouragés à prendre en considération les besoins spécifiques des micro, petites et moyennes entreprises dans le cadre l'application du présent règlement. Pour définir la notion de micro, petites et moyennes entreprises, il convient de s'inspirer de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises.

États membres un même niveau de droits opposables et des obligations et responsabilités égales pour les responsables du traitement des données et les sous-traitants, de même que pour assurer une surveillance cohérente du traitement des données à caractère personnel, des sanctions équivalentes dans tous les États membres et une coopération efficace entre les autorités de contrôle des différents États membres. ***En cas de nécessité évidente et sans faire obstacle à la protection des données à caractère personnel, ni aux principes du marché intérieur afin de*** tenir compte de la situation particulière des micro, petites et moyennes entreprises, le présent règlement comporte un certain nombre de dérogations. Les institutions et organes de l'Union, les États membres et leurs autorités de contrôle sont, en outre, encouragés à prendre en considération les besoins spécifiques des micro, petites et moyennes entreprises dans le cadre l'application du présent règlement, ***en concertation avec les parties concernées, et également le principe de la "priorité aux PME", afin que les intérêts des micro, petites et moyennes entreprises soient pris en considération aux tout premiers stades de l'élaboration des politiques.*** Pour définir la notion de micro, petites et moyennes entreprises, il convient de s'inspirer de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises.

Amendement 11

Proposition de règlement Considérant 12

Texte proposé par la Commission

(12) La protection conférée par le présent

AD\927816FR.doc

Amendement

(12) La protection conférée par le présent

9/199

PE496.562v02-00

règlement concerne les personnes physiques, indépendamment de leur nationalité ou de leur lieu de résidence, dans le cadre du traitement des données à caractère personnel. En ce qui concerne le traitement de données relatives à des personnes morales, et en particulier des entreprises dotées de la personnalité juridique, notamment le nom, la forme juridique et les coordonnées de la personne morale, la protection conférée par le présent règlement **ne** devrait **pas** pouvoir être invoquée. ***Cela devrait être également le cas lorsque le nom de la personne morale contient le nom d'une ou plusieurs personnes physiques.***

règlement concerne les personnes physiques, indépendamment de leur nationalité ou de leur lieu de résidence, dans le cadre du traitement des données à caractère personnel. En ce qui concerne le traitement de données relatives à des personnes morales, et en particulier des entreprises dotées de la personnalité juridique, notamment le nom, la forme juridique et les coordonnées de la personne morale, la protection conférée par le présent règlement devrait **également** pouvoir être invoquée.

Amendement 12

Proposition de règlement Considérant 16 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(16 bis) Le présent règlement ne doit pas être considéré isolément des autres actes juridiques de l'Union. Les limitations de la responsabilité prévues par la directive sur le commerce électronique ont une structure horizontale et s'appliquent dès lors à toutes les informations. Le présent règlement détermine ce qui constitue une violation de la protection des données, tandis que la directive sur le commerce électronique définit les conditions dans lesquelles le fournisseur de services de la société de l'information est responsable des infractions au droit dont se rendent coupables des tiers.

Justification

Il est nécessaire d'expliquer plus en détail dans un considérant les raisons qui justifient la référence faite aux limitations de la responsabilité prévues dans la directive sur le commerce électronique.

Amendement 13

Proposition de règlement Considérant 23

Texte proposé par la Commission

(23) Il y a lieu d'appliquer les principes de protection **à toute information** concernant une personne identifiée ou identifiable. Pour déterminer si une personne est identifiable, il convient de considérer **l'ensemble des** moyens susceptibles d'être raisonnablement mis en œuvre, **soit** par le responsable du traitement, **soit** par une autre personne, pour identifier ladite personne. Il n'y a pas lieu d'appliquer les principes de protection aux données qui ont été rendues suffisamment anonymes pour que la personne concernée ne soit plus identifiable.

Amendement

(23) Il y a lieu d'appliquer les principes de protection **uniquement aux informations spécifiques** concernant une personne identifiée ou identifiable. Pour déterminer si une personne est identifiable, il convient de considérer: **i) uniquement les** moyens susceptibles d'être raisonnablement mis en œuvre, par le responsable du traitement **ou** par une autre personne **physique ou morale**, pour identifier ladite personne **et ii) la probabilité raisonnable qu'une personne soit identifiée**. Il n'y a pas lieu d'appliquer les principes de protection aux données qui ont été rendues suffisamment anonymes pour que la personne concernée ne soit plus identifiable à partir de ces dernières, **en prenant pleinement en considération les technologies à la pointe du progrès et les tendances technologiques**.

Amendement 14

Proposition de règlement Considérant 23 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(23 bis) Le présent règlement reconnaît que la pseudonymisation bénéficie à toutes les personnes concernées, car les données à caractère personnel sont, par définition, altérées de sorte qu'elles ne peuvent être associées à une personne concernée sans l'utilisation de données supplémentaires. Les responsables du traitement sont de ce fait encouragés à pratiquer la pseudonymisation des données.

Amendement 15

Proposition de règlement Considérant 24

Texte proposé par la Commission

(24) Lorsqu'elles utilisent des services en ligne, les personnes physiques se voient associer des identifiants en ligne tels que des adresses IP ou des témoins de connexion ("cookies") par les appareils, applications, outils et protocoles utilisés. Ces identifiants peuvent laisser des traces qui, combinées aux identifiants uniques et à d'autres informations reçues par les serveurs, peuvent servir à créer des profils et à identifier les personnes. Il en découle que des numéros d'identification, des données de localisation, des identifiants en ligne ou d'autres éléments spécifiques ne doivent pas nécessairement être considérés, *en soi*, comme des données à caractère personnel dans tous les cas de figure.

Amendement

(24) Lorsqu'elles utilisent des services en ligne, les personnes physiques se voient associer des identifiants en ligne tels que des adresses IP ou des témoins de connexion ("cookies") par les appareils, applications, outils et protocoles utilisés. Ces identifiants peuvent laisser des traces qui, combinées aux identifiants uniques et à d'autres informations reçues par les serveurs, peuvent servir à créer des profils et à identifier les personnes. Il en découle que des numéros d'identification, des données de localisation, des identifiants en ligne ou d'autres éléments spécifiques ne doivent pas nécessairement être considérés comme des données à caractère personnel dans tous les cas de figure.

Amendement 16

Proposition de règlement Considérant 25

Texte proposé par la Commission

(25) Le consentement devrait être donné *de manière explicite*, selon toute modalité appropriée permettant une manifestation de volonté libre, spécifique et informée, consistant soit en une déclaration soit en un acte non équivoque de la personne concernée, garantissant qu'elle consent bien en toute connaissance de cause au traitement des données à caractère personnel, par exemple en cochant une case lorsqu'elle consulte un site internet ou par le biais de toute déclaration ou tout comportement indiquant clairement dans ce contexte qu'elle accepte le traitement proposé de ses données à caractère

Amendement

(25) Le consentement devrait être donné *sans ambiguïté*, selon toute modalité appropriée, *dans le contexte du produit ou du service proposé*, permettant une manifestation de volonté libre, spécifique et informée, consistant soit en une déclaration soit en un acte non équivoque de la personne concernée, garantissant qu'elle consent bien en toute connaissance de cause au traitement des données à caractère personnel, par exemple en cochant une case lorsqu'elle consulte un site internet ou par le biais de toute déclaration ou tout comportement indiquant clairement dans ce contexte

personnel. Il ne saurait dès lors y avoir de consentement tacite ou passif. Le consentement donné devrait valoir pour toutes les activités de traitement effectuées ayant la même finalité. Si le consentement de la personne concernée est donné à la suite d'une demande par voie électronique, cette demande doit être claire, concise et ne doit pas inutilement perturber l'utilisation du service pour lequel il est accordé.

qu'elle accepte le traitement proposé de ses données à caractère personnel. Il ne saurait dès lors y avoir de consentement tacite ou passif. Le consentement donné devrait valoir pour toutes les activités de traitement effectuées ayant la même finalité. Si le consentement de la personne concernée est donné à la suite d'une demande par voie électronique, cette demande doit être claire, concise et ne doit pas inutilement perturber l'utilisation du service pour lequel il est accordé.

Amendement 17

Proposition de règlement Considérant 25 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(25 bis) Le présent règlement reconnaît que la pseudonymisation des données peut permettre de minimiser les risques pour la vie privée des personnes concernées. Dans la mesure où un responsable du traitement pseudonymise les données, le traitement en question est considéré comme justifié dans l'intérêt légitime du responsable du traitement, en vertu de l'article 6, paragraphe 1, point f).

Amendement 18

Proposition de règlement Considérant 26

Texte proposé par la Commission

Amendement

(26) Les données à caractère personnel concernant la santé devraient comprendre, en particulier, l'ensemble des données se rapportant à l'état de santé d'une personne concernée; les informations relatives à l'enregistrement du patient pour la prestation de services de santé; les informations relatives aux paiements ou à

(26) Les données à caractère personnel concernant la santé devraient comprendre, en particulier, l'ensemble des données ***à caractère personnel*** se rapportant à l'état de santé d'une personne concernée, ***y compris les informations génétiques***; les informations relatives à l'enregistrement du patient pour la prestation de services de

l'éligibilité du patient à des soins de santé; un numéro ou un symbole attribué à un patient, ou des informations détaillées le concernant, destinés à l'identifier de manière univoque à des fins médicales; toute information relative au patient recueillie dans le cadre de la prestation de services de santé audit patient; des ***informations*** obtenues lors d'un contrôle ou de l'examen d'un organe ***ou*** d'une substance corporelle, ***y compris des échantillons biologiques***; l'identification d'une personne en tant que prestataire de soins de santé au patient; ou toute information concernant, par exemple, une maladie, un handicap, un risque de maladie, un dossier médical, un traitement clinique ou l'état physiologique ou biomédical de la personne concernée, indépendamment de sa source, qu'elle provienne par exemple d'un médecin ou d'un autre professionnel de la santé, d'un hôpital, d'un dispositif médical ou d'une épreuve diagnostique in vitro.

santé; les informations relatives aux paiements ou ***au droit*** du patient à des soins de santé; un numéro ou un symbole attribué à un patient, ou des informations détaillées le concernant, destinés à l'identifier de manière univoque à des fins médicales; toute information relative au patient recueillie dans le cadre de la prestation de services de santé audit patient; des ***données à caractère personnel*** obtenues lors d'un contrôle ou de l'examen d'un organe, d'une substance corporelle ***ou d'un échantillon biologique***; l'identification d'une personne en tant que prestataire de soins de santé au patient; ou toute information concernant, par exemple, une maladie, un handicap, un risque de maladie, un dossier médical, un traitement clinique ou l'état physiologique ou biomédical de la personne concernée, indépendamment de sa source, qu'elle provienne par exemple d'un médecin ou d'un autre professionnel de la santé, d'un hôpital, d'un dispositif médical ou d'une épreuve diagnostique in vitro.

Amendement 19

Proposition de règlement Considérant 27

Texte proposé par la Commission

(27) Le principal établissement d'un responsable du traitement ou d'un sous-traitant devrait être déterminé en fonction de critères objectifs et devrait supposer l'exercice effectif et réel d'activités de gestion déterminant les décisions principales quant aux finalités, aux conditions et aux modalités du traitement dans le cadre d'une installation stable. Ce critère ne devrait pas dépendre du fait que le traitement ait effectivement lieu à cet endroit; la présence et l'utilisation de moyens techniques et de technologies permettant le traitement de données à

Amendement

(27) ***Lorsque le responsable du traitement ou le sous-traitant a plusieurs établissements au sein de l'Union, y compris, sans s'y limiter, dans les cas où le responsable du traitement ou le sous-traitant est un groupe d'entreprises,*** le principal établissement d'un responsable du traitement ou d'un sous-traitant ***aux fins du présent règlement*** devrait être déterminé en fonction de critères objectifs et devrait supposer l'exercice effectif et réel d'activités de gestion déterminant les décisions principales quant aux finalités, aux conditions et aux modalités du

caractère personnel ou la réalisation d'activités de ce type ne constituent pas en soi l'établissement principal ni, dès lors, un critère déterminant à cet égard. ***On entend par "établissement principal du sous-traitant" le lieu de son administration centrale dans l'Union.***

traitement dans le cadre d'une installation stable. Ce critère ne devrait pas dépendre du fait que le traitement ait effectivement lieu à cet endroit; la présence et l'utilisation de moyens techniques et de technologies permettant le traitement de données à caractère personnel ou la réalisation d'activités de ce type ne constituent pas en soi l'établissement principal ni, dès lors, un critère déterminant à cet égard.

Amendement 20

Proposition de règlement Considérant 28

Texte proposé par la Commission

(28) Un groupe d'entreprises devrait consister en une entreprise qui exerce le contrôle et des entreprises contrôlées, la première devant être celle qui peut exercer une influence dominante sur les autres du fait, par exemple, de la détention du capital, d'une participation financière ou des règles qui la régissent, ou du pouvoir de faire appliquer les règles relatives à la protection des données à caractère personnel.

Amendement

(28) Un groupe d'entreprises devrait consister en une entreprise qui exerce le contrôle et des entreprises contrôlées, la première devant être celle qui peut exercer une influence dominante sur les autres du fait, par exemple, de la détention du capital, d'une participation financière ou des règles qui la régissent, ou du pouvoir de faire appliquer les règles relatives à la protection des données à caractère personnel. ***Un groupe d'entreprises peut désigner un établissement principal unique dans l'Union.***

Amendement 21

Proposition de règlement Considérant 29

Texte proposé par la Commission

(29) Les données à caractère personnel relatives aux enfants nécessitent une protection spécifique parce que ceux-ci peuvent être moins conscients des risques, des conséquences, des garanties et de leurs droits en matière de traitement des données. Afin de déterminer jusqu'à quel

Amendement

(29) Les données à caractère personnel relatives aux enfants nécessitent une protection spécifique parce que ceux-ci peuvent être moins conscients des risques, des conséquences, des garanties et de leurs droits en matière de traitement des données. ***Cette protection est***

âge une personne est un enfant, le règlement devrait reprendre la définition retenue par la convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant.

particulièrement importante dans le contexte des réseaux sociaux, où les enfants devraient connaître l'identité de ceux avec qui ils communiquent. Afin de déterminer jusqu'à quel âge une personne est un enfant, le règlement devrait reprendre la définition retenue par la convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant. *Aucune référence à la protection de l'enfance dans le présent règlement ne devrait être interprétée comme une instruction implicite indiquant que la protection des données à caractère personnel des adultes devrait être abordée avec une attention moindre que si la référence n'avait pas été incluse.*

Amendement 22

Proposition de règlement Considérant 30

Texte proposé par la Commission

(30) Tout traitement de données à caractère personnel devrait être licite, loyal et transparent à l'égard des personnes concernées. En particulier, les finalités précises du traitement devraient être explicites et légitimes, et déterminées lors de la collecte des données. Les données devraient être adéquates, pertinentes et **limitées au minimum nécessaire** aux finalités pour lesquelles elles sont traitées, ce qui exige notamment de veiller à ce que les données collectées ne soient pas excessives et à ce que leur durée de conservation soit limitée au strict minimum. Les données à caractère personnel ne devraient être traitées que si la finalité du traitement ne peut être atteinte par d'autres moyens. Il y a lieu de prendre toutes les mesures raisonnables afin que les données à caractère personnel qui sont inexacts soient rectifiées ou effacées. Afin de garantir que les données ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire,

Amendement

(30) Tout traitement de données à caractère personnel devrait être licite, loyal et transparent à l'égard des personnes concernées. En particulier, les finalités précises du traitement devraient être explicites et légitimes, et déterminées lors de la collecte des données. Les données devraient être adéquates, pertinentes et **non excessives par rapport** aux finalités pour lesquelles elles sont traitées, ce qui exige notamment de veiller à ce que les données collectées ne soient pas excessives et à ce que leur durée de conservation soit limitée au strict minimum. Les données à caractère personnel ne devraient être traitées que si la finalité du traitement ne peut être atteinte par d'autres moyens. Il y a lieu de prendre toutes les mesures raisonnables afin que les données à caractère personnel qui sont inexacts soient rectifiées ou effacées. Afin de garantir que les données ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire, des délais devraient être fixés par le

des délais devraient être fixés par le responsable du traitement en vue de leur effacement ou d'une révision périodique.

responsable du traitement en vue de leur effacement ou d'une révision périodique.

Amendement 23

Proposition de règlement Considérant 31

Texte proposé par la Commission

(31) Pour être licite, le traitement devrait être ***fondé sur le consentement de la personne concernée ou sur tout autre fondement légitime prévu*** par la législation, soit dans le présent règlement soit dans un autre acte législatif de l'Union ou d'un État membre, ainsi que le prévoit le présent règlement.

Amendement

(31) Pour être licite, le traitement devrait être ***basé sur un des fondements légitimes prévus*** par la législation, soit dans le présent règlement soit dans un autre acte législatif de l'Union ou d'un État membre, ainsi que le prévoit le présent règlement.

Justification

Cet amendement encourage un recours approprié au consentement, en le mettant sur un pied d'égalité avec les autres fondements donnant lieu à un traitement licite, visés à l'article 6.

Amendement 24

Proposition de règlement Considérant 32

Texte proposé par la Commission

(32) Lorsque le traitement est fondé sur le consentement de la personne concernée, c'est au responsable du traitement que devrait incomber la charge de prouver que ladite personne a bien consenti au traitement. En particulier, dans le contexte d'une déclaration écrite relative à une autre question, des garanties devraient faire en sorte que la personne concernée donne son consentement en toute connaissance de cause.

Amendement

(32) Lorsque le traitement est fondé sur le consentement de la personne concernée, c'est au responsable du traitement que devrait incomber la charge de prouver que ladite personne a bien consenti au traitement. En particulier, dans le contexte d'une déclaration écrite relative à une autre question, des garanties devraient faire en sorte que la personne concernée donne son consentement en toute connaissance de cause. ***Pour respecter le principe de la minimisation des données, cette charge de la preuve ne devrait être interprétée ni comme exigeant une identification***

positive des personnes concernées, sauf en cas de nécessité, ni comme entraînant le traitement d'une plus grande quantité de données que dans le cas contraire.

Amendement 25

Proposition de règlement Considérant 33 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(33 bis) Il se peut que le consentement ne soit pas le moyen principal ou le plus opportun de légitimer le traitement de données à caractère personnel. Il est primordial de recourir au consentement dans le contexte approprié, mais il convient de n'y faire appel en tant que fondement légitime du traitement que lorsque les personnes concernées peuvent utilement et aisément donner et révoquer leur consentement. Lorsqu'il est utilisé dans des contextes inappropriés, le consentement perd sa valeur et constitue une charge inutile pour la personne concernée. Par exemple, le consentement ne constitue pas une justification appropriée lorsque le traitement est nécessaire pour un service que l'utilisateur a demandé ou lorsque les personnes concernées ne peuvent pas refuser leur consentement sans conséquence pour le service sous-jacent. Dans ces contextes ou dans d'autres, les responsables du traitement des données devraient avoir pour objectif de garantir la licéité du traitement en se basant sur un autre fondement légitime.

Justification

Cet amendement aligne le texte sur l'avis 15/2011 du groupe de travail "Article 29", qui porte sur la définition du consentement (p. 10) en précisant plus clairement que le consentement peut ne pas être utile ou peut même nuire à la protection des données lorsqu'il y est fait recours de manière excessive, notamment dans le cadre de services d'information.

Amendement 26

Proposition de règlement Considérant 34

Texte proposé par la Commission

(34) Le consentement ne devrait pas constituer un fondement juridique valable pour le traitement de données à caractère personnel lorsqu'il existe un déséquilibre manifeste entre la personne concernée et le responsable du traitement, surtout lorsque la première se trouve dans une situation de dépendance par rapport au second, ***notamment lorsque les données à caractère personnel concernent le salarié et sont traitées par son employeur dans le cadre de leur relation de travail.*** Lorsque le responsable du traitement est une autorité publique, il n'y a déséquilibre que dans le cas d'opérations de traitement spécifiques dans le cadre desquelles l'autorité publique peut, en vertu de ses prérogatives de puissance publique, imposer une obligation. Dans ce cas, le consentement ne saurait être réputé librement consenti, compte tenu de l'intérêt de la personne concernée.

Amendement

(34) Le consentement ne devrait pas constituer un fondement juridique valable pour le traitement de données à caractère personnel lorsqu'il existe un déséquilibre manifeste entre la personne concernée et le responsable du traitement, surtout lorsque la première se trouve dans une situation de dépendance par rapport au second. Lorsque le responsable du traitement est une autorité publique, il n'y a déséquilibre que dans le cas d'opérations de traitement spécifiques dans le cadre desquelles l'autorité publique peut, en vertu de ses prérogatives de puissance publique, imposer une obligation. Dans ce cas, le consentement ne saurait être réputé librement consenti, compte tenu de l'intérêt de la personne concernée.

Justification

Un consentement au traitement des données dans le cadre d'une relation de travail ne devrait pas être remis en question de manière générale puisqu'il est souvent donné dans des matières où il est précisément dans l'intérêt de l'employé d'autoriser le traitement de ses données à caractère personnel.

Amendement 27

Proposition de règlement Considérant 36 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(36 bis) Les tâches réalisées dans l'intérêt public ou dans l'exercice de l'autorité publique comprennent le traitement des

données à caractère personnel nécessaire à la gestion et au fonctionnement de ladite autorité.

Justification

Il est nécessaire d'indiquer également ce qui peut être couvert par l'obligation juridique ou les tâches réalisées dans l'intérêt public ou dans l'exercice de l'autorité publique.

Amendement 28

**Proposition de règlement
Considérant 38**

Texte proposé par la Commission

(38) Les intérêts légitimes du responsable du traitement peuvent constituer un fondement juridique au traitement, à moins que ne prévalent les intérêts ou les libertés et droits fondamentaux de la personne concernée. ***Ce point*** mérite un examen attentif, surtout lorsque la personne concernée est un enfant, cette catégorie de personnes nécessitant en effet une protection spécifique. La personne concernée devrait pouvoir s'opposer au traitement des données la concernant, ***pour des raisons tenant à sa situation personnelle***, et gratuitement. Afin d'assurer la transparence, le responsable du traitement devrait être tenu d'informer expressément la personne concernée des intérêts légitimes poursuivis, et de justifier ces derniers, ainsi que du droit de la personne de s'opposer au traitement. Étant donné qu'il appartient au législateur de fournir la base juridique autorisant les autorités publiques à traiter des données, ce motif ne devrait pas valoir pour les traitements effectués par ces autorités dans l'accomplissement de leur mission.

Amendement

(38) Les intérêts légitimes du responsable du traitement, ***ou d'un ou de plusieurs tiers dans l'intérêt desquels les données sont traitées*** peuvent constituer un fondement juridique au traitement, à moins que ne prévalent les intérêts ou les libertés et droits fondamentaux de la personne concernée. ***Dans un souci de clarté, le comité européen de la protection des données devrait établir des lignes directrices exhaustives sur ce qui peut être défini comme un "intérêt légitime". Le traitement*** mérite un examen attentif, surtout lorsque la personne concernée est un enfant, cette catégorie de personnes nécessitant en effet une protection spécifique. La personne concernée devrait pouvoir s'opposer au traitement des données la concernant, ***et ce*** gratuitement. Afin d'assurer la transparence, le responsable du traitement devrait être tenu d'informer expressément la personne concernée des intérêts légitimes poursuivis, et de justifier ces derniers, ainsi que du droit de la personne de s'opposer au traitement. Étant donné qu'il appartient au législateur de fournir la base juridique autorisant les autorités publiques à traiter des données, ce motif ne devrait pas valoir pour les traitements effectués par ces autorités dans l'accomplissement de leur

mission.

Amendement 29

Proposition de règlement Considérant 40

Texte proposé par la Commission

(40) Le traitement des données à caractère personnel à d'autres fins ne devrait être autorisé que s'il est compatible avec les finalités de la collecte initiale des données, ***notamment*** lorsque le traitement est nécessaire à des fins statistiques ou ***de recherche historique ou scientifique***. Lorsque cette autre finalité n'est pas compatible avec la finalité initiale de la collecte des données, il convient que le responsable du traitement obtienne le consentement de la personne concernée à cette autre finalité ***ou qu'il fonde le traitement sur un autre motif légitime, en particulier lorsque le droit de l'Union ou la législation de l'État membre dont relève le responsable des données le prévoit***. En tout état de cause, l'application des principes énoncés par le présent règlement et, en particulier, de respecter l'obligation d'informer la personne concernée au sujet de ces autres finalités devrait être assurée.

Amendement 30

Proposition de règlement Considérant 40 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(40) Le traitement des données à caractère personnel à d'autres fins ne devrait être autorisé que s'il est compatible avec les finalités de la collecte initiale des données, ***par exemple*** lorsque le traitement est nécessaire à des fins statistiques, ***historiques*** ou ***scientifiques***. Lorsque cette autre finalité n'est pas compatible avec la finalité initiale de la collecte des données, il convient que le responsable du traitement obtienne le consentement de la personne concernée à cette autre finalité. En tout état de cause, l'application des principes énoncés par le présent règlement et, en particulier, de respecter l'obligation d'informer la personne concernée au sujet de ces autres finalités devrait être assurée.

(40 bis) Il convient d'autoriser le traitement des données dans la mesure strictement nécessaire afin de garantir que les entreprises de gaz ou d'électricité ou les gestionnaires de réseau de distribution, tels que définis dans la directive 2009/72/CE et la

directive 2009/73/CE, puissent répondre aux besoins du système, du réseau ou des opérations, ou assurer la mise en œuvre de la réponse à la demande, la gestion de l'énergie ou des programmes d'efficacité énergétique, à condition que l'entreprise d'électricité ou de gaz, ou le gestionnaire du réseau de distribution, ait contractuellement exigé que le responsable du traitement respecte les exigences définies dans le présent règlement.

Amendement 31

Proposition de règlement Considérant 41

Texte proposé par la Commission

(41) Les données à caractère personnel qui sont, par nature, particulièrement sensibles et vulnérables du point de vue des droits fondamentaux et de la vie privée méritent une protection spécifique. Ces données ne devraient pas faire l'objet d'un traitement, à moins que la personne concernée **n'y consente expressément**. Toutefois, des dérogations à cette interdiction devraient être expressément prévues pour tenir compte de besoins spécifiques, en particulier lorsque le traitement a lieu dans le cadre d'activités légitimes de certaines associations ou fondations ayant pour finalité de permettre l'exercice des libertés fondamentales.

Amendement

(41) Les données à caractère personnel qui sont, par nature, particulièrement sensibles et vulnérables du point de vue des droits fondamentaux et de la vie privée méritent une protection spécifique. Ces données ne devraient pas faire l'objet d'un traitement, à moins que la personne concernée **ne donne son consentement en toute connaissance de cause**. Toutefois, des dérogations à cette interdiction devraient être expressément prévues pour tenir compte de besoins spécifiques, en particulier lorsque le traitement a lieu dans le cadre d'activités légitimes de certaines associations ou fondations ayant pour finalité de permettre l'exercice des libertés fondamentales **des personnes concernées dont il est question**.

Amendement 32

Proposition de règlement Considérant 45

Texte proposé par la Commission

(45) Si les données qu'il traite ne lui

Amendement

(45) Si les données qu'il traite ne lui

permettent pas d'identifier une personne physique, le responsable du traitement ne devrait pas être tenu d'obtenir des informations supplémentaires pour identifier la personne concernée à la seule fin de respecter une disposition du présent règlement. Dans le cas d'une demande d'accès, il devrait être autorisé à demander d'autres informations à la personne concernée, afin d'être en mesure de localiser les données personnelles que cette personne recherche.

permettent pas d'identifier une personne physique, le responsable du traitement ne devrait pas être tenu d'obtenir des informations supplémentaires pour identifier la personne concernée à la seule fin de respecter une disposition du présent règlement. Dans le cas d'une demande d'accès, il devrait être autorisé à demander d'autres informations à la personne concernée, afin d'être en mesure de localiser les données personnelles que cette personne recherche. ***Le responsable du traitement des données ne devrait pas invoquer un éventuel manque d'informations pour rejeter une demande d'accès lorsque ces informations peuvent être fournies par la personne concernée pour permettre ledit accès.***

Amendement 33

Proposition de règlement Considérant 48

Texte proposé par la Commission

(48) Le principe de traitement loyal et transparent exige que la personne concernée soit informée, en particulier, de l'existence du traitement et de ses finalités, de la durée pendant laquelle les données seront conservées, de l'existence d'un droit d'accès, de rectification ou d'effacement, ainsi que de son droit d'introduire une réclamation. Lorsque les données sont collectées auprès de la personne concernée, il importe que celle-ci sache également si elle est obligée de fournir ces informations et à quelles conséquences elle s'expose si elle ne les fournit pas.

Amendement

(48) Le principe de traitement loyal et transparent exige que la personne concernée soit informée, en particulier, de l'existence du traitement et de ses finalités, de la durée pendant laquelle les données seront conservées ***et des critères permettant de déterminer cette dernière***, de l'existence d'un droit d'accès, de rectification ou d'effacement, ainsi que de son droit d'introduire une réclamation. Lorsque les données sont collectées auprès de la personne concernée, il importe que celle-ci sache également si elle est obligée de fournir ces informations et à quelles conséquences elle s'expose si elle ne les fournit pas.

Amendement 34

Proposition de règlement Considérant 49

Texte proposé par la Commission

(49) L'information sur le traitement des données à caractère personnel devrait être donnée à la personne concernée au moment où ces données sont recueillies ou, si la collecte des données n'a pas lieu auprès de la personne concernée, dans un délai raisonnable en fonction des circonstances propres à chaque cas. Lorsque des données peuvent être légitimement divulguées à un autre destinataire, il convient que **la personne concernée** soit informée lorsque ces données sont divulguées pour la première fois audit destinataire.

Amendement

(49) L'information sur le traitement des données à caractère personnel devrait être donnée à la personne concernée au moment où ces données sont recueillies ou, si la collecte des données n'a pas lieu auprès de la personne concernée, dans un délai raisonnable en fonction des circonstances propres à chaque cas. Lorsque des données peuvent être légitimement divulguées à un autre destinataire **sans solliciter le consentement ou le renouvellement du consentement de la personne concernée**, il convient que **celle-ci** soit informée lorsque ces données sont divulguées pour la première fois audit destinataire, **si elle a en fait la demande**.

Justification

Si des données sont légitimement divulguées à un autre destinataire, une procédure constante et répétitive d'information de la personne concernée ne devrait pas être nécessaire. Une telle procédure pourrait avoir des conséquences indésirables, telles que la révocation par les personnes concernées de leur consentement à un traitement légitime ou, pire, la désensibilisation des personnes concernées aux informations concernant le statut de leurs données à caractère personnel.

Amendement 35

Proposition de règlement Considérant 51

Texte proposé par la Commission

(51) Toute personne devrait avoir le droit d'accéder aux données qui ont été collectées à son sujet et d'exercer ce droit facilement, afin de s'informer du traitement qui en est fait et d'en vérifier la licéité. En conséquence, chaque personne concernée devrait avoir le droit de connaître et de se

Amendement

(51) Toute personne devrait avoir le droit d'accéder aux données **à caractère personnel** qui ont été collectées à son sujet et d'exercer ce droit facilement, afin de s'informer du traitement qui en est fait et d'en vérifier la licéité. En conséquence, chaque personne concernée devrait avoir le

faire communiquer, en particulier, la finalité du traitement des données, la durée de leur conservation, l'identité des destinataires, la logique qui sous-tend le traitement des données et les conséquences qu'il pourrait avoir, ***au moins en cas de profilage***. Ce droit ne devrait pas porter atteinte aux droits et libertés d'autrui, notamment au secret des affaires, ni à la propriété intellectuelle, ***notamment au*** droit d'auteur protégeant le logiciel. Toutefois, ces considérations ne sauraient aboutir au refus de toute information de la personne concernée.

droit de connaître et de se faire communiquer, en particulier, la finalité du traitement des données ***à caractère personnel***, la durée de leur conservation, l'identité des destinataires, la logique qui sous-tend le traitement des données ***à caractère personnel*** et les conséquences qu'il pourrait avoir. Ce droit ne devrait pas porter atteinte aux droits et libertés d'autrui, notamment au secret des affaires, ni à la propriété intellectuelle, ***concernant par exemple le*** droit d'auteur protégeant le logiciel. Toutefois, ces considérations ne sauraient aboutir au refus de toute information de la personne concernée.

Amendement 36

Proposition de règlement Considérant 52

Texte proposé par la Commission

(52) Le responsable du traitement devrait prendre toutes les mesures raisonnables afin de ***s'assurer de l'identité*** d'une personne concernée ***demandant l'accès aux données***, en particulier dans le contexte des services et identifiants en ligne. Un responsable des données ne devrait pas conserver des données à caractère personnel à la seule fin d'être en mesure de réagir à d'éventuelles demandes.

Amendement

(52) Le responsable du traitement devrait prendre toutes les mesures raisonnables ***dans le contexte du produit ou service fourni, ou dans le contexte de la relation entre le responsable du traitement et la personne concernée, ainsi que du caractère sensible des données à caractère personnel traitées***, afin de ***contrôler l'authenticité de la demande d'accès*** d'une personne concernée, en particulier dans le contexte des services et identifiants en ligne. Un responsable des données ne devrait pas conserver ***ou être contraint à collecter*** des données à caractère personnel à la seule fin d'être en mesure de réagir à d'éventuelles demandes.

Amendement 37

Proposition de règlement Considérant 53 bis (nouveau)

(53 bis) Une personne concernée devrait toujours avoir la possibilité de donner un consentement général pour que ses données soient utilisées à des fins de recherche historique, statistique ou scientifique et de révoquer ce consentement à tout moment.

Justification

Broad consent is a necessity for conducting research in fields of medicine that rely on biobanks and tissue banks among other forms. Biobanks are collections of biological samples and data, accumulated over a period of time, used for medical research and diagnostic purposes. These repositories store data from millions of data subjects, which is used by scientists to perform research. The option of broad consent given to a data subject at their first encounter with a doctor allows the researchers to use this data without having to go back to the data subject for every minor research they are conducting and is thus a necessary and practical solution for protecting and fostering public health research.

Amendement 38

**Proposition de règlement
Considérant 58**

(58) Toute personne physique devrait avoir le droit de ne pas être soumise à une mesure fondée sur le profilage par traitement automatisé. Toutefois, **de telles** mesures devraient être permises lorsqu'elles sont expressément autorisées par la loi, appliquées dans le cadre de la conclusion ou de l'exécution d'un contrat, ou si la personne concernée y a donné son consentement. En tout état de cause, un traitement de ce type devrait être assorti de garanties appropriées, y compris une information spécifique de la personne concernée et le droit d'obtenir une intervention humaine, et cette mesure ne devrait pas concerner les enfants.

(58) Toute personne physique devrait avoir le droit de ne pas être soumise à une mesure fondée sur le profilage par traitement automatisé **produisant des effets juridiques à son égard ou l'affectant de manière significative. Les effets réels devraient être comparables aux effets juridiques au regard de leur intensité pour relever du champ d'application du présent règlement. Ce n'est pas le cas des mesures liées à la communication commerciale, par exemple dans le domaine de la gestion des relations avec la clientèle ou de l'acquisition de clientèle.** Toutefois, les mesures fondées sur le profilage par traitement automatisé produisant des effets juridiques à l'égard d'une personne concernée ou l'affectant

de manière significative devraient être permises lorsqu'elles sont expressément autorisées par la loi, appliquées dans le cadre de la conclusion ou de l'exécution d'un contrat, ou si la personne concernée y a donné son consentement. En tout état de cause, un traitement de ce type devrait être assorti de garanties appropriées, y compris une information spécifique de la personne concernée et le droit d'obtenir une intervention humaine, et cette mesure ne devrait pas concerner les enfants.

Justification

Cet amendement précise que la communication commerciale, par exemple dans le domaine de la gestion des relations avec la clientèle ou de l'acquisition de clientèle, n'affecte pas de manière significative une personne physique au sens de l'article 20, paragraphe 1. Les effets réels doivent être comparables aux effets juridiques au regard de leur intensité pour relever de la présente disposition.

Amendement 39

Proposition de règlement Considérant 60

Texte proposé par la Commission

(60) Il y a lieu d'instaurer une responsabilité globale du responsable du traitement pour tout traitement de données à caractère personnel qu'il effectue lui-même ou qui est réalisé pour son compte. Il importe en particulier que le responsable du traitement veille à la conformité de chaque traitement au présent règlement et soit tenu d'en apporter la preuve.

Amendement

(60) Il y a lieu d'instaurer une responsabilité globale du responsable du traitement pour tout traitement de données à caractère personnel qu'il effectue lui-même ou qui est réalisé pour son compte, ***afin de garantir la responsabilité***. Il importe en particulier que le responsable du traitement veille à la conformité de chaque traitement au présent règlement et soit tenu d'en apporter la preuve. ***Le traitement inutile de données ne peut se justifier par le besoin de respecter cette obligation.***

Amendement 40

Proposition de règlement Considérant 61

Texte proposé par la Commission

(61) **La** protection des droits et libertés des personnes concernées à l'égard du traitement des données à caractère personnel **nécessite** de prendre les mesures **techniques et** organisationnelles appropriées, tant au moment de la conception que de **l'exécution du traitement**, de sorte que les exigences du présent règlement soient respectées. **Afin d'assurer et de démontrer la conformité de ses activités au présent règlement, le responsable du traitement devrait adopter des règles internes et appliquer des mesures adaptées, qui répondent en particulier aux principes de** la protection des données dès la conception **et de** la protection des données par défaut.

Amendement

(61) **Pour satisfaire aux attentes des consommateurs et des entreprises en matière de** protection des droits et libertés des personnes concernées à l'égard du traitement des données à caractère personnel, **il y a lieu** de prendre les mesures organisationnelles appropriées, tant au moment de la conception **du traitement et des technologies qui le sous-tendent** que de **son exécution**, de sorte que les exigences du présent règlement soient respectées. **Il convient d'encourager les mesures qui ont pour objectif d'augmenter les informations fournies au consommateur et de faciliter le choix, avec la coopération du secteur et en favorisant les solutions, produits et services innovants.** La protection des données dès la conception **est le processus par lequel la protection des données et de la vie privée est intégrée dans le développement de produits et de services par des mesures techniques et organisationnelles.** La protection des données par défaut **signifie que les produits et les services sont configurés par défaut de sorte qu'ils limitent le traitement et plus particulièrement la divulgation de données à caractère personnel. Il convient notamment que les données à caractère personnel ne soient pas divulguées par défaut à un nombre illimité de personnes.**

Amendement 41

**Proposition de règlement
Considérant 61 bis (nouveau)**

Texte proposé par la Commission

Amendement

(61 bis) **Le présent règlement devrait encourager les entreprises à élaborer des programmes internes visant à recenser les opérations de traitement susceptibles de**

présenter des risques pour les droits et les libertés des personnes concernées du fait de leur nature, de leur portée ou de leurs finalités, à mettre en place des garanties appropriées en matière de protection des données ainsi qu'à développer des solutions innovantes de protection des données dès la conception et des techniques renforçant cette protection. Les entreprises démontreraient ainsi publiquement et de manière volontariste leur respect de la lettre et de l'esprit du présent règlement, ce qui augmenterait la confiance des citoyens européens. La responsabilité des entreprises en matière de protection des données à caractère personnel ne peut toutefois pas exempter une entreprise de toute obligation établie par le présent règlement.

Amendement 42

Proposition de règlement Considérant 62

Texte proposé par la Commission

(62) La protection des droits et libertés des personnes concernées, de même que la responsabilité des responsables du traitement et de leurs sous-traitants, y compris dans le cadre de la surveillance exercée par les autorités de contrôle et des mesures prises par elles, exige une répartition claire des responsabilités au titre du présent règlement, notamment dans le cas où le responsable du traitement détermine les finalités, **les conditions et les moyens** du traitement conjointement avec d'autres responsables, ou lorsqu'un traitement est effectué pour le compte d'un responsable du traitement.

Amendement

(62) La protection des droits et libertés des personnes concernées, de même que la responsabilité des responsables du traitement et de leurs sous-traitants, y compris dans le cadre de la surveillance exercée par les autorités de contrôle et des mesures prises par elles, exige une répartition claire des responsabilités au titre du présent règlement, notamment dans le cas où le responsable du traitement détermine les finalités du traitement conjointement avec d'autres responsables, ou lorsqu'un traitement est effectué pour le compte d'un responsable du traitement.

Amendement 43

Proposition de règlement Considérant 65

Texte proposé par la Commission

(65) Afin d'apporter la preuve qu'il se conforme au présent règlement, le responsable du traitement ***ou le sous-traitant*** devrait consigner chaque opération de traitement. Chaque responsable du traitement ***et sous-traitant*** devrait être tenu de coopérer avec l'autorité de contrôle et de mettre ces informations à sa disposition sur demande pour qu'elles servent au contrôle des opérations en question.

Amendement

(65) Afin d'apporter la preuve qu'il se conforme au présent règlement, le responsable du traitement devrait consigner chaque opération de traitement ***dont il est responsable***. Chaque responsable du traitement devrait être tenu de coopérer avec l'autorité de contrôle et de mettre ces informations à sa disposition sur demande pour qu'elles servent au contrôle des opérations en question.

Amendement 44

Proposition de règlement Considérant 66

Texte proposé par la Commission

(66) Afin de préserver la sécurité et de prévenir tout traitement contraire au présent règlement, il importe que le responsable du traitement ou le sous-traitant évalue les risques inhérents au traitement et prenne des mesures pour les atténuer. Ces mesures devraient assurer un niveau de sécurité approprié compte tenu, d'une part, de l'état de la technique et de leur coût de mise en œuvre, et, d'autre part, des risques présentés par les traitements et de la nature des données à protéger. Lors de l'adoption de normes techniques et de mesures organisationnelles destinées à garantir la sécurité du traitement, ***la Commission devrait*** promouvoir la neutralité technologique, l'interopérabilité et l'innovation, et au besoin, ***coopérer*** avec les pays tiers.

Amendement

(66) Afin de préserver la sécurité et de prévenir tout traitement contraire au présent règlement, il importe que le responsable du traitement ou le sous-traitant évalue les risques inhérents au traitement et prenne des mesures pour les atténuer. ***Plus particulièrement, le responsable du traitement ou le sous-traitant devrait prendre dûment en considération les risques plus élevés découlant du traitement des données à caractère personnel de la personne concernée en fonction de la sensibilité des données.*** Ces mesures devraient assurer un niveau de sécurité approprié compte tenu, d'une part, de l'état de la technique et de leur coût de mise en œuvre, et, d'autre part, des risques présentés par les traitements et de la nature des données à protéger. Lors de l'adoption de normes techniques et de mesures organisationnelles destinées à

garantir la sécurité du traitement, **il convient de** promouvoir la neutralité technologique, l'interopérabilité et l'innovation, et au besoin, **d'encourager la coopération** avec les pays tiers.

Amendement 45

Proposition de règlement Considérant 67

Texte proposé par la Commission

(67) Une violation de données à caractère personnel risque, si l'on n'intervient pas à temps et de manière appropriée, de causer une grave perte économique et des dommages sociaux importants, y compris une usurpation d'identité, à la personne physique concernée. En conséquence, dès que le responsable du traitement apprend qu'une telle violation s'est produite, il conviendrait qu'il en informe l'autorité de contrôle sans retard injustifié **et, lorsque c'est possible, dans les 24 heures. Si ce délai ne peut être respecté**, la notification devrait être assortie d'une explication concernant ce retard. Les personnes physiques dont les données à caractère personnel pourraient être affectées par la violation devraient en être averties sans retard injustifié afin de pouvoir prendre les précautions qui s'imposent. Il y a lieu de considérer qu'une violation affecte les données à caractère personnel ou la vie privée d'une personne concernée lorsqu'il peut en résulter, par exemple, un vol ou une usurpation d'identité, un dommage physique, une humiliation grave ou une atteinte à la réputation. La notification devra décrire la nature de la violation des données à caractère personnel et formuler des recommandations à la personne concernée afin d'atténuer les éventuels effets négatifs. Il convient que les notifications aux personnes concernées soient effectuées aussi rapidement que

Amendement

(67) Une violation de données à caractère personnel risque, si l'on n'intervient pas à temps et de manière appropriée, de causer une grave perte économique et des dommages sociaux importants, y compris une usurpation d'identité, à la personne physique concernée. En conséquence, dès que le responsable du traitement apprend qu'une telle violation s'est produite, il conviendrait qu'il en informe l'autorité de contrôle sans retard injustifié. **S'il ne peut pas le faire dans un délai raisonnable**, la notification devrait être assortie d'une explication concernant ce retard. Les personnes physiques dont les données à caractère personnel pourraient être affectées par la violation devraient en être averties sans retard injustifié afin de pouvoir prendre les précautions qui s'imposent. Il y a lieu de considérer qu'une violation affecte les données à caractère personnel ou la vie privée d'une personne concernée lorsqu'il peut en résulter, par exemple, un vol ou une usurpation d'identité, un dommage physique, une humiliation grave ou une atteinte à la réputation. La notification devra décrire la nature de la violation des données à caractère personnel et formuler des recommandations à la personne concernée afin d'atténuer les éventuels effets négatifs. Il convient que les notifications aux personnes concernées soient effectuées aussi rapidement que possible, en

possible, en coopération étroite avec l'autorité de contrôle, et dans le respect des directives fournies par celle-ci ou par d'autres autorités compétentes (telles que les autorités répressives). Par exemple, pour que les personnes concernées puissent atténuer un risque immédiat de préjudice, il faudrait leur adresser une notification le plus rapidement possible, mais la nécessité de mettre en œuvre des mesures appropriées empêchant la poursuite de la violation des données ou la survenance de violations similaires pourrait justifier un délai plus long.

coopération étroite avec l'autorité de contrôle et dans le respect des directives fournies par celle-ci ou par d'autres autorités compétentes (telles que les autorités répressives). Par exemple, pour que les personnes concernées puissent atténuer un risque immédiat de préjudice, il faudrait leur adresser une notification le plus rapidement possible, mais la nécessité de mettre en œuvre des mesures appropriées empêchant la poursuite de la violation des données ou la survenance de violations similaires pourrait justifier un délai plus long.

Amendement 46

Proposition de règlement Considérant 70

Texte proposé par la Commission

(70) La directive 95/46/CE prévoyait une obligation générale de notifier les traitements de données à caractère personnel aux autorités de contrôle. Or cette obligation génère une charge administrative et financière, sans pour autant avoir véritablement amélioré la protection des données. En conséquence, l'obligation générale de notification devrait être supprimée et remplacée par des procédures et des mécanismes efficaces ciblant plutôt les traitements susceptibles de présenter des risques particuliers pour les droits et libertés des personnes concernées, du fait de leur nature, de leur portée ou de leur finalité. Dans de tels cas, une analyse d'impact relative à la protection des données devrait être réalisée par le responsable du traitement ***ou le sous-traitant***, préalablement au traitement, et devrait examiner notamment les dispositions, garanties et mécanismes envisagés pour assurer la protection des données à caractère personnel et pour démontrer que le présent règlement est

Amendement

(70) La directive 95/46/CE prévoyait une obligation générale de notifier les traitements de données à caractère personnel aux autorités de contrôle. Or cette obligation génère une charge administrative et financière, sans pour autant avoir véritablement amélioré la protection des données. En conséquence, l'obligation générale de notification devrait être supprimée et remplacée par des procédures et des mécanismes efficaces ciblant plutôt les traitements susceptibles de présenter des risques particuliers pour les droits et libertés des personnes concernées, du fait de leur nature, de leur portée ou de leur finalité. Dans de tels cas, une analyse d'impact relative à la protection des données devrait être réalisée par le responsable du traitement, préalablement au traitement, et devrait examiner notamment les dispositions, garanties et mécanismes envisagés pour assurer la protection des données à caractère personnel et pour démontrer que

respecté.

le présent règlement est respecté.

Justification

Il devrait incomber aux responsables du traitement d'évaluer l'incidence sur la vie privée quand ils déterminent les finalités du traitement.

Amendement 47

Proposition de règlement

Considérant 70 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(70 bis) La directive 2002/58/CE établit des obligations en matière de notification des infractions relatives aux données à caractère personnel dans le cadre du traitement des données à caractère personnel lié à la fourniture de services de communication électronique accessibles au public dans les réseaux de communication publics de l'Union. Lorsque des prestataires de services de communication électronique accessibles au public fournissent également d'autres services, ils restent soumis aux exigences de la directive 2002/58/CE, et non pas du présent règlement en matière de notification des violations. Ces prestataires devraient être soumis à un régime unique de notification des violations des données à caractère personnel, que ce soit pour les données à caractère personnel traitées dans le cadre de la fourniture d'un service de communication accessible au public ou pour toutes autres données à caractère personnel pour lesquelles ils sont responsables du traitement.

Justification

Les prestataires de services de communication électronique devraient être soumis à un régime unique de notification pour toute violation concernant les données à caractère personnel qu'ils traitent, et non pas à divers régimes en fonction du service proposé. Cette disposition garantit des conditions égales de concurrence pour les acteurs du secteur.

Amendement 48

Proposition de règlement Considérant 76

Texte proposé par la Commission

(76) Il y a lieu d'encourager les associations et autres instances représentatives des responsables **de** traitement de données à élaborer des codes de conduite, dans le respect du présent règlement, de manière à faciliter sa bonne application, en tenant compte des spécificités des traitements effectués dans certains secteurs.

Amendement

(76) Il y a lieu d'encourager les associations et autres instances représentatives des responsables **du** traitement de données à élaborer des codes de conduite, dans le respect du présent règlement, de manière à faciliter sa bonne application, en tenant compte des spécificités des traitements effectués dans certains secteurs. ***De tels codes devraient simplifier le respect du présent règlement par les entreprises.***

Justification

Il convient d'indiquer clairement que de tels codes de conduite bénéficient aux entreprises et ne constituent pas un geste impliquant une moindre surveillance de la part des autorités chargées de la protection des données.

Amendement 49

Proposition de règlement Considérant 77

Texte proposé par la Commission

(77) Afin de favoriser la transparence et le respect du présent règlement, la création de mécanismes de certification, ainsi que de marques et de labels en matière de protection des données, devrait être encouragée pour permettre aux personnes concernées d'évaluer rapidement le niveau de protection des données offert par les produits et services en question.

Amendement

(77) Afin de favoriser la transparence et le respect du présent règlement, la création de mécanismes de certification, ainsi que de marques et de labels en matière de protection des données, devrait être encouragée pour permettre aux personnes concernées d'évaluer rapidement, ***de manière fiable et vérifiable***, le niveau de protection des données offert par les produits et services en question.

Justification

Ces outils doivent être rigoureusement testés, en tirant les enseignements des réussites et des échecs de cette approche.

Amendement 50

Proposition de règlement

Considérant 80

Texte proposé par la Commission

(80) La Commission peut décider, avec effet dans l'ensemble de l'Union, que certains pays tiers, un territoire ou un secteur de traitement de données dans un pays tiers, ou une organisation internationale offrent un niveau de protection adéquat, ce qui assurera une sécurité juridique et une uniformité dans toute l'Union au sujet des pays tiers ou des organisations internationales qui sont réputés assurer un tel niveau de protection. Dans ce cas, les transferts de données à caractère personnel vers ces pays peuvent avoir lieu sans qu'il soit nécessaire d'obtenir une autre autorisation.

Amendement

(80) La Commission peut décider, avec effet dans l'ensemble de l'Union, que certains pays tiers, un territoire ou un secteur de traitement de données dans un pays tiers, ou une organisation internationale offrent un niveau de protection adéquat, ce qui assurera une sécurité juridique et une uniformité dans toute l'Union au sujet des pays tiers ou des organisations internationales qui sont réputés assurer un tel niveau de protection. Dans ce cas, les transferts de données à caractère personnel vers ces pays peuvent avoir lieu sans qu'il soit nécessaire d'obtenir une autre autorisation. ***La Commission peut également décider, après en avoir informé le pays tiers et lui avoir fourni une justification complète, de révoquer une telle décision.***

Justification

Il serait illogique d'imaginer que la situation de la protection des données dans un pays tiers ne puisse pas se détériorer ultérieurement.

Amendement 51

Proposition de règlement

Considérant 84

Texte proposé par la Commission

(84) La possibilité qu'ont les responsables du traitement et les sous-traitants de recourir aux clauses types de protection des

Amendement

(84) La possibilité qu'ont les responsables du traitement et les sous-traitants de recourir aux clauses types de protection des

données adoptées par la Commission ou par une autorité de contrôle ne devrait pas les empêcher d'inclure ces clauses dans un contrat plus large, ni d'y ajouter d'autres clauses, à condition que celles-ci ne contredisent pas, directement ou indirectement, les clauses contractuelles types adoptées par la Commission ou par une autorité de contrôle et qu'elles ne portent pas atteinte aux libertés et droits fondamentaux des personnes concernées.

données adoptées par la Commission ou par une autorité de contrôle ne devrait pas les empêcher d'inclure ces clauses dans un contrat plus large, ni d'y ajouter d'autres clauses, à condition que celles-ci ne contredisent pas, directement ou indirectement, les clauses contractuelles types adoptées par la Commission ou par une autorité de contrôle et qu'elles ne portent pas atteinte aux libertés et droits fondamentaux des personnes concernées.

Dans certains cas de figure, il conviendrait d'encourager les responsables du traitement et les sous-traitants à fournir des protections encore plus solides par l'intermédiaire d'engagements contractuels supplémentaires qui viendraient compléter les clauses types relatives à la protection des données.

Justification

Cet amendement inciterait les organisations à aller au-delà des exigences réglementaires de base pour se conformer à des régimes tels qu'une "marque de protection des données" ou un "label de confiance".

Amendement 52

Proposition de règlement Considérant 85 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(85 bis) Un groupe d'entreprises qui envisage de soumettre pour approbation des règles d'entreprise contraignantes peut proposer une autorité de contrôle en tant que chef de file. Celle-ci devrait être l'autorité de contrôle de l'État membre dans lequel se situe l'établissement principal du responsable du traitement ou du sous-traitant.

Justification

Le groupe de travail "Article 29" a défini un système de reconnaissance mutuelle des règles

d'entreprise contraignantes (WP 107 du 14 avril 2005). Il convient de l'inclure dans le présent règlement. Le critère de désignation de l'autorité compétente devrait être le lieu d'implantation de l'établissement principal, comme le prévoit l'article 51, paragraphe 2, du règlement.

Amendement 53

Proposition de règlement Considérant 87

Texte proposé par la Commission

(87) Ces dérogations devraient s'appliquer en particulier aux transferts de données qui sont nécessaires à la protection pour des motifs importants d'intérêt général, par exemple en cas de transfert international de données entre autorités de la concurrence, administrations fiscales ou douanières, entre autorités de surveillance financière, entre services chargés des questions de sécurité sociale, ou en cas de transfert aux autorités compétentes chargées de la prévention et de la détection des infractions pénales, des enquêtes et des poursuites en la matière.

Amendement

(87) Ces dérogations devraient s'appliquer en particulier aux transferts de données qui sont nécessaires à la protection pour des motifs importants d'intérêt général, par exemple en cas de transfert international de données entre autorités de la concurrence, administrations fiscales ou douanières, entre autorités de surveillance financière, entre services chargés des questions de sécurité sociale, ***entre organes chargés de la lutte contre la fraude dans le sport***, ou en cas de transfert aux autorités compétentes chargées de la prévention et de la détection des infractions pénales, des enquêtes et des poursuites en la matière. ***Le transfert de données à caractère personnel pour des motifs d'intérêt public aussi importants ne devrait être utilisé que de manière occasionnelle. Dans chaque cas particulier, une analyse minutieuse de toutes les circonstances du transfert doit être effectuée.***

Amendement 54

Proposition de règlement Considérant 94

Texte proposé par la Commission

(94) Il conviendrait que chaque autorité de contrôle soit dotée de tous les moyens financiers et humains, ***les*** locaux et ***les*** infrastructures nécessaires à la bonne

Amendement

(94) Il conviendrait que chaque autorité de contrôle soit dotée de tous les moyens financiers et humains, ***en accordant une attention particulière à l'adéquation des***

exécution de ses tâches, y compris celles qui sont liées à l'assistance mutuelle et à la coopération avec d'autres autorités de contrôle dans l'ensemble de l'Union.

compétences techniques du personnel, aux locaux et aux infrastructures nécessaires à la bonne exécution de ses tâches, y compris celles qui sont liées à l'assistance mutuelle et à la coopération avec d'autres autorités de contrôle dans l'ensemble de l'Union.

Justification

Strong, independent supervisory authorities are one of the necessary conditions for effective data protection. They should be free from external influence, as confirmed by the ECJ (C-518/07 and C-614/10), and should have the necessary resources – financial and human – to ensure enforcement of data protection legislation. These changes aim to provide supervisory authorities with the independence and resources they need to effectively protect the fundamental right to data protection. Supervisory authorities are needed to ensure enforcement of data protection legislation. As Article 16(2) TFEU states, they shall be independent in the exercise of their duties. Experience with the current framework has shown that this level of independence is not always provided in practice. It should be noted that this should not only be seen as referring to interference by Member States, but also by the Commission. Independence on paper alone is not enough, supervisory authorities also need the means to put their powers into action. This implies a need for appropriate resources and skilled staff, including staff with technical expertise. The increasing technical challenges facing supervisory authority staff must be recognised and addressed.

Amendement 55

Proposition de règlement Considérant 95

Texte proposé par la Commission

(95) Les conditions générales applicables aux membres de l'autorité de contrôle devraient être fixées par la loi dans chaque État membre, prévoir notamment que ces membres sont nommés par le parlement ou par le gouvernement national, et comprendre des dispositions régissant la qualification et la fonction de ces membres.

Amendement

(95) Les conditions générales applicables aux membres de l'autorité de contrôle devraient être fixées par la loi dans chaque État membre, prévoir notamment que ces membres sont nommés par le parlement ou par le gouvernement national, **en prenant bien soin de réduire au minimum toute possibilité d'ingérence politique**, et comprendre des dispositions régissant la qualification et la fonction de ces membres, **ainsi que la prévention des conflits d'intérêts**.

Justification

Strong, independent supervisory authorities are one of the necessary conditions for effective data protection. They should be free from external influence, as confirmed by the ECJ (C-518/07 and C-614/10), and should have the necessary resources – financial and human – to ensure enforcement of data protection legislation. These changes aim to provide supervisory authorities with the independence and resources they need to effectively protect the fundamental right to data protection. Supervisory authorities are needed to ensure enforcement of data protection legislation. As Article 16(2) TFEU states, they shall be independent in the exercise of their duties. Experience with the current framework has shown that this level of independence is not always provided in practice. It should be noted that this should not only be seen as referring to interference by Member States, but also by the Commission. Independence on paper alone is not enough, supervisory authorities also need the means to put their powers into action. This implies a need for appropriate resources and skilled staff, including staff with technical expertise.

Amendement 56

Proposition de règlement

Considérant 97

Texte proposé par la Commission

(97) Lorsque, ***dans l'Union***, le traitement de données à caractère personnel ***intervenant dans le cadre des activités d'un établissement d'un responsable du traitement ou d'un sous-traitant*** a lieu dans plusieurs États membres, il conviendrait qu'une seule autorité de contrôle soit compétente pour surveiller les activités du responsable du traitement ou du sous-traitant dans toute l'Union et pour prendre les décisions y afférentes, afin de favoriser une application cohérente, de garantir la sécurité juridique et de réduire les charges administratives pour le responsable du traitement et ses sous-traitants.

Amendement

(97) Lorsque le traitement de données à caractère personnel a lieu dans plusieurs États membres, il conviendrait qu'une seule autorité de contrôle soit compétente pour surveiller les activités du responsable du traitement ou du sous-traitant dans toute l'Union et pour prendre les décisions y afférentes, afin de favoriser une application cohérente, de garantir la sécurité juridique et de réduire les charges administratives pour le responsable du traitement et ses sous-traitants.

Justification

Le principe du guichet unique devrait être appliqué de manière cohérente aussi bien aux responsables du traitement établis dans l'Union qu'à ceux qui ne le sont pas et qui sont soumis à la loi.

Amendement 57

Proposition de règlement

Considérant 98 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(98 bis) Lorsque le traitement de données à caractère personnel fait l'objet d'une plainte déposée par une personne concernée, l'autorité compétente qui sert de guichet unique devrait être l'autorité de contrôle de l'État membre dans lequel la personne concernée possède sa résidence principale. Lorsque des personnes concernées déposent des plaintes similaires contre un tel traitement auprès des autorités de contrôle dans des États membres différents, l'autorité compétente devrait être la première saisie.

Justification

Il convient de permettre à la personne concernée de mener ses démarches administratives auprès de l'autorité de contrôle la plus proche de sa résidence principale, et dans le même État membre où elle peut effectuer des poursuites juridiques si nécessaire, afin d'améliorer l'accessibilité et la cohérence du recours de la personne concernée et également d'éviter des lourdeurs administratives.

Amendement 58

Proposition de règlement

Considérant 105

Texte proposé par la Commission

Amendement

(105) Afin de garantir l'application cohérente du présent règlement dans toute l'Union, il y a lieu d'instaurer un mécanisme de contrôle de la cohérence encadrant la coopération entre les autorités de contrôle elles-mêmes et avec la Commission. Ce mécanisme devrait notamment s'appliquer ***lorsqu'une autorité*** de contrôle a l'intention de prendre une mesure à l'égard d'opérations de traitement qui sont liées à l'offre de biens ou de

(105) Afin de garantir l'application cohérente du présent règlement dans toute l'Union, il y a lieu d'instaurer un mécanisme de contrôle de la cohérence encadrant la coopération entre les autorités de contrôle elles-mêmes et avec la Commission. Ce mécanisme devrait notamment s'appliquer ***lorsque l'autorité*** de contrôle ***compétente*** a l'intention de prendre une mesure à l'égard d'opérations de traitement qui sont liées à l'offre de

services à des personnes concernées se trouvant dans plusieurs États membres, ou à l'observation de ces personnes, ou qui pourraient affecter considérablement la libre circulation des données à caractère personnel. Il devrait également s'appliquer lorsqu'une autorité de contrôle ou la Commission demande qu'une question soit traitée dans ce cadre. Le mécanisme devrait s'appliquer sans préjudice des éventuelles mesures que la Commission pourrait prendre dans l'exercice des pouvoirs que lui confèrent les traités.

biens ou de services à des personnes concernées se trouvant dans plusieurs États membres, ou à l'observation de ces personnes, ou qui pourraient affecter considérablement la libre circulation des données à caractère personnel. Il devrait également s'appliquer lorsqu'une autorité de contrôle ou la Commission demande qu'une question soit traitée dans ce cadre. Le mécanisme devrait s'appliquer sans préjudice des éventuelles mesures que la Commission pourrait prendre dans l'exercice des pouvoirs que lui confèrent les traités.

Amendement 59

Proposition de règlement Considérant 121

Texte proposé par la Commission

(121) Le traitement de données à caractère personnel à des fins ***uniquement*** journalistiques ou aux fins d'expression artistique ou littéraire devrait pouvoir bénéficier d'une dérogation à certaines dispositions du présent règlement, pour concilier le droit à la protection de ces données avec le droit à la liberté d'expression, et notamment le droit de recevoir et de communiquer des informations, garanti en particulier par l'article 11 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Ceci devrait notamment s'appliquer aux traitements de données à caractère personnel dans le domaine de l'audiovisuel et dans les documents d'archives et bibliothèques de journaux. ***En conséquence, les États membres devraient adopter des mesures législatives qui prévoient les exemptions et dérogations nécessaires pour assurer l'équilibre avec ces droits fondamentaux. Les États membres devraient adopter de telles exemptions et dérogations en ce qui***

Amendement

(121) Le traitement de données à caractère personnel à des fins journalistiques ou aux fins d'expression artistique ou littéraire devrait pouvoir bénéficier d'une dérogation à certaines dispositions du présent règlement, pour concilier le droit à la protection de ces données avec le droit à la liberté d'expression, et notamment le droit de recevoir et de communiquer des informations, garanti en particulier par l'article 11 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Ceci devrait notamment s'appliquer aux traitements de données à caractère personnel dans le domaine de l'audiovisuel et dans les documents d'archives et bibliothèques de journaux. Pour tenir compte de l'importance du droit à la liberté d'expression dans toute société démocratique, il y a lieu de retenir une interprétation large des notions liées à cette liberté, comme le journalisme, quel que soit le vecteur utilisé pour les transmettre.

concerne les principes généraux, les droits de la personne concernée, le responsable des données et le sous-traitant, le transfert des données vers des pays tiers ou à des organisations internationales, les autorités de contrôle indépendantes, et la coopération et la cohérence. Néanmoins, ceci ne devrait pas conduire les États membres à prévoir des dérogations aux autres dispositions du présent règlement. Pour tenir compte de l'importance du droit à la liberté d'expression dans toute société démocratique, il y a lieu de retenir une interprétation large des notions liées à cette liberté, comme le journalisme. Par conséquent, aux fins des exemptions et dérogations à établir en vertu du présent règlement, les États membres devraient qualifier de «journalistiques» les activités ayant pour objet de communiquer au public des informations, des opinions ou des idées, quel que soit le vecteur utilisé pour les transmettre. Il convient de ne pas limiter cette catégorie aux seules activités des entreprises de médias et d'y inclure tant celles qui poursuivent un but lucratif que celles qui n'en poursuivent pas.

Amendement 60

Proposition de règlement Considérant 121 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(121 bis) Le présent règlement permet de prendre en compte, dans l'application de ses dispositions, le principe de l'accès du public aux documents officiels. Une autorité publique ou un organisme public peuvent divulguer les données à caractère personnel présentes dans les documents en leur possession conformément à la législation de l'État membre à laquelle ils sont soumis. Cette législation devrait concilier le droit à la protection des

données à caractère personnel et le principe de l'accès du public aux documents officiels.

Justification

Il est essentiel de veiller à ce que le contrôle des affaires publiques par le public ne soit pas indûment entravé par les règles relatives à la protection des données. Comme indiqué dans des avis du CEPD, du groupe de travail "Article 29" et de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA), le principe de l'accès du public aux documents officiels devrait dès lors être garanti.

Amendement 61

**Proposition de règlement
Considérant 123 bis (nouveau)**

Texte proposé par la Commission

Amendement

(123 bis) Le traitement de données à caractère personnel concernant la santé, en tant que catégorie particulière de données, peut être nécessaire à des fins de recherche historique, statistique ou scientifique. Le présent règlement devrait donc veiller à ce que l'harmonisation des conditions prévues pour le traitement des données à caractère personnel dans le domaine de la santé, sous réserve de garanties spécifiques et appropriées en vue de protéger les droits fondamentaux et les données à caractère personnel des personnes physiques, ne fasse pas obstacle aux activités de recherche de transfert, de recherche clinique et de recherche en matière de santé publique.

Justification

Ensuring seamless access to medical data is crucial for public health research. This Regulation makes it essential to find a balance between protecting individual data and respecting public health researchers enough to provide them with the means to conduct medical research. One of the aims of this Regulation is to harmonize data protection across different sectors. It is thus important to note that any harmonization of data protection across countries or sectors must protect public health research sector and not constitute a barrier to crucial research addressing the great societal challenges.

Amendement 62

Proposition de règlement Considérant 129

Texte proposé par la Commission

(129) Afin de remplir les objectifs du présent règlement, à savoir la protection des droits et libertés fondamentaux des personnes physiques, et en particulier de leur droit à la protection des données à caractère personnel, et pour garantir la libre circulation de ces dernières au sein de l'Union, le pouvoir d'adopter des actes conformément à l'article 290 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne devrait être délégué à la Commission.

Concrètement, des actes délégués devraient être adoptés en ce qui concerne la licéité du traitement; la spécification des critères et conditions concernant le consentement des enfants; les traitements portant sur des catégories particulières de données; la spécification des critères et conditions applicables aux demandes manifestement excessives et des frais facturés à la personne concernée pour exercer ses droits; les critères et les exigences applicables à l'information de la personne concernée et au droit d'accès; le droit à l'oubli numérique et à l'effacement; les mesures fondées sur le profilage; les critères et exigences en rapport avec les obligations incombant au responsable du traitement et avec la protection des données dès la conception ou par défaut; les sous-traitants; les critères et exigences spécifiques pour la documentation et la sécurité du traitement; les critères et exigences en vue d'établir une violation des données à caractère personnel et de la notifier à l'autorité de contrôle, et les cas dans lesquels une violation des données à caractère personnel est susceptible de porter préjudice à la personne concernée; les critères et conditions déterminant la

Amendement

(129) Afin de remplir les objectifs du présent règlement, à savoir la protection des droits et libertés fondamentaux des personnes physiques, et en particulier de leur droit à la protection des données à caractère personnel, et pour garantir la libre circulation de ces dernières au sein de l'Union, le pouvoir d'adopter des actes conformément à l'article 290 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne devrait être délégué à la Commission, ***dans certains cas précis***. Il importe particulièrement que la Commission procède aux consultations appropriées tout au long de son travail préparatoire, y compris au niveau des experts. Durant la phase de préparation et de rédaction des actes délégués, la Commission devrait transmettre simultanément, en temps utile et en bonne et due forme, les documents pertinents au Parlement européen et au Conseil.

nécessité d'une analyse d'impact en ce qui concerne des opérations de traitement; les critères et exigences pour établir l'existence d'un degré élevé de risques spécifiques justifiant une consultation préalable; la désignation et les missions du délégué à la protection des données; les codes de conduite; les critères et exigences applicables aux mécanismes de certification; les transferts encadrés par des règles d'entreprise contraignantes les dérogations relatives aux transferts; les sanctions administratives; les traitements à des fins médicales; les traitements dans le contexte professionnel et les traitements à des fins historiques, statistiques et de recherche scientifique. Il importe particulièrement que la Commission procède aux consultations appropriées tout au long de son travail préparatoire, y compris au niveau des experts. Durant la phase de préparation et de rédaction des actes délégués, la Commission devrait transmettre simultanément, en temps utile et en bonne et due forme, les documents pertinents au Parlement européen et au Conseil.

Amendement 63

Proposition de règlement Considérant 130

Texte proposé par la Commission

(130) Afin de garantir des conditions uniformes pour la mise en œuvre du présent règlement, il y aurait lieu de conférer des compétences d'exécution à la Commission ***pour qu'elle définisse les formulaires types relatifs au traitement des données à caractère personnel des enfants; des procédures et formulaires types pour l'exercice des droits de la personne concernée; des formulaires types pour l'information de la personne concernée; les formulaires types et les***

Amendement

(130) Afin de garantir des conditions uniformes pour la mise en œuvre du présent règlement, il y aurait lieu de conférer des compétences d'exécution à la Commission. ***Lors de la mise en œuvre des dispositions du présent règlement, il convient de veiller à ce qu'aucune exigence relative à des caractéristiques techniques spécifiques ne soit imposée aux produits et services, notamment aux terminaux ou à d'autres équipements de communications électroniques, si elle***

procédures pour le droit d'accès et le droit à la portabilité des données; des formulaires types concernant les obligations du responsable du traitement en matière de protection des données dès la conception, de protection des données par défaut, et de documentation; des exigences spécifiques relatives à la sécurité du traitement des données; de la forme normalisée et des procédures pour la notification des violations de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle, et pour la communication d'une violation des données à caractère personnel à la personne concernée; des critères et procédures pour l'analyse d'impact relative à la protection de données; des formulaires et des procédures d'autorisation et de consultation préalables; des normes techniques et des mécanismes de certification; du niveau de protection adéquat offert par un pays tiers, par un territoire ou un secteur de traitement de données dans ce pays tiers, ou par une organisation internationale; des divulgations non autorisées par le droit de l'Union; de l'assistance mutuelle; des opérations conjointes; les décisions relevant du mécanisme de contrôle de la cohérence. Ces compétences devraient être exercées conformément au règlement (UE) n° 182/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 établissant les règles et principes généraux relatifs aux modalités de contrôle par les États membres de l'exercice des compétences d'exécution par la Commission⁴⁵. Dans ce cadre, la Commission devrait envisager des mesures spécifiques pour les micro, petites et moyennes entreprises.

risque d'entraver la mise sur le marché d'équipements et la libre circulation de ces équipements dans les États membres et entre ces derniers. Dans ce cadre, la Commission devrait envisager des mesures spécifiques pour les micro, petites et moyennes entreprises, en concertation avec les parties concernées, car ces mesures ne devraient pas entraîner une charge excessive pour ces entreprises.

Amendement 64

Proposition de règlement Considérant 139

Texte proposé par la Commission

(139) Étant donné que, comme la Cour de justice de l'Union européenne l'a souligné, le droit à la protection des données à caractère personnel n'apparaît pas comme une prérogative absolue, mais doit être pris en considération par rapport à sa fonction dans la société et être mis en balance avec d'autres droits fondamentaux, conformément au principe de proportionnalité, le présent règlement respecte tous les droits fondamentaux et observe les principes reconnus par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, consacrés par les traités, et notamment le droit au respect de la vie privée et familiale, du domicile et des communications, le droit à la protection des données à caractère personnel, le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, le droit à la liberté d'expression et d'information, le droit à la liberté d'entreprise, le droit à un recours effectif et à un procès équitable, ainsi que le respect de la diversité culturelle, religieuse et linguistique,

Amendement

(139) Étant donné que, comme la Cour de justice de l'Union européenne l'a souligné, le droit à la protection des données à caractère personnel n'apparaît pas comme une prérogative absolue, mais doit être pris en considération par rapport à sa fonction dans la société et ***aux progrès réels et potentiels dans les domaines scientifique, sanitaire et technologique, et*** être mis en balance avec d'autres droits fondamentaux, conformément au principe de proportionnalité, le présent règlement respecte tous les droits fondamentaux et observe les principes reconnus par la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, consacrés par les traités, et notamment le droit au respect de la vie privée et familiale, du domicile et des communications, le droit à la protection des données à caractère personnel, le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, le droit à la liberté d'expression et d'information, le droit à la liberté d'entreprise, ***le droit à la propriété, et notamment la protection de la propriété intellectuelle,*** le droit à un recours effectif et à un procès équitable, ainsi que le respect de la diversité culturelle, religieuse et linguistique.

Justification

Le traitement des adresses IP représente souvent un élément essentiel des enquêtes sur les violations des DPI au titre de la directive 2004/48/CE et ne devrait pas être empêché par le règlement.

Amendement 65

**Proposition de règlement
Article 1 – paragraphe 1**

Texte proposé par la Commission

1. Le présent règlement établit des règles

Amendement

1. Le présent règlement établit des règles

relatives à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et des règles relatives à la libre circulation de ces données.

relatives à la protection des personnes physiques **et morales** à l'égard du traitement des données à caractère personnel et des règles relatives à la libre circulation de ces données.

Amendement 66

Proposition de règlement Article 1 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

2. Le présent règlement protège les libertés et droits fondamentaux des personnes physiques et en particulier leur droit à la protection des données à caractère personnel.

Amendement

2. Le présent règlement protège les libertés et droits fondamentaux des personnes physiques et **morales, et** en particulier leur droit à la protection des données à caractère personnel.

Amendement 67

Proposition de règlement Article 1 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

3. La libre circulation des données à caractère personnel au sein de l'Union n'est ni limitée ni interdite pour des motifs liés à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Amendement

3. La libre circulation des données à caractère personnel au sein de l'Union n'est ni limitée ni interdite pour des motifs liés à la protection des personnes physiques **et morales** à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Amendement 68

Proposition de règlement Article 1 – paragraphe 3 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

3 bis. Le présent règlement ne modifie ni ne limite la liberté de la presse et d'expression inscrite dans les constitutions des États membres, laquelle émane de la tradition de liberté de la

presse et d'expression caractérisant les sociétés libres et ouvertes. Par ailleurs, le droit et l'accès des citoyens aux informations des autorités publiques ne sont ni modifiés ni restreints. Le présent règlement ne modifie pas non plus le droit et la responsabilité des États membres concernant la protection de l'intégrité des personnes dans le domaine de l'utilisation de registres publics par l'intermédiaire d'une législation spécifique.

Amendement 69

Proposition de règlement Article 2 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

1. Le présent règlement s'applique au traitement de données à caractère personnel, automatisé en tout ou en partie, ainsi qu'au traitement non automatisé de données à caractère personnel contenues ou appelées à figurer dans un fichier.

Amendement

1. Le présent règlement s'applique au traitement de données à caractère personnel, automatisé en tout ou en partie, *sans discrimination entre ces différents moyens de traitement et la technologie utilisée*, ainsi qu'au traitement non automatisé de données à caractère personnel contenues ou appelées à figurer dans un fichier.

Amendement 70

Proposition de règlement Article 2 – paragraphe 2 – point b

Texte proposé par la Commission

b) par les institutions, organes et organismes de l'Union;

Amendement

supprimé

Amendement 71

Proposition de règlement Article 2 – paragraphe 2 – point e bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

e bis) à des fins de recherche historique, statistique et scientifique;

Amendement 72

Proposition de règlement

Article 2 – paragraphe 2 – point e ter (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

e ter) dans le cadre d'une activité pouvant être associée à une activité professionnelle ou commerciale d'une personne concernée;

Amendement 73

Proposition de règlement

Article 2 – paragraphe 2 – point e quater (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

e quater) effectué par un employeur dans le cadre du traitement des données à caractère personnel des employés dans un contexte professionnel;

Justification

Il importe qu'un employeur puisse continuer à traiter des données relatives à ses employés – par exemple en ce qui concerne le salaire, les congés, les avantages, l'anniversaire, la formation, la santé, les condamnations, etc. À l'heure actuelle, les employés peuvent consentir à ce que leur employeur traite ces données. Toutefois, la formulation utilisée dans le règlement pourrait être interprétée comme introduisant à l'avenir un déséquilibre entre employeur et employé.

Amendement 74

Proposition de règlement

Article 2 – paragraphe 2 – point e quinquies (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

e quinquies) dans le cas de données anonymes au sens de l'article 4, point 2 quater).

Amendement 75

Proposition de règlement

Article 3 – paragraphe 2 – partie introductive

Texte proposé par la Commission

Amendement

2. Le présent règlement s'applique au traitement des données à caractère personnel appartenant à des personnes concernées ayant leur **résidence** sur le territoire l'Union, par un responsable du traitement qui n'est pas établi dans l'Union, lorsque les activités de traitement sont liées:

2. Le présent règlement s'applique au traitement des données à caractère personnel appartenant à des personnes concernées ayant leur **domicile** sur le territoire l'Union, par un responsable du traitement qui n'est pas établi dans l'Union, lorsque les activités de traitement sont liées:

Justification

Clarification de la notion de "résidence".

Amendement 76

Proposition de règlement

Article 4 – point 1

Texte proposé par la Commission

Amendement

(1) "personne concernée": une personne physique identifiée ou une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, par des moyens raisonnablement susceptibles d'être utilisés par le responsable du traitement ou par toute autre personne physique ou morale, notamment par référence à un numéro d'identification, à des données de localisation, à un identifiant en ligne ou à un ou plusieurs éléments spécifiques, propres à son identité physique,

(1) "personne concernée": une personne physique identifiée ou une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, par des moyens raisonnablement susceptibles d'être utilisés par le responsable du traitement ou par toute autre personne physique ou morale **collaborant avec le responsable du traitement des données**, notamment par référence à un numéro d'identification **ou un autre identifiant unique**, à des données de localisation, à un identifiant en ligne ou

physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale;

à un ou plusieurs éléments spécifiques, propres à son identité **sexuelles, à son identité** physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale, **ou à son orientation sexuelle, et qui n'agit pas dans le cadre de son activité professionnelle;**

Amendement 77

Proposition de règlement

Article 4 – point 2 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(2 bis) "données pseudonymes": toutes données à caractère personnel qui ont été collectées, modifiées ou traitées de toute autre manière de sorte que, considérées isolément, elles ne puissent être attribuées à une personne concernée sans qu'il soit fait recours à des données complémentaires, lesquelles sont soumises à des contrôles techniques et organisationnels séparés et distincts visant à garantir cette non-attribution;

Amendement 78

Proposition de règlement

Article 4 – point 2 ter (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(2 ter) "numéro d'identification": tout code numérique, alphanumérique ou similaire, typiquement utilisé dans l'espace numérique, à l'exclusion des codes assignés par une autorité publique ou contrôlée par l'État afin d'identifier une personne physique en tant qu'individu;

Amendement 79

Proposition de règlement

Article 4 – point 2 quater (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(2 quater) "données anonymes": toutes les données à caractère personnel ayant été recueillies, modifiées ou traitées de manière qu'il ne soit plus possible de les attribuer à une personne concernée; les données anonymes ne sont pas considérées comme des données à caractère personnel;

Amendement 80

Proposition de règlement

Article 4 – point 5

Texte proposé par la Commission

Amendement

(5) "responsable du traitement": la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou tout autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités, **les conditions et les moyens** du traitement de données à caractère personnel; lorsque les finalités, **les conditions et les moyens** du traitement sont **déterminés** par le droit de l'Union ou la législation d'un État membre, le responsable du traitement peut être désigné, ou les critères spécifiques applicables pour le désigner peuvent être fixés, par le droit de l'Union ou par la législation d'un État membre;

(5) "responsable du traitement": la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou tout autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités du traitement de données à caractère personnel; lorsque les finalités du traitement sont **déterminées** par le droit de l'Union ou la législation d'un État membre, le responsable du traitement peut être désigné, ou les critères spécifiques applicables pour le désigner peuvent être fixés, par le droit de l'Union ou par la législation d'un État membre;

Amendement 81

Proposition de règlement

Article 4 – point 6

Texte proposé par la Commission

(6) "sous-traitant": la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou tout autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement;

Amendement

(6) "sous-traitant": la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou tout autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement; ***le sous-traitant est en mesure d'accéder aux données à caractère personnel d'une manière techniquement faisable, sans effort disproportionné, et est raisonnablement susceptible de prendre connaissance de leur contenu;***

Justification

Cet amendement correspond à l'amendement au considérant 24 bis (nouveau).

Amendement 82

**Proposition de règlement
Article 4 – point 8**

Texte proposé par la Commission

(8) "consentement de la personne concernée": toute manifestation de volonté, libre, spécifique, informée et ***explicite*** par laquelle la personne concernée accepte, ***par une déclaration ou par un acte positif univoque***, que des données à caractère personnel la concernant fassent l'objet d'un traitement;

Amendement

(8) "consentement de la personne concernée": toute manifestation de volonté, libre, spécifique, informée et ***sans équivoque*** par laquelle la personne concernée accepte que des données à caractère personnel la concernant fassent l'objet d'un traitement. ***Le silence ou l'inaction n'équivalent pas en soi à un consentement;***

Amendement 83

**Proposition de règlement
Article 4 – point 9 bis (nouveau)**

Texte proposé par la Commission

Amendement

(9 bis) "catégories particulières de données à caractère personnel": toute information qui révèle l'origine raciale ou

ethnique, les opinions politiques, la religion ou les croyances, l'appartenance syndicale ainsi que des données génétiques, des données concernant la santé ou relatives à la vie sexuelle, et des données relatives à des condamnations pénales ou encore à des mesures de sûreté connexes;

Justification

Le traitement des "catégories particulières de données à caractère personnel" est déjà soumis à des exigences spécifiques (voir article 9). Ce groupe de données sensibles devrait, pour des motifs liés à la proportionnalité, également être pris en compte lors de la définition d'autres obligations imposées au responsable du traitement (voir amendement à l'article 31). L'ajout de cette définition apporte davantage de sécurité juridique.

Amendement 84

Proposition de règlement Article 4 – point 10

Texte proposé par la Commission

(10) "données génétiques": toutes les **données, de quelque nature que ce soit**, concernant les caractéristiques d'une personne **physique qui sont héréditaires ou acquises à un stade précoce de son développement prénatal**;

Amendement

(10) "données génétiques": toutes les **informations** concernant les caractéristiques **héréditaires, ou leur modification**, d'une personne **identifiée ou identifiable, obtenues par une analyse de l'acide nucléique**;

Justification

Il convient que la définition proposée corresponde aux définitions employées dans d'autres textes, comme la définition de "données génétiques humaines" utilisée dans la Déclaration internationale des Nations unies sur les données génétiques humaines.

Amendement 85

Proposition de règlement Article 4 – point 12

Texte proposé par la Commission

(12) "données concernant la santé": **toute information relative** à la santé physique ou

Amendement

(12) "données concernant la santé": **toutes données à caractère personnel relatives à**

mentale d'une personne, ou à la prestation de services de santé à cette personne;

la santé physique ou mentale d'une personne, ou à la prestation de services de santé à cette personne;

Amendement 86

Proposition de règlement Article 4 – point 13

Texte proposé par la Commission

(13) "établissement principal": ***en ce qui concerne*** le responsable du traitement, ***le lieu de son établissement dans l'Union où sont prises les principales décisions quant aux finalités, aux conditions et aux moyens du traitement de données à caractère personnel; si aucune décision de ce type n'est prise dans l'Union, l'établissement principal est le lieu où sont exercées les principales activités de traitement dans le cadre des activités d'un établissement d'un responsable du traitement dans l'Union; en ce qui concerne le sous-traitant, on entend par "établissement principal" le lieu de son administration centrale dans l'Union;***

Amendement

(13) "établissement principal": ***le lieu tel que défini par*** le responsable du traitement ***des données ou le sous-traitant sur la base des critères transparents et objectifs suivants: le lieu d'implantation du siège européen du groupe, le lieu d'implantation de l'entreprise au sein du groupe à qui sont déléguées les responsabilités relatives à la protection des données, le lieu d'implantation de l'entreprise qui est la mieux placée (en termes de fonctions de gestion, de capacité administrative, etc.) pour répondre aux règles définies par le présent règlement et les appliquer, ou le lieu où les décisions principales relatives au traitement sont prises pour le groupe régional;***

Justification

Cet amendement vise à refléter avec clarté la situation réelle des entreprises qui exercent leurs activités dans différentes juridictions. Il ne doit pas être interprété comme une disposition permettant la recherche de la loi nationale la plus permissive ("forum shopping"), dans la mesure où l'entreprise doit fournir des critères transparents et objectifs pour justifier le lieu d'implantation de son établissement principal aux fins du règlement à l'examen.

Amendement 87

Proposition de règlement Article 4 – point 13 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(13 bis) "autorité de contrôle compétente": l'autorité de contrôle qui est

la seule compétente pour le contrôle d'un responsable du traitement, conformément à l'article 51, paragraphes 2, 3 et 4;

Amendement 88

Proposition de règlement Article 4 – point 14

Texte proposé par la Commission

(14) "représentant": toute personne physique ou morale établie dans l'Union expressément désignée par le responsable du traitement, qui agit ***en lieu et place de ce dernier et peut*** être contactée à sa place par ***les autorités de contrôle et d'autres entités dans l'Union***, en ce qui concerne les obligations du responsable du traitement en vertu du présent règlement;

Amendement

(14) "représentant": toute personne physique ou morale établie dans l'Union expressément désignée par le responsable du traitement, qui agit ***et doit*** être contactée à sa place par ***l'autorité de contrôle compétente***, en ce qui concerne les obligations du responsable du traitement en vertu du présent règlement;

Amendement 89

Proposition de règlement Article 4 – point 19 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(19 bis) "crime financier": toute infraction pénale liée à la criminalité organisée, au racket, au terrorisme, au financement du terrorisme, à la traite des êtres humains, au trafic de migrants, à l'exploitation sexuelle, au trafic de narcotiques, de drogues et de substances psychotropes, au trafic d'armes illégal, au trafic de marchandises volées, à la corruption passive et active, à la fraude, à la contrefaçon de monnaie, à la contrefaçon et au piratage de produits, aux infractions environnementales, au kidnapping, à la séquestration illégale et à la prise d'otages, au cambriolage, au vol, au trafic, aux infractions liées à la fiscalité, à l'extorsion, à la falsification, au piratage, au délit d'initié et à la

manipulation de marché.

Justification

Il est nécessaire d'ajouter une définition de la "criminalité financière", inspirée des recommandations du groupe d'action financière, étant donné que le traitement des données à caractère personnel sera autorisé en vue de prévenir ou de détecter la criminalité financière, ou d'enquêter dans ce domaine.

Amendement 90

**Proposition de règlement
Article 5 – point b**

Texte proposé par la Commission

b) collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, et ne pas être traitées ultérieurement de manière ***incompatible*** avec ces finalités;

Amendement

b) collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, et ne pas être traitées ultérieurement de manière ***inconciliable*** avec ces finalités;

Amendement 91

**Proposition de règlement
Article 5 – point c**

Texte proposé par la Commission

c) adéquates, pertinentes et ***limitées au minimum nécessaire*** au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées; elles ne sont traitées que si, et pour autant que, les finalités du traitement ne peuvent pas être atteintes par le traitement d'informations ne contenant pas de données à caractère personnel;

Amendement

c) adéquates, pertinentes, ***proportionnées*** et ***non excessives*** au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées; elles ne sont traitées que si et pour autant que les finalités du traitement ne peuvent pas être atteintes par le traitement d'informations ne contenant pas de données à caractère personnel;

Amendement 92

**Proposition de règlement
Article 5 – point d**

Texte proposé par la Commission

d) exactes et tenues à jour; toutes les

Amendement

d) exactes et, ***le cas échéant***, tenues à jour;

mesures raisonnables sont prises pour que les données inexactes, eu égard aux finalités pour lesquelles elles sont traitées, soient effacées ou rectifiées sans *délai*;

toutes les mesures raisonnables sont prises pour que les données inexactes, eu égard aux finalités pour lesquelles elles sont traitées, soient effacées ou rectifiées sans *retard injustifié*;

Amendement 93

Proposition de règlement Article 5 – point e

Texte proposé par la Commission

e) conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles sont collectées; les données à caractère personnel peuvent être conservées pour des durées plus longues dans la mesure où elles ne seront traitées qu'à des fins *de recherche historique, statistique ou scientifique* conformément aux règles et aux conditions énoncées à l'article 83 et s'il est procédé à un examen périodique visant à évaluer la nécessité de poursuivre la conservation;

Amendement

e) conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles sont collectées; les données à caractère personnel peuvent être conservées pour des durées plus longues dans la mesure où elles ne seront traitées qu'à des fins *historiques, statistiques ou scientifiques* conformément aux règles et aux conditions énoncées à l'article 83 et s'il est procédé à un examen périodique visant à évaluer la nécessité de poursuivre la conservation;

Amendement 94

Proposition de règlement Article 5 – point f

Texte proposé par la Commission

f) traitées sous la responsabilité du responsable du traitement, qui veille à la conformité *de chaque opération de* traitement avec les dispositions du présent règlement et en apporte la preuve .

Amendement

f) traitées sous la responsabilité du responsable du traitement, qui veille à la conformité *du* traitement *qu'il effectue* avec les dispositions du présent règlement et, *s'il lui en est fait la demande*, en apporte la preuve *à l'autorité de contrôle compétente au titre de l'article 51, paragraphe 2.*

Amendement 95

Proposition de règlement

Article 6 – paragraphe 1 – point a

Texte proposé par la Commission

a) la personne concernée a consenti au traitement de ses données à caractère personnel ***pour une ou plusieurs finalités spécifiques***;

Amendement

a) la personne concernée a consenti au traitement de ses données à caractère personnel;

Amendement 96

Proposition de règlement

Article 6 – paragraphe 1 – point b

Texte proposé par la Commission

b) le traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat ***auquel*** la personne concernée est partie ou à l'exécution de mesures précontractuelles prises à la demande de celle-ci;

Amendement

b) le traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat ***ou de conventions collectives et de conventions au niveau de l'entreprise auxquels*** la personne concernée est partie ou à l'exécution de mesures précontractuelles prises à la demande de celle-ci;

Justification

Les conventions collectives sont équivalentes à des contrats soumis au droit national en Allemagne et peuvent donc également constituer le fondement d'un traitement des données licite.

Amendement 97

Proposition de règlement

Article 6 – paragraphe 1 – point c

Texte proposé par la Commission

c) le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale ***à laquelle*** le responsable du traitement est soumis;

Amendement

c) le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale, ***d'une disposition réglementaire, d'une ligne directrice ou d'un code de bonnes pratiques du secteur, au niveau national ou international, auxquels*** le responsable du traitement est

soumis, **y compris les exigences des autorités de contrôle;**

Justification

Cette disposition devrait garantir que toute réglementation financière ou code de conduite national soit inclus.

Amendement 98

Proposition de règlement

Article 6 – paragraphe 1 – point d bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

d bis) le traitement est nécessaire pour garantir la sécurité du réseau et des informations;

Justification

Cet amendement intègre dans le texte les garanties établies au considérant 39 en clarifiant dans un article juridiquement contraignant que le traitement des données aux fins de la sécurité du réseau et des informations est considéré comme un traitement licite.

Amendement 99

Proposition de règlement

Article 6 – paragraphe 1 – point e

Texte proposé par la Commission

Amendement

e) le traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission ***effectuée dans l'intérêt général ou*** relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement;

e) le traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement ***ou effectué dans l'intérêt général;***

Amendement 100

Proposition de règlement

Article 6 – paragraphe 1 – point f

Texte proposé par la Commission

f) le traitement est nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par un responsable du traitement, à moins que ne prévalent les intérêts ou les libertés et droits fondamentaux de la personne concernée, qui exigent une protection des données à caractère personnel, notamment lorsque la personne concernée est un enfant. ***Ces considérations ne s'appliquent pas au*** traitement effectué par les autorités publiques dans l'exécution de leurs missions.

Amendement

f) le traitement est nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par un responsable du traitement ***ou un sous-traitant ou en leur nom, par le tiers ou les tiers dans l'intérêt desquels les données sont traitées, y compris pour la sécurité du traitement,*** à moins que ne prévalent les intérêts ou les libertés et droits fondamentaux de la personne concernée, qui exigent une protection des données à caractère personnel, notamment lorsque la personne concernée est un enfant. ***L'intérêt ou les droits et libertés fondamentaux de la personne concernée ne prévalent pas sur le*** traitement effectué par les autorités publiques dans l'exécution de leurs missions ***ou par des entreprises dans l'exercice de leurs obligations légales et afin de lutter contre les comportements frauduleux;***

Amendement 101

Proposition de règlement

Article 6 – paragraphe 1 – point f bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

f bis) le traitement se limite aux données pseudonymisées, la personne concernée est suffisamment protégée et le destinataire du service a le droit de s'opposer conformément à l'article 19, paragraphe 3 bis;

Amendement 102

Proposition de règlement

Article 6 – paragraphe 1 – point f ter (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

f ter) les données sont collectées à partir de registres, de listes ou de documents publics accessibles à tous;

Amendement 103

Proposition de règlement

Article 6 – paragraphe 1 – point f quater (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

f quater) lorsque le responsable du traitement confie les données à caractère personnel à un tiers, ce dernier est coresponsable du respect du présent règlement;

Amendement 104

Proposition de règlement

Article 6 – paragraphe 1 – point f quinquies (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

f quinquies) le traitement est strictement nécessaire pour répondre de manière adéquate à des incidents, des violations ou des attaques recensés menaçant la sécurité du réseau et/ou des informations;

Amendement 105

Proposition de règlement

Article 6 – paragraphe 1 – point f sexies (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

f sexies) le traitement est nécessaire aux fins de l'anonymisation ou de la pseudonymisation des données à caractère personnel.

Amendement 106

Proposition de règlement Article 6 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

2. Le traitement de données à caractère personnel qui est nécessaire à des fins de recherche historique, statistique ou scientifique est licite sous réserve des conditions et des garanties prévues à l'article 83.

Amendement

2. Le traitement **ultérieur** de données à caractère personnel qui est nécessaire à des fins de recherche historique, statistique ou scientifique est licite sous réserve des conditions et des garanties prévues à l'article 83.

Justification

Il importe de clarifier et d'autoriser le traitement ultérieur (par exemple, mise en relation, correction et ajout de données concernant la personne concernée), puisque des recherches modernes et innovantes en matière de santé publique seront basées sur de multiples ensembles et séries historiques de données.

Amendement 107

Proposition de règlement Article 6 – paragraphe 2 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

2 bis. Le traitement de données pseudonymisées afin de protéger les intérêts légitimes poursuivis par un responsable du traitement est licite, à moins que ne prévalent les intérêts ou les libertés et droits fondamentaux de la personne concernée, qui exigent une protection des données à caractère personnel, notamment lorsque la personne concernée est un enfant. Ces considérations ne s'appliquent pas au traitement effectué par les autorités publiques dans l'exécution de leurs missions.

Justification

Le règlement ne reconnaît pas encore actuellement les différentes catégories de données et leurs différents traitements.

Amendement 108

Proposition de règlement

Article 6 – paragraphe 3 – alinéa 1 – point b bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

b bis) des conventions internationales auxquelles l'Union ou un État membre est partie.

Justification

Un intérêt général peut également être exprimé dans des conventions internationales, même en l'absence de dispositions législatives nationales ou de l'Union spécifiques. Il convient néanmoins que ces conventions respectent l'essence du droit à la protection des données à caractère personnel et soient proportionnées à l'objectif légitime poursuivi. De plus, tout traitement de données à caractère personnel effectué sur cette base devrait bien sûr également être conforme à tous les autres aspects du règlement à l'examen.

Amendement 109

Proposition de règlement

Article 6 – paragraphe 3 – alinéa 2

Texte proposé par la Commission

Amendement

La législation de l'État membre doit répondre à un objectif d'intérêt général ou être nécessaire à la protection des droits et libertés d'autrui, être respectueuse du contenu essentiel du droit à la protection des données à caractère personnel **et** proportionnée à l'objectif légitime poursuivi.

La législation de l'État membre doit répondre à un objectif d'intérêt général ou être nécessaire à la protection des droits et libertés d'autrui. ***La législation de l'État membre doit également*** être respectueuse du contenu essentiel du droit à la protection des données à caractère personnel, ***consacré dans le présent règlement et les traités internationaux auxquels l'État membre est partie. Enfin, l'État membre évalue et décide si la législation nationale*** est proportionnée à l'objectif légitime poursuivi ***ou si un objectif légitime pourrait être atteint au moyen de solutions portant moins atteinte à la vie***

privée.

Justification

Article 6, paragraph 1, indent e states that processing is lawful if the following applies: “processing is necessary for the performance of a task carried out in the public interest or in the exercise of official authority vested in the controller”. Seen in connection with the above mentioned paragraph 3 this leaves Member States a very wide room for eroding citizens’ protection of data mentioned in this regulation using national legislation. The harmonisation among Member States will come under pressure because national interests will result in many different examples of legislation. Citizens’ data will be processed differently in the different countries. This is not satisfying. Similar arguments can be found in relation to article 21.

Amendement 110

Proposition de règlement Article 6 – paragraphe 4

Texte proposé par la Commission

4. Lorsque la finalité du traitement ultérieur n'est pas compatible avec celle pour laquelle les données à caractère personnel ont été collectées le traitement doit trouver sa base juridique au moins dans l'un des motifs mentionnés au paragraphe 1, points a) à e). Ceci s'applique en particulier à toute modification des clauses et des conditions générales d'un contrat.

Amendement

4. Lorsque la finalité du traitement ultérieur n'est pas compatible avec celle pour laquelle les données à caractère personnel ont été collectées le traitement doit trouver sa base juridique au moins dans l'un des motifs mentionnés au paragraphe 1, points a) à f). Ceci s'applique en particulier à toute modification des clauses et des conditions générales d'un contrat.

Justification

Il importe d'inclure également des intérêts légitimes, tels que l'exemple sectoriel qu'est la mise en place d'une chaîne approvisionnement énergétique plus efficace grâce au développement de réseaux intelligents. Même s'il se peut que la consommation d'énergie d'une personne concernée n'ait pas été collectée spécifiquement pour contribuer à améliorer l'efficacité de l'approvisionnement global, s'il est dans l'intérêt légitime du prestataire de services d'utiliser cette information en vue d'atteindre cet objectif, il convient de ménager une certaine souplesse pour qu'il puisse le faire.

Amendement 111

Proposition de règlement Article 6 – paragraphe 5

Texte proposé par la Commission

Amendement

5. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 86, aux fins de préciser davantage les conditions prévues au paragraphe 1, point f), pour divers secteurs et situations en matière de traitement de données, y compris en ce qui concerne le traitement des données à caractère personnel relatives à un enfant.

supprimé

Amendement 112

Proposition de règlement Article 7 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

Amendement

1. La charge de prouver que la personne concernée a consenti au traitement de ses données à caractère personnel à des fins déterminées incombe au responsable du traitement.

supprimé

Justification

Ce paragraphe est superflu étant donné que la charge de la preuve s'applique actuellement en vertu du droit procédural habituel.

Amendement 113

Proposition de règlement Article 7 – paragraphe 1 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

1 bis. La forme du consentement obtenu pour le traitement de données à caractère personnel d'une personne concernée est proportionnée au type de données traitées et à la finalité du traitement et déterminée au travers d'une analyse d'impact relative à la protection des données menée de manière appropriée, telle que décrite à

l'article 33.

Justification

Cet amendement lie la détermination de ce qui constitue un consentement proportionné aux résultats des analyses d'impact, ce qui favorisera leur utilisation. Lorsqu'aucune analyse d'impact relative à la protection des données n'a été effectuée, une exigence par défaut relative à un consentement explicite continuerait de s'appliquer.

Amendement 114

Proposition de règlement

Article 7 – paragraphe 1 ter (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

1 ter. Si, sur la base d'une telle analyse d'impact, aucune autre forme de consentement n'apparaît proportionnée, le consentement est obtenu sous la forme d'une déclaration explicite, spécifique et informée ou d'un autre acte non équivoque.

Justification

Cet amendement lie la détermination de ce qui constitue un consentement proportionné aux résultats des analyses d'impact, ce qui favorisera leur utilisation. Lorsqu'aucune analyse d'impact relative à la protection des données n'a été effectuée, une exigence par défaut relative à un consentement explicite continuerait de s'appliquer.

Amendement 115

Proposition de règlement

Article 7 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

Amendement

2. Si le consentement de la personne concernée est requis dans le contexte d'une déclaration écrite qui concerne également une autre affaire, l'exigence du consentement doit apparaître sous une forme qui ***le distingue de cette autre affaire.***

2. Si le consentement de la personne concernée est requis dans le contexte d'une déclaration écrite qui concerne également une autre affaire, l'exigence du consentement doit apparaître sous une forme qui ***la rende clairement visible.***

Justification

Les conditions dans lesquelles les personnes concernées donnent leur consentement devraient être claires et non ambiguës. Si l'intention est de garantir que la partie du texte concernant le consentement ne soit pas noyée dans un jargon technique, il conviendrait sans doute de ne pas utiliser le verbe "distinguer", mais plutôt l'expression "clairement visible". Il convient de mettre en lumière l'exigence du consentement et non pas de la distinguer.

Amendement 116

Proposition de règlement Article 7 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

3. La personne concernée a le droit de retirer son consentement à tout moment. Le retrait du consentement ne compromet pas la licéité du traitement fondé sur le consentement préalablement donné.

Amendement

3. La personne concernée a le droit de retirer son consentement à tout moment. ***Si ce consentement fait partie d'une relation contractuelle ou juridique, son retrait est subordonné aux conditions contractuelles ou juridiques.*** Le retrait du consentement ne compromet pas la licéité du traitement fondé sur le consentement préalablement donné.

Amendement 117

Proposition de règlement Article 7 – paragraphe 4

Texte proposé par la Commission

4. Le consentement ne constitue pas un fondement juridique valable pour le traitement lorsqu'il ***existe un déséquilibre significatif entre la personne concernée et le responsable du traitement.***

Amendement

4. Le consentement ***d'un salarié*** ne constitue pas un fondement juridique valable pour le traitement ***de données par l'employeur*** lorsqu'il ***n'a pas été donné librement.*** ***La licéité du traitement est évaluée conformément à l'article 6, paragraphe 1, points a) à f) et à l'article 6, paragraphes 2 à 5. Le consentement de la personne, conformément à l'article 6, paragraphe 1, point a), peut être remplacé par des accords collectifs en tant que fondement juridique, en particulier par des conventions collectives ou des accords du comité d'entreprise.***

Amendement 118

Proposition de règlement

Article 8 – paragraphe 1 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

1 bis. Lorsqu'un service de la société de l'information met à la disposition des enfants des plateformes de réseaux sociaux, il prend des mesures explicites pour protéger leur bien-être, y compris en s'assurant que, dans la mesure du possible, les enfants aient connaissance de l'identité des personnes avec qui ils communiquent.

Amendement 119

Proposition de règlement

Article 8 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

Amendement

3. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 86, aux fins de préciser davantage les critères et exigences applicables aux méthodes d'obtention du consentement vérifiable visé au paragraphe 1. Ce faisant, la Commission envisage des mesures spécifiques pour les micro, petites et moyennes entreprises.

supprimé

Amendement 120

Proposition de règlement

Article 9 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

Amendement

1. Le traitement des données à caractère personnel qui révèlent l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, la

1. Le traitement des données à caractère personnel qui révèlent l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, la

religion ou les croyances, l'appartenance syndicale, ainsi que le traitement des données génétiques ou des données concernant la santé ou relatives à la vie sexuelle ou à des condamnations pénales ou encore à des mesures de sûreté connexes sont interdits.

religion ou les croyances, l'appartenance syndicale, ainsi que le traitement des données génétiques ou des données concernant la santé ou relatives à la vie sexuelle ou à des condamnations pénales, **à des infractions pénales, y compris les infractions et affaires qui n'ont pas donné lieu à une condamnation, à des problèmes sociaux importants**, ou encore à des mesures de sûreté connexes sont interdits.

Amendement 121

Proposition de règlement

Article 9 – paragraphe 2 – point b

Texte proposé par la Commission

b) le traitement est nécessaire aux fins de l'exécution des obligations et de l'exercice des droits propres au responsable du traitement en matière de droit du travail, dans la mesure où ce traitement est autorisé par le droit de l'Union ou par une législation nationale prévoyant des garanties appropriées; ou

Amendement

b) le traitement est nécessaire aux fins de l'exécution des obligations et de l'exercice des droits propres au responsable du traitement en matière de droit du travail **ou de conventions collectives sur le marché du travail**, dans la mesure où ce traitement est autorisé par le droit de l'Union ou par une législation nationale prévoyant des garanties appropriées **en ce qui concerne les droits fondamentaux et les intérêts de la personne concernée**; ou

Amendement 122

Proposition de règlement

Article 9 – paragraphe 2 – point d

Texte proposé par la Commission

d) le traitement est effectué, dans le cadre de leurs activités légitimes et moyennant les garanties appropriées, par une fondation, une association ou tout autre organisme à but non lucratif et poursuivant une finalité politique, philosophique, religieuse ou syndicale, à condition que ledit traitement se rapporte exclusivement aux membres ou aux anciens membres de

Amendement

d) le traitement est effectué, dans le cadre de leurs activités légitimes et moyennant les garanties appropriées, par une fondation, une association, **des organisations actives sur le marché du travail** ou tout autre organisme à but non lucratif et poursuivant une finalité politique, philosophique, religieuse ou syndicale, à condition que ledit traitement

cet organisme ou aux personnes entretenant avec lui des contacts réguliers en liaison avec ses objectifs et que les données ne soient pas divulguées à un tiers extérieur à cet organisme sans le consentement des personnes concernées; ou

se rapporte exclusivement aux membres ou aux anciens membres de cet organisme ou aux personnes entretenant avec lui des contacts réguliers en liaison avec ses objectifs et que les données ne soient pas divulguées à un tiers extérieur à cet organisme sans le consentement des personnes concernées; ou

Justification

Il importe de préciser que les organisations actives sur le marché du travail peuvent continuer à traiter et à échanger des informations personnelles concernant leurs membres.

Amendement 123

Proposition de règlement

Article 9 – paragraphe 2 – point g

Texte proposé par la Commission

g) le traitement *est nécessaire* à l'exécution d'une mission effectuée dans l'intérêt général sur le fondement du droit de l'Union ou d'un État membre, qui *doit* prévoir des mesures appropriées à la sauvegarde des intérêts légitimes de la personne concernée; ou

Amendement

g) le traitement *et le partage sont nécessaires* à l'exécution d'une mission effectuée dans l'intérêt général sur le fondement du droit de l'Union ou d'un État membre, *ou de conventions internationales auxquelles l'Union ou un État membre est partie*, qui *doivent* prévoir des mesures appropriées à la sauvegarde des intérêts légitimes de la personne concernée; ou

Amendement 124

Proposition de règlement

Article 9 – paragraphe 2 – point h

Texte proposé par la Commission

h) le traitement des données relatives à la santé *est nécessaire* à des fins liées à la santé, sous réserve des conditions et des garanties prévues à l'article 81; ou

Amendement

h) le traitement *et le partage* des données relatives à la santé *sont nécessaires* à des fins liées à la santé, *y compris la recherche historique, statistique ou scientifique*, sous réserve des conditions et des garanties prévues à l'article 81; ou

Justification

Cette précision est nécessaire afin de préserver le traitement des données médicales utilisées à des fins de recherche historique, statistique ou scientifique. Les scientifiques font largement recours aux registres de patients et aux banques biologiques afin de conduire des travaux de recherche épidémiologique, clinique et de transfert. Il est dès lors nécessaire de permettre le traitement de données à caractère personnel à des fins médicales.

Amendement 125

Proposition de règlement

Article 9 – paragraphe 2 – point i

Texte proposé par la Commission

i) le traitement ***est nécessaire*** à des fins de recherche historique, statistique ou scientifique, sous réserve des conditions et des garanties prévues à l'article 83; ou

Amendement

i) le traitement ***et le partage sont nécessaires*** à des fins de recherche historique, statistique ou scientifique, sous réserve des conditions et des garanties prévues à l'article 83; ou

Amendement 126

Proposition de règlement

Article 9 – paragraphe 2 – point j

Texte proposé par la Commission

j) le traitement des données relatives aux condamnations pénales ou aux mesures de sûreté connexes est effectué soit sous ***le*** contrôle ***de l'autorité publique***, ou lorsque le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale ou réglementaire ***à laquelle*** le responsable du traitement est soumis, ou à l'exécution d'une mission effectuée pour des motifs importants d'intérêt général, dans la mesure où ce traitement est autorisé par le droit de l'Union ou par la législation d'un État membre prévoyant des garanties adéquates. Un registre complet des condamnations pénales ne peut être tenu que sous le contrôle de l'autorité publique.

Amendement

j) le traitement des données relatives aux condamnations pénales ou aux mesures de sûreté connexes est effectué soit ***sous réserve des conditions et des garanties prévues à l'article 83 bis soit*** sous ***la supervision d'une autorité de*** contrôle, ou lorsque le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale ou réglementaire ***ou de conventions collectives applicables au marché du travail, auxquelles*** le responsable du traitement est soumis, ***à la prévention d'une infraction à leur égard*** ou à l'exécution d'une mission effectuée pour des motifs importants d'intérêt général, dans la mesure où ce traitement est autorisé par le droit de l'Union ou par la législation d'un État membre prévoyant des garanties adéquates ***des droits fondamentaux de la***

personne concernée. Un registre complet des condamnations pénales ne peut être tenu que sous le contrôle de l'autorité publique;

Amendement 127

Proposition de règlement

Article 9 – paragraphe 2 – point j bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

j bis) le traitement des données relatives à la santé est nécessaire au système de protection sociale privé, notamment en assurant la sécurité des revenus ou en fournissant des outils permettant de gérer les risques dans l'intérêt de la personne concernée, des personnes à sa charge et de son patrimoine, ou en renforçant l'équité intergénérationnelle par la distribution.

Amendement 128

Proposition de règlement

Article 9 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

Amendement

3. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 86, aux fins de préciser davantage les critères, les conditions et les garanties appropriées pour **le traitement** des catégories particulières de données à caractère personnel **mentionnées** au paragraphe 1, **ainsi que les dérogations prévues au paragraphe 2.**

3. Le comité européen de la protection des données se voit confier la tâche d'émettre des recommandations concernant les critères, les conditions et les garanties appropriées pour **la protection** des catégories particulières de données à caractère personnel **conformément** au paragraphe 2.

Amendement 129

Proposition de règlement

Article 10

Texte proposé par la Commission

Si les données traitées par un responsable du traitement ne lui permettent pas d'identifier une personne **physique**, le responsable du traitement **n'est pas tenu d'obtenir des informations** supplémentaires pour identifier la personne concernée à la seule fin de respecter une disposition du présent règlement.

Amendement

Si les données traitées par un responsable du traitement ne lui permettent pas, **au travers des moyens qu'il utilise**, d'identifier une personne **concernée**, **notamment lorsque ses données sont rendues anonymes ou pseudonymisées**, le responsable du traitement **n'obtient pas d'informations** supplémentaires pour identifier la personne concernée à la seule fin de respecter une disposition du présent règlement.

Le responsable du traitement des bases de données de recherche fournit des informations générales sur les sources à l'origine des données de la base de données de recherche.

Amendement 130

**Proposition de règlement
Article 11 – paragraphe 1**

Texte proposé par la Commission

1. Le responsable du traitement applique des règles internes transparentes **et facilement accessibles** en ce qui concerne le traitement des données à caractère personnel et en vue de l'exercice de leurs droits par les personnes concernées.

Amendement

1. Le responsable du traitement applique des règles internes transparentes en ce qui concerne le traitement des données à caractère personnel et en vue de l'exercice de leurs droits par les personnes concernées **et, sur demande à cette fin, met à la disposition de tous, d'une manière adéquate, les informations mentionnées à l'article 28, paragraphe 2, points a) à g).**

Amendement 131

**Proposition de règlement
Article 11 bis (nouveau)**

Article 11 bis

L'article 12 de la directive 2002/58/CE et l'article 20 et l'article 21, paragraphe 3, point e), de la directive 2002/22/CE constituent une application du droit des personnes concernées à des informations et des communications transparentes, en conséquence de quoi le responsable du traitement doit informer les personnes concernées de leurs droits quant à l'utilisation de leurs informations personnelles et attirer leur attention sur l'existence de systèmes ayant été développés conformément aux principes du respect de la vie privée dès la conception.

Justification

L'article 12 de la directive "Vie privée et communications électroniques" et les articles 20 et 21 de la directive "Services universels" couvrent les services d'annuaires comme faisant partie du champ d'application des services universels. Les bases de données des fournisseurs de services d'annuaires doivent être "exhaustives" et l'inclusion des données de l'abonné est dès lors importante, tout comme la nécessité pour l'abonné d'être clairement informé de toutes leurs options, indépendamment du modèle adopté par un État membre (consentement préalable de l'abonné pour le traitement des données, possibilité donnée à l'abonné de s'opposer au traitement des données ou combinaison de ces deux modèles).

Amendement 132

**Proposition de règlement
Article 12 – paragraphe 1**

1. Le responsable du traitement établit les procédures d'information prévues à l'article 14 et les procédures d'exercice des droits des personnes concernées mentionnés aux articles 13, et 15 à 19. Il met notamment en place des mécanismes facilitant l'introduction de la demande portant sur les mesures prévues aux articles 13, et 15 à 19. Lorsque des données

1. Le responsable du traitement établit les procédures d'information prévues à l'article 14 et les procédures d'exercice des droits des personnes concernées mentionnés aux articles 13, et 15 à 19. Il met notamment en place des mécanismes facilitant l'introduction de la demande portant sur les mesures prévues aux articles 13, et 15 à 19. Lorsque des données

à caractère personnel font l'objet d'un traitement automatisé, le responsable du traitement **doit** également fournir les moyens d'effectuer des demandes par voie électronique.

à caractère personnel font l'objet d'un traitement automatisé, le responsable du traitement **peut** également fournir les moyens d'effectuer des demandes par voie électronique.

Amendement 133

Proposition de règlement Article 12 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

2. Le responsable du traitement informe la personne concernée sans tarder et, au plus tard, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande, indépendamment de l'éventuelle adoption d'une mesure conformément aux articles 13, et 15 à 19 et fournit les informations demandées. Ce délai peut être prolongé d'un mois, si plusieurs personnes concernées exercent leurs droits et si leur coopération est suffisamment nécessaire pour empêcher un effort inutile et disproportionné de la part du responsable du traitement. Ces informations sont données par écrit. ***Lorsque la personne concernée en fait la demande sous forme électronique, les informations sont fournies sous forme électronique, à moins que la personne concernée ne demande qu'il en soit autrement.***

Amendement

2. Le responsable du traitement informe la personne concernée sans tarder et, au plus tard, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande, indépendamment de l'éventuelle adoption d'une mesure conformément aux articles 13, et 15 à 19 et fournit les informations demandées. Ce délai peut être prolongé d'un mois, si plusieurs personnes concernées exercent leurs droits et si leur coopération est suffisamment nécessaire pour empêcher un effort inutile et disproportionné de la part du responsable du traitement. Ces informations sont données par écrit.

Justification

Les petites et moyennes entreprises, notamment, pourraient se voir confrontées à une charge bureaucratique énorme si des dispositions devaient être prises en matière d'équipement électronique pour garantir un traitement électronique de la procédure.

Amendement 134

Proposition de règlement Article 12 – paragraphe 4

Texte proposé par la Commission

4. Les informations et les mesures prises dans le cadre des demandes visées au paragraphe 1 sont gratuites. Lorsque les demandes sont manifestement excessives, notamment en raison de leur caractère répétitif, le responsable du traitement peut exiger le paiement de frais pour fournir les informations ou pour prendre les mesures demandées, peut *s'abstenir* de prendre les mesures demandées. Dans ce cas, il incombe au responsable du traitement de prouver le caractère manifestement excessif de la demande.

Amendement

4. Les informations et les mesures prises dans le cadre des demandes visées au paragraphe 1 sont gratuites. Lorsque les demandes sont manifestement excessives, notamment en raison de leur ***volume élevé, de leur complexité ou de leur*** caractère répétitif, le responsable du traitement peut exiger le paiement de frais ***d'un montant approprié, dans un but non lucratif***, pour fournir les informations ou pour prendre les mesures demandées, ***ou*** peut ***refuser*** de prendre les mesures demandées. Dans ce cas, il incombe au responsable du traitement de prouver le caractère manifestement excessif de la demande.

Justification

La fourniture de données conservées dans une base de données a un coût. Demander une contribution d'un montant approprié, dans un but non lucratif, aux personnes concernées pour l'accès aux données contribuerait à limiter les demandes futiles et est essentiel pour dissuader les fraudeurs d'obtenir d'importants volumes de données concernant les crédits des consommateurs pour les utiliser à des fins frauduleuses.

Amendement 135

**Proposition de règlement
Article 12 – paragraphe 5**

Texte proposé par la Commission

5. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 86, aux fins de préciser davantage les critères et conditions applicables aux demandes manifestement excessives, et les frais visés au paragraphe 4.

Amendement

supprimé

Amendement 136

**Proposition de règlement
Article 12 – paragraphe 6**

Texte proposé par la Commission

Amendement

6. La Commission ***peut établir*** des formulaires types et ***préciser*** des procédures types pour la communication visée au paragraphe 2, y compris sous forme électronique. Ce faisant, ***la Commission*** prend les mesures appropriées pour les micro, petites et moyennes entreprises. Les actes d'exécution correspondants sont adoptés conformément à la procédure d'examen prévue à l'article 87, paragraphe 2.

6. La Commission ***établit*** des formulaires types et ***précise*** des procédures types pour la communication visée au paragraphe 2, y compris sous forme électronique. Ce faisant, ***elle*** prend les mesures appropriées pour les micro, petites et moyennes entreprises. Les actes d'exécution correspondants sont adoptés conformément à la procédure d'examen prévue à l'article 87, paragraphe 2.

Justification

Il est nécessaire d'établir des formulaires et des procédures types pour garantir la mise en œuvre effective de cette mesure, notamment par les micro, petites et moyennes entreprises.

Amendement 137

Proposition de règlement

Article 14 – paragraphe 1 – point b

Texte proposé par la Commission

Amendement

b) les finalités du traitement auquel sont destinées les données à caractère personnel, ***y compris les clauses et les conditions générales du contrat lorsque le traitement est fondé sur l'article 6, paragraphe 1, point b)***, et les intérêts légitimes poursuivis par le responsable du traitement lorsque le traitement est fondé sur l'article 6, paragraphe 1, point f);

b) les finalités du traitement auquel sont destinées les données à caractère personnel et les intérêts légitimes poursuivis par le responsable du traitement lorsque le traitement est fondé sur l'article 6, paragraphe 1, point f);

Justification

L'exigence relative à la communication des clauses et des conditions générales du contrat est une question suffisamment régie par le droit civil. Du point de vue de la protection des données, il convient dès lors uniquement de fournir des informations concernant les finalités et les intérêts légitimes poursuivis dans le cadre du traitement.

Amendement 138

Proposition de règlement

Article 14 – paragraphe 1 – point c

Texte proposé par la Commission

c) la durée pendant laquelle les données à caractère personnel seront conservées;

Amendement

c) la durée **prévue** pendant laquelle les données à caractère personnel seront conservées;

Amendement 139

Proposition de règlement

Article 14 – paragraphe 1 – point e

Texte proposé par la Commission

e) le droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité de contrôle **et les coordonnées de ladite autorité**;

Amendement

e) le droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité de contrôle;

Justification

Le devoir de préciser les coordonnées de l'autorité de contrôle, assorti d'une responsabilité en ce qui concerne toute information erronée, nécessiterait une révision permanente des informations en question, ce qui serait disproportionné, notamment pour les petites et moyennes entreprises.

Amendement 140

Proposition de règlement

Article 14 – paragraphe 1 – point g bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

g bis) les informations concernant des mesures de sécurité spécifiques prises dans le but de protéger les données à caractère personnel.

Amendement 141

Proposition de règlement

Article 14 – paragraphe 1 – point h

h) toute autre information nécessaire pour assurer un traitement loyal des données à l'égard de la personne concernée, compte tenu des circonstances particulières dans lesquelles les données à caractère personnel sont collectées.

supprimé

Justification

L'extension générale des obligations relatives aux informations, déjà substantielles, est susceptible d'entraîner une grande insécurité juridique. Ni l'entreprise concernée ni le consommateur ne peut déduire avec sécurité juridique de cette formulation quelles informations doivent être mises à disposition dans chaque cas précis.

Amendement 142

**Proposition de règlement
Article 14 – paragraphe 2**

2. Lorsque les données à caractère personnel sont collectées auprès de la personne concernée, le responsable du traitement fournit à cette dernière, outre les informations mentionnées au paragraphe 1, des informations sur le caractère obligatoire ***ou facultatif*** de la fourniture des données à caractère personnel, ***ainsi que sur les conséquences éventuelles de la non-fourniture de ces données.***

2. Lorsque les données à caractère personnel sont collectées auprès de la personne concernée, le responsable du traitement fournit à cette dernière, outre les informations mentionnées au paragraphe 1, des informations sur le caractère obligatoire de la fourniture des données à caractère personnel.

Justification

The information needs of data subjects are adequately taken into account, if they are informed whether the data provision is obligatory. Where this is not indicated, the provision of the data is consequently optional. The consumer is already accustomed to this practice. There is no reason to change this effective and functioning system. Information about whether the provision of information is mandatory or optional and the possible consequences of the refusal of the data would unnecessarily expand the information requirements. It is also unnecessary in many cases because it is already obvious from the context. In the course of ordering a product it is for example necessary to specify a shipping address, so that the product can actually be delivered.

Amendement 143

Proposition de règlement Article 14 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

3. Lorsque les données à caractère personnel ne sont pas collectées auprès de la personne concernée, le responsable du traitement fournit à cette dernière, outre les informations mentionnées au paragraphe 1, des informations relatives à l'origine des données à caractère personnel.

Amendement

3. Lorsque les données à caractère personnel ne sont pas collectées auprès de la personne concernée, le responsable du traitement fournit à cette dernière, ***dans la mesure du possible***, outre les informations mentionnées au paragraphe 1, des informations relatives à l'origine des données à caractère personnel, ***sauf lorsque les données proviennent d'une source accessible au public, lorsque le transfert est prévu par la loi ou lorsque le traitement est utilisé à des fins liées aux activités professionnelles de la personne concernée.***

Amendement 144

Proposition de règlement Article 14 – paragraphe 4 – point b

Texte proposé par la Commission

b) lorsque les données à caractère personnel ne sont pas collectées auprès de la personne concernée, au moment de l'enregistrement ou dans un délai raisonnable après la collecte, eu égard aux circonstances particulières dans lesquelles les données sont collectées ou traitées, ou si la communication à un autre destinataire est envisagée, et au plus tard au moment où les données sont communiquées pour la première fois.

Amendement

b) lorsque les données à caractère personnel ne sont pas collectées auprès de la personne concernée, au moment de l'enregistrement ou dans un délai raisonnable après la collecte, eu égard aux circonstances particulières dans lesquelles les données sont collectées ou traitées, ou si la communication à un autre destinataire est envisagée, et au plus tard au moment où les données sont communiquées pour la première fois, ***ou s'il est prévu que les données soient utilisées aux fins de la communication avec la personne concernée, au plus tard au moment de la première communication avec cette personne.***

Justification

Le droit de la personne concernée au libre choix en matière d'informations est pris en compte de manière appropriée si les informations pertinentes sont fournies à ce moment-là.

Amendement 145

Proposition de règlement

Article 14 – paragraphe 5 – point b

Texte proposé par la Commission

b) les données ne sont pas collectées auprès de la personne concernée et que la fourniture de ces informations se révèle impossible ou supposerait des efforts disproportionnés; ou

Amendement

b) les données ne sont pas collectées auprès de la personne concernée ***ou les données traitées ne permettent pas la vérification de l'identité*** et que la fourniture de ces informations se révèle impossible ou supposerait des efforts disproportionnés, ***par exemple en générant une charge administrative excessive, en particulier lorsque le traitement est réalisé par une PME***; ou

Amendement 146

Proposition de règlement

Article 14 – paragraphe 5 – point d bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

d bis) les données proviennent de sources accessibles au public.

Amendement 147

Proposition de règlement

Article 14 – paragraphe 7

Texte proposé par la Commission

7. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 86, aux fins de préciser davantage les critères applicables aux catégories de destinataires visées au paragraphe 1,

Amendement

7. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 86, aux fins de préciser davantage les critères applicables aux catégories de destinataires visées au paragraphe 1,

point f), l'obligation d'informer sur les possibilités d'accès prévues au paragraphe 1, point g), les critères applicables à l'obtention des informations supplémentaires nécessaires visées au paragraphe 1, point h), pour les secteurs et les situations spécifiques, et les conditions et les garanties appropriées encadrant les exceptions prévues au paragraphe 5, point b). Ce faisant, la Commission prend les mesures appropriées pour les micro, petites et moyennes entreprises.

point f), l'obligation d'informer sur les possibilités d'accès prévues au paragraphe 1, point g), les critères applicables à l'obtention des informations supplémentaires nécessaires visées au paragraphe 1, point h), pour les secteurs et les situations spécifiques, et les conditions et les garanties appropriées encadrant les exceptions prévues au paragraphe 5, point b). Ce faisant, la Commission prend les mesures appropriées pour les micro, petites et moyennes entreprises, ***en concertation avec les acteurs concernés.***

Justification

Il convient de se prémunir du risque d'opacité associé aux actes délégués, en veillant à ce qu'ils soient élaborés en collaboration étroite avec les acteurs qui y seront soumis.

Amendement 148

Proposition de règlement

Article 15 – paragraphe 1 – partie introductive

Texte proposé par la Commission

1. La personne concernée a le droit d'obtenir, à tout moment, à sa demande, auprès du responsable du traitement, confirmation que les données à caractère personnel la concernant sont ou ne sont pas traitées. Lorsque ***ces*** données à caractère personnel sont traitées, le responsable du traitement fournit les informations suivantes:

Amendement

1. La personne concernée a le droit d'obtenir, à tout moment, à sa demande, auprès du responsable du traitement, confirmation, ***dans un langage clair et simple,*** que les données à caractère personnel la concernant sont ou ne sont pas traitées. ***À l'exception des données utilisées à des fins de recherche historique, statistique ou scientifique,*** lorsque ***des*** données à caractère personnel sont traitées, le responsable du traitement fournit les informations suivantes:

Amendement 149

Proposition de règlement

Article 15 – paragraphe 1 – point d

Texte proposé par la Commission

Amendement

d) la durée pendant laquelle les données à caractère personnel seront conservées;

d) la durée **maximale** pendant laquelle les données à caractère personnel seront conservées;

Justification

La durée de conservation des données les plus diverses est extrêmement variable et, souvent, elle ne peut pas être déterminée avec précision à l'avance. La durée maximale de conservation des données à caractère personnel devrait dès lors être mentionnée.

Amendement 150

Proposition de règlement

Article 15 – paragraphe 1 – point e

Texte proposé par la Commission

Amendement

e) l'existence du droit de demander au responsable du traitement la rectification ou l'effacement de données à caractère personnel relatives à la personne concernée ou de s'opposer au traitement de ces données;

e) l'existence du droit de demander au responsable du traitement la rectification **conformément à l'article 16** ou l'effacement de données à caractère personnel relatives à la personne concernée ou de s'opposer au traitement de ces données;

Amendement 151

Proposition de règlement

Article 15 – paragraphe 1 – point f

Texte proposé par la Commission

Amendement

f) le droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité de contrôle **et les coordonnées de ladite autorité;**

f) le droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité de contrôle;

Justification

Le devoir de préciser les coordonnées de l'autorité de contrôle, assorti d'une responsabilité en ce qui concerne toute information erronée, nécessiterait une révision permanente des informations en question, ce qui serait disproportionné, notamment pour les petites et moyennes entreprises.

Amendement 152

Proposition de règlement

Article 15 – paragraphe 1 – point h

Texte proposé par la Commission

h) l'importance et les conséquences envisagées de ce traitement, ***au moins dans le cas des mesures prévues à l'article 20.***

Amendement

h) l'importance et les conséquences envisagées de ce traitement.

Amendement 153

Proposition de règlement

Article 15 – paragraphe 2 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

2 bis. La personne concernée a le droit d'obtenir, à tout moment, à sa demande, auprès du responsable du traitement de la source des données, confirmation que les données à caractère personnel la concernant sont ou ne sont pas en cours de traitement dans une base de données de recherche, conformément à l'article 10.

Justification

Data in research databases will most often be considered personal data according to a high threshold of the definition of data considered personal. For linked research databases it would involve a disproportionate effort for the controller of the linked data to back track data on individual data subjects, since information on the single data subject may be build on data from different data sources, and data may not directly identifiable when the Key ID is kept with the controller of the original data source. Article 10 solves the paradox that in order to notify data subjects on data about him or her in the database, the controller should do what he is not allowed to, namely to identify that data subject.

Amendement 154

Proposition de règlement

Article 15 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

Amendement

3. La Commission est habilitée à adopter

supprimé

des actes délégués en conformité avec l'article 86, aux fins de préciser davantage les critères et exigences applicables à la communication, à la personne concernée, du contenu des données à caractère personnel mentionnées au paragraphe 1, point g).

Amendement 155

Proposition de règlement Article 16

Texte proposé par la Commission

Amendement

La personne concernée a le droit d'obtenir du responsable du traitement la rectification des données à caractère personnel la concernant qui sont inexactes. La personne concernée a le droit d'obtenir que les données à caractère personnel incomplètes soient complétées, y compris au moyen d'une déclaration rectificative complémentaire.

(Ne concerne pas la version française.)

Amendement 156

Proposition de règlement Article 17 – titre

Texte proposé par la Commission

Amendement

Droit à l'oubli numérique et à l'effacement

Droit à l'effacement

Amendement 157

Proposition de règlement Article 17 – paragraphe 1 – partie introductive

Texte proposé par la Commission

Amendement

1. La personne concernée a le droit d'obtenir du responsable du traitement l'effacement de données à caractère personnel la concernant et **la cessation** de

1. La personne concernée a le droit d'obtenir du responsable du traitement l'effacement de données à caractère personnel la concernant et **l'abstention** de

la diffusion de ces données, *en particulier* en ce qui concerne des données à caractère personnel que la personne concernée avait rendues disponibles lorsqu'elle était enfant, ou pour l'un des motifs suivants:

tout traitement ultérieur de ces données, *à moins que le responsable du traitement des données soit une autorité publique ou une entité mandatée par l'autorité ou agissant en son nom, y compris* en ce qui concerne des données à caractère personnel que la personne concernée avait rendues disponibles lorsqu'elle était enfant, ou pour l'un des motifs suivants:

Amendement 158

Proposition de règlement

Article 17 – paragraphe 1 – point a

Texte proposé par la Commission

a) les données ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou traitées,

Amendement

a) les données ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou traitées
ultérieurement et la période de conservation minimale juridiquement contraignante a expiré;

Amendement 159

Proposition de règlement

Article 17 – paragraphe 1 – point b

Texte proposé par la Commission

b) la personne concernée retire le consentement sur lequel est fondé le traitement, conformément à l'article 6, paragraphe 1, point a), ou lorsque le délai de conservation autorisé a expiré et qu'il n'existe pas d'autre motif légal au traitement des données;

Amendement

b) la personne concernée retire le consentement sur lequel est fondé le traitement, conformément à l'article 6, paragraphe 1, point a), ou lorsque le délai de conservation autorisé a expiré et qu'il n'existe pas d'autre motif légal au traitement *ou à la conservation* des données;

Amendement 160

Proposition de règlement

Article 17 – paragraphe 1 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

1 bis. Le responsable du traitement prend toutes les mesures raisonnables pour communiquer tout effacement de données à chaque entité juridique à laquelle les données ont été diffusées.

Amendement 161

Proposition de règlement

Article 17 – paragraphe 1 ter (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

1 ter. Le paragraphe 1 ne s'applique que lorsque le responsable du traitement est en mesure de confirmer l'identité de la personne concernée à l'origine de la demande d'effacement.

Amendement 162

Proposition de règlement

Article 17 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

Amendement

2. Lorsque le responsable du traitement visé au paragraphe 1 a rendu publiques les données à caractère personnel, il prend toutes les mesures raisonnables, y compris les mesures techniques, en ce qui concerne les données publiées sous sa responsabilité, en vue d'informer les tiers qui traitent lesdites données qu'une personne concernée leur demande d'effacer tous liens vers ces données à caractère personnel, ou toute copie ou reproduction de celles-ci. Lorsque le responsable du traitement a autorisé un tiers à publier des données à caractère personnel, il est réputé responsable de cette publication.

supprimé

Justification

Étant donné la nature de l'internet et les possibilités de mettre en ligne des informations sur divers sites dans le monde entier, cette disposition n'est pas réaliste.

Amendement 163

Proposition de règlement

Article 17 – paragraphe 3 – partie introductive

Texte proposé par la Commission

3. Le responsable du traitement procède à l'effacement sans **délai**, sauf lorsque la conservation des données à caractère personnel **est nécessaire**:

Amendement

3. Le responsable du traitement procède à l'effacement sans **retard injustifié**, sauf lorsque la conservation **et la diffusion** des données à caractère personnel **sont nécessaires**:

Amendement 164

Proposition de règlement

Article 17 – paragraphe 3 – point b

Texte proposé par la Commission

b) pour des motifs d'intérêt général dans le domaine de la santé publique, conformément à l'article 81;

Amendement

b) pour des motifs d'intérêt général dans le domaine de la santé publique **et à des fins sanitaires**, conformément à l'article 81;

Amendement 165

Proposition de règlement

Article 17 – paragraphe 3 – point d

Texte proposé par la Commission

d) au respect d'une obligation légale de conserver les données à caractère personnel prévue par le droit de l'Union ou par la législation d'un État membre à laquelle le responsable du traitement est soumis; **la législation de l'État membre doit répondre à un objectif d'intérêt général, respecter le contenu essentiel du droit à la protection des données à caractère personnel et être**

Amendement

d) au respect d'une obligation légale de conserver les données à caractère personnel prévue par le droit de l'Union ou par la législation d'un État membre à laquelle le responsable du traitement est soumis;

***proportionnée à l'objectif légitime
poursuivi;***

Justification

Il se peut que des législations d'autres États membres imposent aux responsables du traitement de refuser le droit à l'oubli. Les données peuvent devoir être conservées à des fins comptables en vertu de règles en matière d'information financière par exemple.

Amendement 166

Proposition de règlement

Article 17 – paragraphe 3 – point e bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

***e bis) à des fins de prévention ou de
détection des fraudes, de confirmation
d'identité et/ou d'établissement de la
solvabilité ou de la capacité à payer.***

Amendement 167

Proposition de règlement

Article 17 – paragraphe 4 – point d bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

***d bis) lorsque le responsable des données
doit conserver les données à caractère
personnel afin de garantir que, sur la
base d'une opposition en vertu de
l'article 19, tout traitement ultérieur des
données concernées est exclu.***

Justification

Une opposition au traitement de données à caractère personnel en vertu de l'article 19 exclut tout traitement futur des données concernées. Afin de garantir que les données concernées ne soient pas en réalité utilisées dans le cadre de traitements futurs, elles ne doivent pas être effacées, mais bloquées ou marquées de quelque autre manière.

Amendement 168

Proposition de règlement
Article 17 – paragraphe 6 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

6 bis. Les demandes de rectification, d'effacement ou de blocage de données à caractère personnel sont sans préjudice du traitement nécessaire pour sécuriser, protéger et maintenir la résilience d'un ou de plusieurs systèmes d'information. En outre, le droit de rectifier et/ou d'effacer des données à caractère personnel ne s'applique pas aux données à caractère personnel devant être conservées par obligation légale ou pour protéger les droits du responsable du traitement, du sous-traitant ou de tiers.

Justification

Il existe des circonstances dans lesquelles le droit de la personne concernée à rectifier ou à effacer des données à caractère personnel ne devrait pas s'appliquer – par exemple, en conformité avec la législation des États membres de l'Union et d'autres juridictions exigeant la conservation de certains types de données à caractère personnel pour des raisons de sécurité nationale ou pour des enquêtes sur de possibles méfaits.

Amendement 169

Proposition de règlement
Article 17 – paragraphe 9

Texte proposé par la Commission

Amendement

9. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 86, aux fins de préciser:

supprimé

a) les exigences et critères relatifs à l'application du paragraphe 1 dans des secteurs spécifiques et des situations spécifiques impliquant le traitement de données;

b) les conditions de la suppression des liens vers ces données à caractère personnel, des copies ou des reproductions de celles-ci existant dans

les services de communication accessibles au public, ainsi que le prévoit le paragraphe 2;

c) les conditions et critères applicables à la limitation du traitement des données à caractère personnel, visés au paragraphe 4.

Amendement 170

Proposition de règlement Article 18 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

1. Lorsque des données à caractère personnel font l'objet d'un traitement automatisé dans un format structuré et couramment utilisé, la personne concernée a le droit d'obtenir auprès du responsable du traitement une copie des données faisant l'objet du traitement automatisé dans un format électronique structuré qui est couramment utilisé et qui permet la réutilisation de ces données par la personne concernée.

Amendement

1. Lorsque des données à caractère personnel font l'objet d'un traitement automatisé dans un format structuré et couramment utilisé, la personne concernée a le droit, ***lorsque cette opération est techniquement faisable***, d'obtenir, ***sur demande***, auprès du responsable du traitement une copie des données faisant l'objet du traitement automatisé dans un format électronique structuré qui est couramment utilisé et qui permet la réutilisation de ces données par la personne concernée.

Amendement 171

Proposition de règlement Article 18 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

2. Lorsque la personne concernée a fourni les données à caractère personnel et que le traitement est fondé sur le consentement ou sur un contrat, elle a le droit de transmettre ces données à caractère personnel et toutes autres informations qu'elle a fournies et qui sont conservées par un système de traitement automatisé ***à un autre système dans un format électronique qui est***

Amendement

2. Lorsque la personne concernée a fourni les données à caractère personnel et que le traitement est fondé sur le consentement ou sur un contrat, elle a le droit de transmettre ces données à caractère personnel et toutes autres informations qu'elle a fournies, ***lorsque cette opération est techniquement faisable***, et qui sont conservées par un système de traitement automatisé.

couramment utilisé, sans que le responsable du traitement auquel les données à caractère personnel sont retirées n'y fasse obstacle.

Amendement 172

Proposition de règlement

Article 18 – paragraphe 2 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

2 bis. Les droits visés aux paragraphes 1 et 2 ne portent pas atteinte aux droits et libertés d'autrui, notamment au secret des affaires ou aux droits de propriété intellectuelle. Ces considérations n'aboutissent pas à refuser toute information à la personne concernée.

Justification

Reprise du considérant 51 relatif à l'accès aux données. Il convient de tenir dûment compte des limites à la portabilité des données, notamment en ce qui concerne les intérêts légitimes des entreprises à préserver le secret des affaires et les droits de propriété intellectuelle, dans la limite du raisonnable.

Amendement 173

Proposition de règlement

Article 18 – paragraphe 2 ter (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

2 ter. Les droits visés aux paragraphes 1 et 2 sont sans préjudice de l'obligation de supprimer des données lorsqu'elles ne sont plus nécessaires au titre de l'article 5, point e).

Amendement 174

Proposition de règlement

Article 18 – paragraphe 2 quater (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

2 quater. Les paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas au traitement de données anonymisées ou pseudonymisées en ce sens que la personne concernée n'est pas suffisamment identifiable sur la base de ces informations, ou que l'identification exigerait que le responsable du traitement annule le processus de pseudonymisation.

Amendement 175

Proposition de règlement

Article 18 – paragraphe 2 quinquies (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

2 quinquies. Les paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le responsable du traitement peut raisonnablement démontrer qu'il est impossible de séparer les données de la personne concernée de données d'autres personnes concernées.

Amendement 176

Proposition de règlement

Article 18 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

Amendement

3. La Commission *peut préciser le format électronique visé au paragraphe 1, ainsi que les normes techniques, les modalités et les procédures pour la transmission de données à caractère personnel conformément au paragraphe 2. Ces actes d'exécution sont adoptés conformément à la procédure d'examen prévue à l'article 87, paragraphe 2.*

3. Le responsable du traitement détermine le format électronique, lié aux fonctionnalités et aux procédures pour la transmission de données à caractère personnel conformément au paragraphe 2, en se référant aux normes du secteur les plus appropriées ou telles que définies par les parties prenantes du secteur ou les organismes de normalisation. La Commission encourage et soutient le secteur, les parties prenantes et les organismes de normalisation dans l'élaboration et l'adoption de normes

techniques, **de** modalités et **de** procédures pour la transmission de données à caractère personnel conformément au paragraphe 2.

Amendement 177

Proposition de règlement Article 18 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

Article 18 bis

Lorsque la personne concernée exerce les droits mentionnés aux articles 14 à 19 du présent règlement, les responsables du traitement s'assurent que suffisamment de documents ont été reçus pour déterminer son identité.

Justification

Les citoyens doivent prouver leur identité s'ils veulent exercer leurs droits, et ce afin d'éviter toute forme d'usurpation d'identité.

Amendement 178

Proposition de règlement Article 19 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

Amendement

1. La personne concernée a le droit de s'opposer à tout moment, ***pour des raisons tenant à sa situation particulière, à ce que des données à caractère personnel fassent l'objet d'un traitement fondé sur*** l'article 6, paragraphe 1, points d), e) et f), ***à moins*** que le responsable du traitement ***n'établisse l'existence de raisons impérieuses et légitimes justifiant le traitement, qui priment les intérêts ou les libertés et droits fondamentaux de la personne concernée.***

1. La personne concernée a le droit de s'opposer à tout moment, ***dans les cas visés à l'article 6, paragraphe 1, points d), e) et f, pour des raisons prépondérantes justifiant une protection et tenant à sa situation particulière, à ce que ses données à caractère personnel fassent l'objet d'un traitement. En cas d'opposition justifiée, le traitement mis en œuvre par le responsable du traitement ne peut plus porter sur ces données.***

Justification

Ces modifications reprennent le libellé de la disposition relative à l'opposition de l'article 14, point b), de la directive 95/46/CE, laquelle est efficace et a fait ses preuves. Il n'existe aucune raison de modifier le système actuel. Aucun problème d'ordre pratique n'a été signalé dans ce domaine qui justifierait une modification de la législation. Ce point de vue vaut d'autant plus que le règlement à l'examen sera d'application directe et qu'il n'offrira pas la souplesse de la directive.

Amendement 179

Proposition de règlement Article 19 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

2. Lorsque les données à caractère personnel sont traitées à des fins de marketing direct, la personne concernée a le droit de s'opposer au traitement de ses données à caractère personnel en vue de ce marketing direct. Ce droit est explicitement proposé à la personne concernée d'une façon intelligible et doit pouvoir être clairement distingué d'autres informations.

Amendement

2. Lorsque les données à caractère personnel sont traitées à des fins de marketing direct ***ou lorsque le traitement est fondé sur l'article 6, paragraphe 1, point f)***, la personne concernée a le droit de s'opposer au traitement de ses données à caractère personnel en vue de ce marketing direct. Ce droit est explicitement proposé à la personne concernée d'une façon intelligible, ***dans des termes clairs et simples, adaptés à la personne concernée, en particulier pour toute information spécifiquement adressée à un enfant***, et doit pouvoir être clairement distingué d'autres informations.

Amendement 180

Proposition de règlement Article 19 – paragraphe 3 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

3 bis. Lorsque des données pseudonymisées sont traitées sur la base de l'article 6, paragraphe 1, point g), la personne concernée a le droit de s'opposer, gratuitement, au traitement. Ce droit est explicitement proposé à la personne concernée d'une façon

intelligible et doit pouvoir être clairement distingué d'autres informations.

Amendement 181

Proposition de règlement Article 20 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

1. **Toute** personne **physique** a le droit de ne pas être soumise à une mesure **produisant des effets juridiques à son égard ou l'affectant de manière significative**, prise sur le seul fondement d'un traitement automatisé destiné à évaluer certains aspects personnels propres à **cette** personne **physique** ou à analyser ou prévoir en particulier le rendement professionnel de celle-ci, sa situation économique, sa localisation, son état de santé, ses préférences personnelles, sa fiabilité ou son comportement.

Amendement

1. **Une** personne **concernée** a le droit de ne pas être soumise à une mesure **l'affectant négativement, que ce soit en ligne ou hors ligne**, prise sur le seul fondement d'un traitement automatisé **de données** destiné à évaluer certains aspects personnels propres à **une** personne **concernée** ou à analyser ou prévoir en particulier le rendement professionnel de celle-ci, sa situation économique, sa localisation, son état de santé, ses préférences personnelles, sa fiabilité ou son comportement.

Amendement 182

Proposition de règlement Article 20 – paragraphe 1 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

1 bis. Des profils d'utilisateurs utilisant des données pseudonymisées peuvent être établis à des fins publicitaires, d'études de marché ou d'adaptation des médias télévisés, pour autant que la personne concernée ne s'y oppose pas. La personne concernée doit être informée de son droit d'opposition. Les profils d'utilisateurs ne peuvent être associés aux données relatives au titulaire du pseudonyme.

Justification

La formulation initiale de l'article 20 pourrait contraindre les entreprises à obtenir un consentement pour tout type de traitement des données à caractère personnel. Toutefois, afin

de ne pas détruire en particulier le modèle économique d'innombrables petites et moyennes entreprises européennes et de ne pas donner ainsi la priorité à de grandes sociétés américaines, certaines formes de traitement des données devraient être autorisées, moyennant une prise en compte adéquate de la protection des données à caractère personnel.

Amendement 183

Proposition de règlement

Article 20 – paragraphe 1 ter (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

1 ter. Les responsables du traitement des données avertissent la personne concernée lorsque le traitement visé au paragraphe 1 a lieu et donnent à celle-ci le droit de faire réexaminer cette décision.

Justification

Le profilage à des fins d'évaluation de la solvabilité doit être clairement distingué du profilage à d'autres fins, en particulier parce que ce type de profilage est clairement notifié à l'avance à la personne concernée.

Amendement 184

Proposition de règlement

Article 20 – paragraphe 2 – point a bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

a bis) est fondé sur des données pseudonymisées;

Amendement 185

Proposition de règlement

Article 20 – paragraphe 2 – point a ter (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

a ter) est fondé sur les intérêts légitimes poursuivis par le responsable du traitement des données;

Amendement 186

Proposition de règlement

Article 20 – paragraphe 2 – point a

Texte proposé par la Commission

Amendement

a) est effectué dans le cadre de la conclusion ou de l'exécution d'un contrat, lorsque la demande de conclusion ou d'exécution du contrat, introduite par la personne concernée, a été satisfaite ou qu'ont été invoquées des mesures appropriées garantissant la sauvegarde des intérêts légitimes de la personne concernée, tels que le droit d'obtenir une intervention humaine; ou

supprimé

Amendement 187

Proposition de règlement

Article 20 – paragraphe 2 – point b

Texte proposé par la Commission

Amendement

b) est expressément autorisé par une législation de l'Union ou d'un État membre qui prévoit également des mesures appropriées garantissant la sauvegarde des intérêts légitimes de la personne concernée; ou

supprimé

Amendement 188

Proposition de règlement

Article 20 – paragraphe 2 – point c

Texte proposé par la Commission

Amendement

c) est fondé sur le consentement de la personne concernée, sous réserve des conditions énoncées à l'article 7 et de garanties appropriées.

supprimé

Amendement 189

Proposition de règlement

Article 20 – paragraphe 2 – point c bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

c bis) est nécessaire pour protéger les intérêts vitaux de la personne concernée ou pour servir l'intérêt général, comme le prévoient les points d) et e) de l'article 5;

Amendement 190

Proposition de règlement

Article 20 – paragraphe 2 – point c ter (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

c ter) est limité aux données pseudonymisées. Ces données pseudonymisées ne doivent pas être collationnées avec les données relatives au porteur du pseudonyme. Les dispositions de l'article 19, paragraphe 3 bis, s'appliquent mutatis mutandis;

Justification

Amendement conforme à l'article 15, paragraphe 3, de la loi Telemedia allemande qui encourage la pseudonymisation des données et constitue un cadre législatif clair pour le profilage dans les domaines, entre autres, de la publicité et des études de marché.

Amendement 191

Proposition de règlement

Article 20 – paragraphe 2 – point c quater (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

c quater) est nécessaire pour protéger les droits des autres personnes concernées, par exemple aux fins de la détection de la fraude, d'irrégularités ou de toute autre activité illégale conformément au droit de

l'Union ou d'un État membre;

Amendement 192

Proposition de règlement

Article 20 – paragraphe 2 – point c quinquies (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

c quinquies) concerne des données qui ont été rendues anonymes.

Justification

Il s'agit des données qui ont été rendues anonymes de manière permanente, aux termes de la définition de l'article 4, point 2 quater (nouveau).

Amendement 193

Proposition de règlement

Article 20 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

Amendement

3. Le traitement automatisé de données à caractère personnel destiné à évaluer certains aspects personnels propres à une personne physique ne saurait être exclusivement fondé sur les catégories particulières de données à caractère personnel mentionnées à l'article 9.

supprimé

Amendement 194

Proposition de règlement

Article 20 – paragraphe 3 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

3 bis. Le traitement automatisé de données à caractère personnel destiné à évaluer certains aspects personnels propres à une personne physique n'est pas utilisé pour identifier ou individualiser des enfants.

Amendement 195

Proposition de règlement Article 20 – paragraphe 4

Texte proposé par la Commission

Amendement

4. Dans les cas prévus au paragraphe 2, les informations que le responsable du traitement doit fournir en vertu de l'article 14 comportent notamment des informations relatives à l'existence du traitement pour une mesure telle que celle visée au paragraphe 1 et aux effets escomptés de ce traitement sur la personne concernée.

supprimé

Amendement 196

Proposition de règlement Article 20 – paragraphe 5

Texte proposé par la Commission

Amendement

5. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 86, aux fins de préciser davantage les critères et conditions applicables aux mesures appropriées garantissant la sauvegarde des intérêts légitimes de la personne concernée conformément au paragraphe 2.

supprimé

Amendement 197

Proposition de règlement Article 21 – paragraphe 1 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

1 bis. Les acteurs du marché du travail peuvent, par la voie de mesures législatives, limiter la portée des obligations et des droits prévus à

l'article 5, points a) à e), aux articles 11 à 20 et à l'article 32, lorsqu'une telle limitation a été acceptée dans des conventions collectives nationales comme constituant une mesure nécessaire et proportionnée.

Justification

Le marché du travail est réglementé d'une manière très variable dans les différents États membres. Certains pays ont une tradition législative en la matière, tandis que d'autres ont au contraire un degré élevé de réglementation qui découle des conventions collectives.

Amendement 198

**Proposition de règlement
Article 22 – paragraphe 1**

Texte proposé par la Commission

1. Le responsable du traitement adopte des règles internes et met en œuvre les mesures appropriées pour garantir, et être à même de démontrer, que le traitement des données à caractère personnel est effectué dans le respect du présent règlement.

Amendement

1. Compte tenu des techniques les plus récentes, de la nature du traitement des données à caractère personnel et du type d'organisation, tant lors de la définition des moyens de traitement que lors du traitement proprement dit, des mesures techniques et organisationnelles démontrables et appropriées doivent être mises en œuvre de manière à ce que le traitement soit conforme aux exigences du présent règlement et garantisse la protection des droits de la personne concernée dès le stade de la conception.

Justification

Le règlement doit offrir suffisamment de flexibilité pour permettre aux différentes organisations de mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles les plus efficaces, adaptées à la nature et à la structure de chaque organisation concernée.

Amendement 199

**Proposition de règlement
Article 22 – paragraphe 1 bis (nouveau)**

Texte proposé par la Commission

Amendement

1 bis. À la demande de l'autorité de protection des données compétente, le responsable du traitement ou le sous-traitant démontre l'existence de mesures techniques et organisationnelles.

Amendement 200

Proposition de règlement

Article 22 – paragraphe 1 ter (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

1 ter. Un groupe d'entreprises peut appliquer des mesures techniques et organisationnelles conjointes afin de remplir ses obligations au titre du présent règlement.

Amendement 201

Proposition de règlement

Article 22 – paragraphe 1 quater (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

1 quater. Le présent article ne s'applique pas aux personnes physiques traitant des données à caractère personnel en l'absence de tout intérêt commercial.

Amendement 202

Proposition de règlement

Article 22 – paragraphe 2 – partie introductive

Texte proposé par la Commission

Amendement

2. Les mesures prévues au paragraphe 1 portent notamment sur:

2. Les mesures précitées incluent, sans s'y limiter:

Amendement 203

Proposition de règlement

Article 22 – paragraphe 2 – point a

Texte proposé par la Commission

a) *la tenue de la documentation en application de l'article 28;*

Amendement

a) *la surveillance indépendante, par la direction de l'entreprise concernée, du traitement des données à caractère personnel afin de garantir l'existence et l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles;*

Amendement 204

Proposition de règlement

Article 22 – paragraphe 2 – point a bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

a bis) la mise en œuvre d'un système de gestion du contrôle, y compris l'attribution des responsabilités, la formation du personnel et les instructions nécessaires;

Amendement 205

Proposition de règlement

Article 22 – paragraphe 2 – point b

Texte proposé par la Commission

Amendement

b) *la mise en œuvre des obligations en matière de sécurité des données prévues à l'article 30;*

b) *l'existence de politiques, d'instructions ou d'autres lignes directrices appropriées en vue de guider le traitement des données, nécessaires afin de se conformer au règlement, ainsi que des procédures et des mesures d'exécution nécessaires pour rendre ces lignes directrices effectives;*

Amendement 206

Proposition de règlement
Article 22 – paragraphe 2 – point c

Texte proposé par la Commission

c) la réalisation d'une analyse d'impact relative à la protection des données en application de l'article 33;

Amendement

c) l'existence de procédures de planification appropriées afin de garantir la conformité et de faire face au traitement potentiellement risqué des données à caractère personnel avant le début du traitement;

Amendement 207

Proposition de règlement
Article 22 – paragraphe 2 – point d

Texte proposé par la Commission

d) le respect des obligations en matière d'autorisation ou de consultation préalables de l'autorité de contrôle en application de l'article 34, paragraphes 1 et 2;

Amendement

d) l'existence d'une trace documentaire appropriée du traitement des données pour permettre de répondre aux obligations découlant du présent règlement;

Amendement 208

Proposition de règlement
Article 22 – paragraphe 2 – point e bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

e bis) des politiques de gestion des données précises et accessibles qui sont proportionnées au volume et au type de données traitées par le responsable du traitement et au risque d'atteinte à la protection des données que leur traitement implique;

Justification

Les points ajoutés sont destinés à constituer la base d'un véritable mécanisme de responsabilité qui puisse être mis en œuvre avec suffisamment de souplesse pour convenir tant aux grandes qu'aux petites entreprises. Un tel concept est conforme aux bonnes pratiques déjà en vigueur dans le cadre d'autres régimes de conformité, tels que les dispositions

anticorruption.

Amendement 209

Proposition de règlement

Article 22 – paragraphe 2 – point e ter (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

e ter) l'existence d'activités adéquates de sensibilisation et de formation relatives aux obligations découlant du présent règlement à l'intention du personnel participant au traitement des données et aux décisions y afférentes;

Amendement 210

Proposition de règlement

Article 22 – paragraphe 2 – point e quater (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

e quater) la mise en place des mesures visées à l'article 11 et leur justification par des pièces documentaires;

Amendement 211

Proposition de règlement

Article 22 – paragraphe 2 – point e quinquies (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

e quinquies) les preuves de l'engagement de la direction générale à mettre en œuvre, dans l'ensemble de l'entreprise, des politiques de gestion des données propres à garantir le respect du présent règlement.

Justification

Les points ajoutés sont destinés à constituer la base d'un véritable mécanisme de responsabilité qui puisse être mis en œuvre avec suffisamment de souplesse pour convenir

tant aux grandes qu'aux petites entreprises. Un tel concept est conforme aux bonnes pratiques déjà en vigueur dans le cadre d'autres régimes de conformité, tels que les dispositions anticorruption.

Amendement 212

Proposition de règlement

Article 22 – paragraphe 3 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

3 bis. Les rapports d'activité réguliers du responsable du traitement contiennent une description des politiques et mesures visées au paragraphe 1.

Amendement 213

Proposition de règlement

Article 22 – paragraphe 4

Texte proposé par la Commission

Amendement

4. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 86, aux fins de préciser davantage d'éventuels critères et exigences supplémentaires applicables aux mesures appropriées visées au paragraphe 1, autres que celles déjà visés au paragraphe 2, les conditions de vérification et mécanismes d'audit visés au paragraphe 3 et le critère de proportionnalité prévu au paragraphe 3, et afin d'envisager des mesures spécifiques pour les micro, petites entreprises et moyennes entreprises.

supprimé

Amendement 214

Proposition de règlement

Article 23 – titre

Texte proposé par la Commission

Amendement

Protection des données dès la conception *et*
protection des données par défaut

Protection des données dès la conception

Amendement 215

Proposition de règlement Article 23 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

Amendement

1. Compte étant tenu des techniques les plus récentes *et* des coûts liés à leur mise en œuvre, le responsable du traitement applique, tant lors de la définition des moyens de traitement que lors du traitement proprement dit, les mesures et procédures ***techniques et organisationnelles*** appropriées de manière à ce que le traitement soit conforme aux prescriptions du présent règlement et garantisse la protection des droits de la personne concernée.

1. Compte étant tenu des techniques les plus récentes, des coûts liés à leur mise en œuvre ***et des meilleures pratiques internationales***, le responsable du traitement applique, tant lors de la définition des moyens de traitement que lors du traitement proprement dit, les mesures et procédures appropriées de manière à ce que le traitement soit conforme aux prescriptions du présent règlement et garantisse la protection des droits de la personne concernée.

Néanmoins, le responsable du traitement est uniquement chargé de mesures proportionnelles au risque du traitement des données, reflété par la nature des données à caractère personnel à traiter.

Amendement 216

Proposition de règlement Article 23 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

Amendement

2. Le responsable du traitement met en œuvre des mécanismes visant à garantir que, par défaut, seules seront traitées les données à caractère personnel nécessaires à chaque finalité spécifique du traitement, ces données n'étant, en particulier, pas collectées ou conservées au-delà du

2. Les mesures et procédures visées au paragraphe 1:

minimum nécessaire à ces finalités, pour ce qui est tant de la quantité de données que de la durée de leur conservation. En particulier, ces mécanismes garantissent que, par défaut, les données à caractère personnel ne sont pas rendues accessibles à un nombre indéterminé de personnes physiques.

a) tiennent dûment compte des normes et réglementations techniques existantes dans le domaine de la sécurité et de la sûreté publiques;

b) suivent le principe de la neutralité des technologies, des services et des modèles d'entreprise;

c) sont fondées sur des efforts et des normes émanant des entreprises au niveau mondial;

d) tiennent dûment compte des évolutions internationales.

Amendement 217

Proposition de règlement

Article 23 – paragraphe 2 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

2 bis. Lors de la mise en œuvre des dispositions du présent règlement, il convient de veiller à ce qu'aucune exigence relative à des caractéristiques techniques spécifiques ne soit imposée aux produits et services, notamment aux terminaux ou à d'autres équipements de communications électroniques, si elle risque d'entraver la mise sur le marché d'équipements et la libre circulation de ces équipements dans les États membres et entre ces derniers.

Amendement 218

Proposition de règlement Article 23 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

Amendement

3. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 86, aux fins de préciser d'éventuels critères et exigences supplémentaires applicables aux mesures appropriées et aux mécanismes visés aux paragraphes 1 et 2, en ce qui concerne notamment les exigences en matière de protection des données dès la conception applicables à l'ensemble des secteurs, produits et services.

supprimé

Amendement 219

Proposition de règlement Article 23 – paragraphe 4

Texte proposé par la Commission

Amendement

4. La Commission peut définir des normes techniques pour les exigences fixées aux paragraphes 1 et 2. Ces actes d'exécution sont adoptés conformément à la procédure d'examen prévue à l'article 87, paragraphe 2.

supprimé

Amendement 220

Proposition de règlement Article 24

Texte proposé par la Commission

Amendement

Lorsqu'un responsable du traitement définit, conjointement avec d'autres, les finalités, **conditions et moyens** du traitement de données à caractère personnel, les responsables conjoints du traitement définissent, par voie d'accord,

Lorsqu'un responsable du traitement définit, conjointement avec d'autres, les finalités du traitement de données à caractère personnel, les responsables conjoints du traitement définissent, par voie d'accord, leurs obligations respectives

leurs obligations respectives afin de se conformer aux exigences du présent règlement, en ce qui concerne notamment les procédures et mécanismes régissant l'exercice des droits de la personne concernée.

afin de se conformer aux exigences du présent règlement, en ce qui concerne notamment les procédures et mécanismes régissant l'exercice des droits de la personne concernée. ***L'accord reflète dûment les rôles effectifs respectifs des responsables conjoints du traitement et leurs relations vis-à-vis des personnes concernées.***

Justification

Il convient de demander expressément que l'accord conclu par les responsables conjoints du traitement reflète dûment leurs rôles respectifs et leurs relations avec les personnes concernées. Ces responsables ne se trouvent pas nécessairement dans une position de négociation égale lorsqu'il s'agit d'accords contractuels. En outre, tous n'ont pas une relation directe avec la personne concernée et ne contrôlent pas le même type ni la même quantité de données à caractère personnel.

Amendement 221

Proposition de règlement Article 25 – paragraphe 4

Texte proposé par la Commission

Amendement

4. La désignation d'un représentant par le responsable du traitement est sans préjudice d'actions en justice qui pourraient être intentées contre le responsable du traitement lui-même.

supprimé

Justification

Le représentant agit au nom du responsable du traitement des données et est le responsable du traitement au sein de l'Union. "Non bis in idem".

Amendement 222

Proposition de règlement Article 26 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

Amendement

1. Lorsque le traitement est effectué pour son compte, le responsable du traitement

1. Lorsque le traitement ***de données*** est effectué ***par un sous-traitant*** pour le

choisit un sous-traitant qui présente des garanties suffisantes de mise en œuvre des mesures et procédures techniques et organisationnelles appropriées, de manière à ce que le traitement soit conforme aux prescriptions du présent règlement et garantisse la protection des droits de la personne concernée, en ce qui concerne notamment les mesures de sécurité technique et d'organisation régissant le traitement à effectuer, et veille au respect de ces mesures.

compte ***du responsable du traitement et pourrait permettre au sous-traitant d'identifier raisonnablement la personne concernée***, le responsable du traitement choisit un sous-traitant qui présente des garanties suffisantes de mise en œuvre des mesures et procédures techniques et organisationnelles appropriées, de manière à ce que le traitement soit conforme aux prescriptions du présent règlement et garantisse la protection des droits de la personne concernée, en ce qui concerne notamment les mesures de sécurité technique et d'organisation régissant le traitement à effectuer, et veille au respect de ces mesures.

Amendement 223

Proposition de règlement

Article 26 – paragraphe 2 – partie introductive

Texte proposé par la Commission

2. La réalisation de traitements en sous-traitance est régie par un contrat ou un autre acte juridique qui lie le sous-traitant au responsable du traitement et ***qui prévoit notamment que*** le sous-traitant:

Amendement

2. La réalisation de traitements en sous-traitance est régie par un contrat ou un autre acte juridique qui lie le sous-traitant au responsable du traitement. ***Le responsable du traitement et le sous-traitant sont libres de définir leurs rôles et responsabilités respectifs à l'égard des dispositions du présent règlement, et prévoient que:***

Amendement 224

Proposition de règlement

Article 26 – paragraphe 2 – point a

Texte proposé par la Commission

a) n'agit que sur instruction du responsable du traitement, en particulier lorsque le transfert des données à caractère personnel utilisées est interdit;

Amendement

a) ***le sous-traitant*** n'agit que sur instruction du responsable du traitement, en particulier lorsque le transfert des données à caractère personnel utilisées est interdit;

Amendement 225

Proposition de règlement

Article 26 – paragraphe 2 – point b bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

b bis) le principe de la protection des données dès le stade de la conception est appliqué;

Amendement 226

Proposition de règlement

Article 26 – paragraphe 2 – point d

Texte proposé par la Commission

Amendement

d) n'engage un autre sous-traitant que moyennant l'autorisation préalable du responsable du traitement;

supprimé

Amendement 227

Proposition de règlement

Article 26 – paragraphe 2 – point e

Texte proposé par la Commission

Amendement

e) dans la mesure du possible compte tenu de la nature du traitement, ***crée, en accord avec le responsable du traitement,*** les conditions techniques et organisationnelles ***nécessaires pour permettre au*** responsable du traitement de ***s'acquitter de son obligation de*** donner suite aux demandes dont les personnes concernées le saisissent en vue d'exercer leurs droits prévus au chapitre III;

e) dans la mesure du possible compte tenu de la nature du traitement ***et de la capacité du sous-traitant d'apporter son aide moyennant un effort raisonnable, un accord est conclu sur*** les conditions techniques et organisationnelles ***appropriées et pertinentes qui contribuent à la capacité du*** responsable du traitement de donner suite aux demandes dont les personnes concernées le saisissent en vue d'exercer leurs droits prévus au chapitre III;

Amendement 228

Proposition de règlement

Article 26 – paragraphe 2 – point f

Texte proposé par la Commission

f) **aide le responsable** du traitement à **garantir** le respect des obligations prévues aux articles 30 à 34;

Amendement

f) **dans la mesure du possible compte tenu de la nature** du traitement, **des informations à la disposition du sous-traitant et de sa capacité à apporter son aide moyennant un effort raisonnable, un accord est conclu sur la manière dont** le respect des obligations prévues aux articles 30 à 34 **sera garanti**;

Amendement 229

Proposition de règlement

Article 26 – paragraphe 2 – point g

Texte proposé par la Commission

g) transmet tous les résultats au responsable du traitement après la fin du traitement **et s'abstient de traiter les données à caractère personnel de toute autre** manière;

Amendement

g) **le sous-traitant** transmet tous les résultats au responsable du traitement après la fin du traitement **ou les détruit d'une manière commercialement acceptée**;

Amendement 230

Proposition de règlement

Article 26 – paragraphe 4

Texte proposé par la Commission

4. S'il traite des données à caractère personnel d'une manière autre que celle définie dans les instructions du responsable du traitement, le sous-traitant est considéré comme responsable du traitement à l'égard de ce traitement et il est soumis aux dispositions applicables aux responsables conjoints du traitement prévues à l'article 24.

Amendement

supprimé

Amendement 231

Proposition de règlement Article 26 – paragraphe 5

Texte proposé par la Commission

Amendement

5. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 86, aux fins de préciser davantage les critères et exigences applicables aux responsabilités, obligations et missions d'un sous-traitant en conformité avec le paragraphe 1, ainsi que les conditions qui permettent de faciliter le traitement des données à caractère personnel au sein d'un groupe d'entreprises, en particulier aux fins de contrôle et de présentation de rapports.

supprimé

Justification

Le principe de responsabilité doit laisser le règlement des détails au responsable du traitement et au sous-traitant.

Amendement 232

Proposition de règlement Article 28 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

Amendement

1. Chaque responsable du traitement et chaque sous-traitant ainsi que, le cas échéant, le représentant du responsable du traitement, conservent une trace documentaire **de tous les traitements effectués** sous leur responsabilité.

1. Chaque responsable du traitement et chaque sous-traitant ainsi que, le cas échéant, le représentant du responsable du traitement, conservent une trace documentaire **appropriée des mesures prises pour garantir que le traitement des données à caractère personnel effectué sous leur responsabilité respecte le présent règlement.**

Amendement 233

Proposition de règlement Article 28 – paragraphe 1 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

1 bis. Les documents visés au paragraphe 1 contiennent les informations permettant à l'autorité de contrôle de déterminer que le responsable du traitement ou le sous-traitant s'est conformé au présent règlement, y compris une description de toute mesure ou de tout mécanisme interne applicable visant au respect de l'article 22.

Justification

Que ce soit pour les entreprises multinationales ou pour les petites entreprises, il n'est pas réaliste d'imposer une exigence normative relative aux documents à conserver pour chaque opération de traitement effectuée. Cela n'aboutirait pas à un renforcement de la protection des données des consommateurs. L'amendement proposé évite des programmes de conformité legalistes et onéreux en matière de protection des données qui engendrent des charges administratives sans améliorer les pratiques opérationnelles sur le terrain.

Amendement 234

Proposition de règlement

Article 28 – paragraphe 1 ter (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

1 ter. Les obligations visées aux paragraphes 1 et 1 bis ne s'appliquent pas aux PME qui traitent des données uniquement en tant qu'activité accessoire à la vente de biens ou de services. L'activité accessoire se définit comme une activité commerciale ou non qui n'est pas liée aux activités de base d'une entreprise. En ce qui concerne la protection des données, les activités de traitement des données qui ne représentent pas plus de 50 % du chiffre d'affaires de l'entreprise sont considérées comme des activités accessoires.

Amendement 235

Proposition de règlement Article 28 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

Amendement

2. La documentation constituée comporte au moins les informations suivantes:

supprimé

a) le nom et les coordonnées du responsable du traitement, ou de tout responsable conjoint du traitement ou de tout sous-traitant, et du représentant, le cas échéant;

b) le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données, le cas échéant;

c) les finalités du traitement, y compris les intérêts légitimes poursuivis par le responsable du traitement, lorsque le traitement se fonde sur l'article 6, paragraphe 1, point f);

d) une description des catégories de personnes concernées et des catégories de données à caractère personnel s'y rapportant;

e) les destinataires ou les catégories de destinataires des données à caractère personnel, y compris les responsables du traitement auxquels les données à caractère personnel sont communiquées aux fins de l'intérêt légitime qu'ils poursuivent;

f) le cas échéant, les transferts de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris le nom de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 44, paragraphe 1, point h), les documents attestant l'existence de garanties appropriées;

g) une indication générale des délais impartis pour l'effacement des différentes catégories de données;

h) la description des mécanismes prévus à l'article 22, paragraphe 3.

Amendement 236

Proposition de règlement Article 28 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

3. Le responsable du traitement ***et le sous-traitant*** ainsi que, le cas échéant, ***le*** représentant ***du responsable du traitement*** mettent la documentation à la disposition de l'autorité de contrôle, à la demande de celle-ci.

Amendement

3. Le responsable du traitement ainsi que, le cas échéant, ***son*** représentant mettent la documentation à la disposition de l'autorité de contrôle, à la demande de celle-ci.

Amendement 237

Proposition de règlement Article 28 – paragraphe 5

Texte proposé par la Commission

5. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 86, aux fins de préciser davantage les critères et exigences applicables à la documentation visée au paragraphe 1, pour tenir compte, notamment, des obligations du responsable du traitement et du sous-traitant et, le cas échéant, du représentant du responsable du traitement.

Amendement

supprimé

Amendement 238

Proposition de règlement Article 28 – paragraphe 6

Texte proposé par la Commission

6. La Commission peut établir des formulaires types pour la documentation visée au paragraphe 1. Ces actes

Amendement

6. La Commission, ***après consultation du comité européen de la protection des données***, peut établir des formulaires types

d'exécution sont adoptés conformément à la procédure d'examen prévue à l'article 87, paragraphe 2.

pour la documentation visée au paragraphe 1. Ces actes d'exécution sont adoptés conformément à la procédure d'examen prévue à l'article 87, paragraphe 2.

Amendement 239

Proposition de règlement Article 29 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

1. Le responsable du traitement et le sous-traitant ainsi que, le cas échéant, le représentant du responsable du traitement, coopèrent, sur demande, avec l'autorité de contrôle dans l'exécution de ses fonctions, en communiquant notamment les informations énoncées à l'article 53, paragraphe 2, point a), et en accordant un accès, conformément aux dispositions du point b) dudit paragraphe.

Amendement

1. Le responsable du traitement et le sous-traitant ainsi que, le cas échéant, le représentant du responsable du traitement, coopèrent, sur demande, avec l'autorité de contrôle dans l'exécution de ses fonctions, en *lui* communiquant notamment les informations énoncées à l'article 53, paragraphe 2, point a), et *lui* en accordant un accès à *ces documents*, conformément aux dispositions du point b) dudit paragraphe. ***Le responsable du traitement et le sous-traitant ainsi que, le cas échéant, le représentant du responsable du traitement mettent la documentation à la disposition de l'autorité de contrôle, sur la base d'une demande d'accès motivée.***

Amendement 240

Proposition de règlement Article 29 – paragraphe 2 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

2 bis. Quand le contrôleur et le sous-traitant sont établis dans plusieurs États membres pour l'ensemble ou une partie des opérations de traitement des données, ils ont la possibilité de désigner leur établissement principal.

Amendement 241

Proposition de règlement Article 30 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

1. Le responsable du traitement et le sous-traitant mettent en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir, compte étant tenu des techniques les plus récentes et des coûts liés à leur mise en œuvre, un niveau de sécurité adapté aux risques présentés par le traitement et à la nature des données à caractère personnel à protéger.

Amendement

1. Le responsable du traitement et le sous-traitant mettent en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées, **y compris la pseudonymisation**, afin de garantir, compte étant tenu des techniques les plus récentes et des coûts liés à leur mise en œuvre, un niveau de sécurité adapté aux risques présentés par le traitement et à la nature des données à caractère personnel à protéger.

Néanmoins, le responsable du traitement et le sous-traitant sont uniquement chargés de mesures proportionnelles au risque du traitement des données, reflété par la nature des données à caractère personnel à traiter.

Amendement 242

Proposition de règlement Article 30 – paragraphe 2 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

2 bis. Les obligations légales visées aux paragraphes 1 et 2, qui nécessitent un traitement des données à caractère personnel dans la mesure strictement nécessaire aux fins de garantir la sécurité du réseau et des informations, constituent un intérêt légitime poursuivi par un responsable du traitement ou un sous-traitant ou en leur nom, comme indiqué à l'article 6, paragraphe 1, point f).

Amendement 243

Proposition de règlement Article 30 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

Amendement

3. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 86, aux fins de préciser davantage les critères et exigences applicables aux mesures techniques et d'organisation visées aux paragraphes 1 et 2, y compris le point de savoir quelles sont les techniques les plus modernes, pour des secteurs spécifiques et dans des cas spécifiques de traitement de données, notamment compte tenu de l'évolution des techniques et des solutions de protection des données dès la conception ainsi que par défaut, sauf si le paragraphe 4 s'applique.

supprimé

Amendement 244

Proposition de règlement Article 30 – paragraphe 4

Texte proposé par la Commission

Amendement

4. La Commission peut adopter, le cas échéant, des actes d'exécution afin de préciser les exigences prévues aux paragraphes 1 et 2 dans diverses situations, en particulier en vue:

supprimé

a) d'empêcher tout accès non autorisé à des données à caractère personnel;

b) d'empêcher toute forme non autorisée de divulgation, de lecture, de copie, de modification, d'effacement ou de suppression de données à caractère personnel;

c) d'assurer la vérification de la licéité des traitements.

Ces actes d'exécution sont adoptés

*conformément à la procédure d'examen
prévue à l'article 87, paragraphe 2.*

Amendement 245

Proposition de règlement Article 31 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

1. En cas de violation de données à caractère personnel, le responsable du traitement ***en adresse notification à l'autorité de contrôle sans retard injustifié et, si possible, 24 heures au plus tard après en avoir pris connaissance. Lorsqu'elle a lieu après ce délai de 24 heures, la notification comporte une justification à cet égard.***

Amendement

1. En cas de violation de données à caractère personnel ***relatives à des catégories particulières de données à caractère personnel, aux données à caractère personnel qui sont soumises au secret des affaires, aux données à caractère personnel concernant des infractions pénales ou la suspicion d'un acte criminel, ou aux données à caractère personnel concernant des comptes bancaires ou des comptes liés à des cartes de crédit, qui menace gravement les droits ou les intérêts légitimes de la personne concernée***, le responsable du traitement ***informe*** l'autorité de contrôle, sans retard injustifié, ***de cette violation.***

Amendement 246

Proposition de règlement Article 31 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

2. En vertu de l'article 26, paragraphe 2, point f), le sous-traitant alerte et informe le responsable du traitement ***immédiatement*** après avoir ***constaté la*** violation de données à caractère personnel.

Amendement

2. En vertu de l'article 26, paragraphe 2, point f), le sous-traitant alerte et informe le responsable du traitement ***sans retard injustifié*** après avoir ***identifié une*** violation de données à caractère personnel ***susceptible de produire des effets juridiques au détriment de la vie privée de la personne concernée.***

Amendement 247

Proposition de règlement

Article 31 – paragraphe 3 – point e

Texte proposé par la Commission

e) décrire les mesures proposées ou prises par le responsable du traitement pour remédier à la violation de données à caractère personnel.

Amendement

e) décrire les mesures proposées ou prises par le responsable du traitement pour remédier à la violation de données à caractère personnel ***et/ou en atténuer les effets.***

Amendement 248

Proposition de règlement

Article 31 – paragraphe 4

Texte proposé par la Commission

4. Le responsable du traitement conserve une trace documentaire de toute violation de données à caractère personnel, en indiquant son contexte, ses effets et les mesures prises pour y remédier. La documentation constituée doit permettre à l'autorité de contrôle de vérifier le respect des dispositions du présent article. Elle comporte uniquement les informations nécessaires à cette fin.

Amendement

4. Le responsable du traitement conserve une trace documentaire de toute violation de données à caractère personnel, en indiquant son contexte, ses effets et les mesures prises pour y remédier. La documentation constituée doit ***être suffisante pour*** permettre à l'autorité de contrôle de vérifier le respect des dispositions du présent article. Elle comporte uniquement les informations nécessaires à cette fin.

Amendement 249

Proposition de règlement

Article 31 – paragraphe 5

Texte proposé par la Commission

5. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 86, aux fins de préciser davantage les critères et exigences applicables à l'établissement de la violation de données visée aux paragraphes 1 et 2 et concernant les circonstances particulières dans lesquelles un responsable du traitement et un sous-traitant sont tenus

Amendement

supprimé

de notifier la violation de données à caractère personnel.

Amendement 250

Proposition de règlement Article 31 – paragraphe 6

Texte proposé par la Commission

6. La Commission peut définir la forme normalisée de cette notification à l'autorité de contrôle, les procédures applicables à ***l'obligation de notification ainsi que le formulaire type et les modalités selon lesquelles est constituée la documentation visée au paragraphe 4, y compris les délais impartis pour l'effacement des informations qui y figurent. Ces actes d'exécution sont adoptés conformément à la procédure d'examen prévue à l'article 87, paragraphe 2.***

Amendement

6. La Commission peut définir la forme normalisée de cette notification à l'autorité de contrôle ***et*** les procédures applicables à ***l'établissement des rapports.***

Amendement 251

Proposition de règlement Article 32 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

1. Lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible de porter atteinte à la protection des données à caractère personnel ou à la vie privée de la personne concernée, le responsable du traitement, après avoir procédé à la notification prévue à l'article 31, communique la violation sans retard indu à la personne concernée.

Amendement

1. Lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible de porter atteinte à la protection des données à caractère personnel, à la vie privée de la personne concernée ***ou à ses droits ou intérêts légitimes***, le responsable du traitement, après avoir procédé à la notification prévue à l'article 31, communique la violation sans retard indu à la personne concernée. ***Il y a lieu de considérer qu'une violation porte atteinte aux données à caractère personnel ou à la vie privée d'une personne concernée lorsqu'il peut en résulter, par exemple, un vol ou une usurpation d'identité, un dommage physique, une humiliation***

grave ou une atteinte à la réputation.

Amendement 252

Proposition de règlement Article 32 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

2. La communication à la personne concernée prévue au paragraphe 1 décrit la nature de la violation des données à caractère personnel et contient au moins les informations et recommandations prévues à l'article 31, paragraphe 3, points b) *et* c).

Amendement

2. La communication à la personne concernée prévue au paragraphe 1 *est complète, claire et intelligible par tout un chacun, elle* décrit la nature de la violation des données à caractère personnel et contient au moins les informations et recommandations prévues à l'article 31, paragraphe 3, points b), c) *et d*).

Amendement 253

Proposition de règlement Article 32 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

3. La communication à la personne concernée d'une violation de ses données à caractère personnel n'est pas nécessaire si le responsable du traitement *prouve, à la satisfaction de l'autorité de contrôle, qu'il* a mis en œuvre les mesures de protection technologiques appropriées et *que* ces dernières ont été appliquées aux données concernées par ladite violation. De telles mesures de protection technologiques doivent rendre les données incompréhensibles à toute personne qui n'est pas autorisée à y avoir accès.

Amendement

3. La communication à la personne concernée d'une violation de ses données à caractère personnel n'est pas nécessaire *si cette violation n'a pas produit de préjudice significatif*, si le responsable du traitement a mis en œuvre les mesures de protection technologiques appropriées et *si* ces dernières ont été appliquées aux données concernées par ladite violation. De telles mesures de protection technologiques doivent rendre les données incompréhensibles, *inutilisables ou anonymisées pour* toute personne qui n'est pas autorisée à y avoir accès.

Amendement 254

Proposition de règlement Article 32 – paragraphe 5

Texte proposé par la Commission

Amendement

5. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 86, aux fins de préciser davantage les critères et exigences concernant les circonstances, visées au paragraphe 1, dans lesquelles une violation de données à caractère personnel est susceptible de porter atteinte aux données à caractère personnel.

supprimé

Amendement 255

Proposition de règlement Article 32 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

Article 32 bis

***Communication aux autres organisations
d'une violation de données à caractère
personnel***

Un responsable du traitement des données qui communique une violation de données à caractère personnel à une personne concernée en application de l'article 32 peut en informer une autre organisation, une institution gouvernementale ou une partie d'une institution gouvernementale si cette organisation, cette institution gouvernementale ou cette partie peut être en mesure de réduire le risque du préjudice susceptible d'être causé ou d'atténuer ce préjudice. Ces notifications peuvent être effectuées sans en informer la personne concernée si la divulgation a pour seule finalité de réduire le risque du préjudice susceptible d'être causé à la personne concernée à la suite de la violation ou d'atténuer ce préjudice.

Justification

Dans de nombreux cas, d'autres organisations ou institutions gouvernementales sont en

mesure d'aider à atténuer le préjudice susceptible d'être causé à une personne concernée à la suite d'une violation de données à caractère personnel si elles sont informées de la violation et des circonstances qui entourent celle-ci.

Amendement 256

Proposition de règlement Chapitre 4 – section 3 – titre

Texte proposé par la Commission

Amendement

**ANALYSE D'IMPACT RELATIVE À LA
PROTECTION DES DONNÉES ET
AUTORISATION PRÉALABLE**

**ANALYSE D'IMPACT RELATIVE À LA
PROTECTION DES DONNÉES ET
NOTIFICATION PRÉALABLE**

Justification

Les procédures nécessitant une autorisation préalable sont coûteuses et demandent beaucoup de temps au responsable du traitement. En outre, leur valeur ajoutée par rapport à un système de notification préalable peut être mise en cause du point de vue de la protection des données. Un système de notifications préalables qui donne à l'autorité de contrôle la possibilité de réagir et d'agir est suffisant, et constitue en outre une procédure simple d'utilisation en matière de protection des données.

Amendement 257

Proposition de règlement Article 33 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

Amendement

1. Lorsque les traitements présentent des risques particuliers au regard des droits et libertés des personnes concernées du fait de leur nature, de leur portée ou de leurs finalités, le responsable du traitement ***ou le sous-traitant agissant pour le compte du responsable du traitement effectuent*** une analyse de l'impact des traitements envisagés sur la protection des données à caractère personnel.

1. Lorsque les traitements présentent des risques particuliers au regard des droits et libertés des personnes concernées du fait de leur nature, de leur portée ou de leurs finalités, le responsable du traitement ***effectue*** une analyse de l'impact des traitements envisagés sur la protection des données à caractère personnel. ***Une seule analyse suffit à examiner un ensemble de traitements qui présentent des risques similaires. Les PME sont uniquement tenues d'effectuer une analyse d'impact trois ans après leur constitution si le traitement de données est considéré comme l'une de leurs activités principales.***

Amendement 258

Proposition de règlement

Article 33 – paragraphe 2 – partie introductive

Texte proposé par la Commission

2. Les traitements présentant les risques particuliers visés au paragraphe 1 sont **notamment** les suivants:

Amendement

2. Les traitements présentant les risques particuliers visés au paragraphe 1 sont les suivants:

Justification

Pour des raisons de sécurité juridique, il est nécessaire de définir clairement et de manière exhaustive quels risques particuliers sont concernés.

Amendement 259

Proposition de règlement

Article 33 – paragraphe 2 – point a

Texte proposé par la Commission

a) l'évaluation systématique et à grande échelle des aspects personnels propres à une personne physique ou visant à analyser ou à prévoir, en particulier, la situation économique de ladite personne physique, sa localisation, son état de santé, ses préférences personnelles, sa fiabilité ou son comportement, qui est fondée sur un traitement automatisé et sur la base de laquelle sont prises des mesures produisant des effets juridiques concernant ou affectant de manière significative ladite personne;

Amendement

a) l'évaluation systématique et à grande échelle des aspects personnels propres à une personne physique ou visant à analyser ou à prévoir, en particulier, la situation économique de ladite personne physique, sa localisation, son état de santé, ses préférences personnelles, sa fiabilité ou son comportement, qui est fondée sur un traitement automatisé et sur la base de laquelle sont prises des mesures produisant des effets juridiques ***préjudiciables à*** ladite personne, ***y compris tout traitement ultérieur visé à l'article 20, paragraphe 1, du présent règlement;***

Amendement 260

Proposition de règlement

Article 33 – paragraphe 2 – point b

Texte proposé par la Commission

b) le traitement d'informations relatives à la vie sexuelle, à la santé, à l'origine raciale et ethnique ou destinées à la fourniture de soins de santé, à des recherches épidémiologiques ou à des études relatives à des maladies mentales ou infectieuses, lorsque les données sont traitées aux fins de l'adoption de mesures ou de décisions à grande échelle visant des personnes précises;

Amendement

b) le traitement d'informations relatives à la vie sexuelle, à la santé, ***aux opinions politiques, aux croyances religieuses, aux condamnations pénales,*** à l'origine raciale et ethnique ou destinées à la fourniture de soins de santé, à des recherches épidémiologiques ou à des études relatives à des maladies mentales ou infectieuses, lorsque les données sont traitées aux fins de l'adoption de mesures ou de décisions à grande échelle visant des personnes précises;

Amendement 261

**Proposition de règlement
Article 33 – paragraphe 3**

Texte proposé par la Commission

3. L'analyse contient au moins une description générale des traitements envisagés, une évaluation des risques pour les droits et libertés des personnes concernées, les mesures envisagées pour faire face aux risques, les garanties, mesures de sécurité et mécanismes visant à assurer la protection des données à caractère personnel et à apporter la preuve de la conformité avec le présent règlement, en tenant compte des droits et intérêts légitimes des personnes concernées par les données et des autres personnes touchées.

Amendement

3. L'analyse contient au moins une description générale des traitements envisagés, une évaluation des risques pour les droits et libertés des personnes concernées, ***notamment du risque de discrimination inhérents aux traitements ou que celui-ci pourrait accentuer,*** les mesures envisagées pour faire face aux risques, les garanties, mesures de sécurité et mécanismes visant à assurer la protection des données à caractère personnel et à apporter la preuve de la conformité avec le présent règlement, en tenant compte des droits et intérêts légitimes des personnes concernées par les données et des autres personnes touchées ***et en prenant également en considération les technologies et méthodes modernes qui sont de nature à améliorer la protection de la vie privée des citoyens. Lorsque des lignes directrices européennes existent, elles sont prises en considération dans l'analyse d'impact.***

Amendement 262

Proposition de règlement Article 33 – paragraphe 4

Texte proposé par la Commission

Amendement

4. Le responsable du traitement demande l'avis des personnes concernées ou de leurs représentants au sujet du traitement prévu, sans préjudice de la protection des intérêts généraux ou commerciaux ni de la sécurité des traitements.

supprimé

Justification

Le fait de demander activement l'avis des personnes concernées représente une charge disproportionnée pour les responsables du traitement.

Amendement 263

Proposition de règlement Article 33 – paragraphe 5

Texte proposé par la Commission

Amendement

5. Lorsque le responsable du traitement est une autorité ou un organisme publics, et lorsque le traitement est effectué en exécution d'une obligation légale conforme à l'article 6, paragraphe 1, point c), prévoyant des règles et des procédures relatives aux traitements et réglementées par le droit de l'Union, les paragraphes 1 à 4 ne s'appliquent pas, sauf si les États membres estiment qu'une telle analyse est nécessaire avant le traitement.

5. Lorsque le responsable du traitement est une autorité ou un organisme publics **ou lorsque les données sont traitées par un autre organisme qui a été chargé d'exécuter des missions de service public**, et lorsque le traitement est effectué en exécution d'une obligation légale conforme à l'article 6, paragraphe 1, point c), prévoyant des règles et des procédures relatives aux traitements et réglementées par le droit de l'Union, les paragraphes 1 à 4 ne s'appliquent pas, sauf si les États membres estiment qu'une telle analyse est nécessaire avant le traitement.

Justification

C'est la nature du service fourni et non celle de l'organisme fournissant ce service qui détermine l'application ou non des règles en matière d'analyse d'impact. Par exemple, les

organismes privés se voient souvent confier la responsabilité de fournir des services publics. La prestation de services publics devrait faire l'objet d'une seule et unique approche, indépendamment de la question de savoir si l'organisme fournissant ce service est une autorité ou un organisme publics, ou bien une organisation privée mandatée à cette fin.

Amendement 264

Proposition de règlement Article 33 – paragraphe 6

Texte proposé par la Commission

Amendement

6. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 86, aux fins de préciser davantage les critères et conditions applicables aux traitements susceptibles de présenter les risques particuliers visés aux paragraphes 1 et 2, ainsi que les exigences applicables à l'analyse prévue au paragraphe 3, y compris les conditions de modularité, de vérification et d'auditabilité. Ce faisant, la Commission envisage des mesures spécifiques pour les micro, petites et moyennes entreprises.	supprimé
---	-----------------

Amendement 265

Proposition de règlement Article 33 – paragraphe 7

Texte proposé par la Commission

Amendement

7. La Commission peut définir des normes et procédures pour la réalisation, la vérification et l'audit de l'analyse visée au paragraphe 3. Ces actes d'exécution sont adoptés conformément à la procédure d'examen prévue à l'article 87, paragraphe 2.	supprimé
--	-----------------

Amendement 266

Proposition de règlement Article 33 – paragraphe 7 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

7 bis. Les analyses d'impact relatives à la protection des données sont considérées comme des communications confidentielles.

Justification

Il est important que cela soit précisé afin d'apaiser les craintes des entreprises qui redoutent que de nouveaux processus innovants soumis au secret commercial ne soient portés à la connaissance du public.

Amendement 267

Proposition de règlement Article 34 – titre

Texte proposé par la Commission

Amendement

Autorisation et consultation préalables

Consultation préalable

Justification

Cohérence interne avec les objectifs énoncés au considérant 70.

Amendement 268

Proposition de règlement Article 34 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

Amendement

1. Le responsable du traitement ou le sous-traitant, selon le cas, obtiennent une autorisation de l'autorité de contrôle avant le traitement de données à caractère personnel afin de garantir la conformité du traitement prévu avec le présent règlement et, notamment, d'atténuer les risques pour les personnes concernées lorsqu'un responsable du traitement ou un sous-traitant adoptent des clauses contractuelles telles que celles prévues à l'article 42, paragraphe 2, point d), ou

supprimé

n'offrent pas les garanties appropriées dans un instrument juridiquement contraignant tel que visé à l'article 42, paragraphe 5, régissant le transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale.

Justification

Prior authorization or consultation with supervisory authorities will lead to a misallocation of privacy resources and place a significant burden on already overextended supervisory authorities, create significant, inevitable delays in the rollout of new products and services, and generally disincentivise the creation of effective corporate privacy programmes. Requiring enterprises that have invested in these internal programmes to submit to compulsory consultation with the supervisory authority will have an adverse impact on their ability to develop and release to the market new products and services which benefit consumers and the economy.

Amendement 269

Proposition de règlement

Article 34 – paragraphe 2 – partie introductive

Texte proposé par la Commission

2. Le responsable du traitement ou le sous-traitant agissant au nom du responsable du traitement **consultent** l'autorité de contrôle avant le traitement de données à caractère personnel afin de garantir la conformité du traitement prévu avec le présent règlement et, notamment, d'atténuer les risques pour les personnes concernées:

Amendement

2. Le responsable du traitement ou le sous-traitant agissant au nom du responsable du traitement **peuvent consulter** l'autorité de contrôle avant le traitement **de catégories particulières** de données à caractère personnel afin de garantir la conformité du traitement prévu avec le présent règlement et, notamment, d'atténuer les risques pour les personnes concernées:

Amendement 270

Proposition de règlement

Article 34 – paragraphe 2 – point b

Texte proposé par la Commission

b) lorsque l'autorité de contrôle estime nécessaire de procéder à une consultation préalable au sujet de traitements

Amendement

b) lorsque l'autorité de contrôle estime nécessaire de procéder à une consultation préalable au sujet de traitements

susceptibles de présenter des risques particuliers au regard des droits et libertés des personnes concernées, du fait de leur nature, de leur portée et/ou de leurs finalités, ***ces traitements étant précisés conformément au paragraphe 4.***

susceptibles de présenter des risques particuliers au regard des droits et libertés des personnes concernées, du fait de leur nature, de leur portée et/ou de leurs finalités.

Justification

Voir la justification de la suppression du paragraphe 4.

Amendement 271

Proposition de règlement Article 34 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

3. Lorsque l'autorité de contrôle ***est d'avis*** que le traitement prévu n'est pas conforme au présent règlement, en particulier lorsque les risques ne sont pas suffisamment identifiés ou atténués, elle interdit le traitement prévu et formule des propositions appropriées afin de remédier à cette non-conformité.

Amendement

3. Lorsque l'autorité de contrôle ***compétente détermine, en vertu du pouvoir dont elle dispose,*** que le traitement prévu n'est pas conforme au présent règlement, en particulier lorsque les risques ne sont pas suffisamment identifiés ou atténués, elle interdit le traitement prévu et formule des propositions appropriées afin de remédier à cette non-conformité. ***Une telle décision est susceptible de recours devant un tribunal compétent. Ce recours peut être suspensif, à moins que le traitement ne fasse subir un préjudice grave et immédiat aux personnes concernées.***

Amendement 272

Proposition de règlement Article 34 – paragraphe 4

Texte proposé par la Commission

4. L'autorité de contrôle établit et publie une liste des traitements devant faire l'objet d'une consultation préalable au titre du paragraphe 2, point b). L'autorité de contrôle communique cette liste au

Amendement

supprimé

Justification

Cette disposition entraîne une trop grande complexité administrative pour permettre une mise en œuvre efficace, notamment compte tenu de la nécessité de disposer d'un règlement à l'épreuve du temps et non spécifique à un secteur.

Amendement 273

**Proposition de règlement
Article 34 – paragraphe 5**

Texte proposé par la Commission

5. Si **la liste prévue au paragraphe 4 comprend des** traitements liés à l'offre de biens ou de services à des personnes concernées dans plusieurs États membres ou **liés** à l'observation de leur comportement, ou susceptibles d'affecter sensiblement la libre circulation des données à caractère personnel au sein de l'Union, l'autorité de contrôle applique le mécanisme de contrôle de la cohérence prévu à l'article 57 **avant d'adopter la liste.**

Amendement

5. Si **les** traitements **sont** liés à l'offre de biens ou de services à des personnes concernées dans plusieurs États membres ou à l'observation de leur comportement, ou **s'ils sont** susceptibles d'affecter sensiblement la libre circulation des données à caractère personnel au sein de l'Union, l'autorité de contrôle applique le mécanisme de contrôle de la cohérence prévu à l'article 57.

Justification

Cet amendement concentre le mécanisme de contrôle de la cohérence sur le secteur où il est le plus approprié, conformément aux modifications apportées à l'article 58, paragraphe 2.

Amendement 274

**Proposition de règlement
Article 34 – paragraphe 6**

Texte proposé par la Commission

6. Le responsable du traitement **ou le sous-traitant fournissent** à l'autorité de contrôle l'analyse d'impact relative à la protection des données prévue à l'article 33 et, sur demande, toute autre information afin de permettre à l'autorité de contrôle

Amendement

6. Le responsable du traitement **fournit** à l'autorité de contrôle l'analyse d'impact relative à la protection des données prévue à l'article 33 et, sur demande, toute autre information afin de permettre à l'autorité de contrôle d'apprécier la conformité du

d'apprécier la conformité du traitement et, en particulier, les risques pour la protection des données à caractère personnel de la personne concernée et les garanties qui s'y rapportent.

traitement et, en particulier, les risques pour la protection des données à caractère personnel de la personne concernée et les garanties qui s'y rapportent.

Justification

Afin d'assurer la sécurité juridique et de garantir une meilleure exécution de la part des autorités de contrôle, et conformément au considérant 62 qui exige "une répartition claire des responsabilités au titre du présent règlement", la consultation et l'autorisation préalables de l'autorité de contrôle devraient relever de la compétence exclusive du responsable du traitement. Le cadre est ainsi bien plus clair pour les entreprises comme pour les autorités de contrôle.

Amendement 275

Proposition de règlement Article 34 – paragraphe 8

Texte proposé par la Commission

8. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 86, aux fins de préciser davantage les critères et exigences applicables à la détermination du niveau élevé de risque particulier visé au paragraphe 2, point a).

Amendement

supprimé

Amendement 276

Proposition de règlement Article 34 – paragraphe 9

Texte proposé par la Commission

9. La Commission peut élaborer des formulaires et procédures types pour les **autorisations et** consultations préalables visées **aux paragraphes 1 et 2**, ainsi que des formulaires et procédures types pour l'information des autorités de contrôle au titre du paragraphe 6. Ces actes d'exécution sont adoptés conformément à la procédure d'examen prévue à l'article 87, paragraphe 2.

Amendement

9. La Commission peut élaborer des formulaires et procédures types pour les consultations préalables visées **au paragraphe 2**, ainsi que des formulaires et procédures types pour l'information des autorités de contrôle au titre du paragraphe 6. Ces actes d'exécution sont adoptés conformément à la procédure d'examen prévue à l'article 87, paragraphe 2.

Amendement 277

Proposition de règlement

Article 35 – paragraphe 1 – partie introductive

Texte proposé par la Commission

1. Le responsable du traitement et le sous-traitant désignent systématiquement un délégué à la protection des données lorsque:

Amendement

1. Le responsable du traitement et le sous-traitant désignent systématiquement ***un organisme de protection des données*** ou un délégué à la protection des données lorsque:

Amendement 278

Proposition de règlement

Article 35 – paragraphe 1 – point c

Texte proposé par la Commission

c) les activités de base du responsable du traitement ou du sous-traitant consistent en des traitements qui, du fait de leur nature, de leur portée et/ou de leurs finalités, exigent un suivi régulier et systématique des personnes concernées.

Amendement

c) les activités de base du responsable du traitement ou du sous-traitant consistent en des traitements qui, du fait de leur nature, de leur portée et/ou de leurs finalités, exigent un suivi régulier et systématique des personnes concernées. ***Les activités de base sont définies comme des activités pour lesquelles 50 % du chiffre d'affaires annuel résultent de la vente de données ou de recettes provenant de ces données. En ce qui concerne la protection des données, les activités de traitement des données qui ne représentent pas plus de 50 % du chiffre d'affaires de l'entreprise sont considérées comme des activités accessoires.***

Justification

La désignation d'un délégué à la protection des données ne devrait être jugée nécessaire que lorsque les activités de base d'une entreprise sont liées au traitement des données personnelles.

Amendement 279

Proposition de règlement
Article 35 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

3. Lorsque le responsable du traitement ou le sous-traitant est une autorité ou un organisme publics, le délégué à la protection des données **peut** être **désigné** pour plusieurs de ses entités, compte tenu de la structure organisationnelle de l'autorité ou de l'organisme publics.

Amendement

3. Lorsque le responsable du traitement ou le sous-traitant est une autorité ou un organisme publics, ***l'organisme de protection des données ou*** le délégué à la protection des données **peuvent** être **désignés** pour plusieurs de ses entités, compte tenu de la structure organisationnelle de l'autorité ou de l'organisme publics.

Amendement 280

Proposition de règlement
Article 35 – paragraphe 5

Texte proposé par la Commission

5. Le responsable du traitement ou le sous-traitant **désignent** le délégué à la protection des données sur la base de ses qualités professionnelles et, en particulier, de ses connaissances spécialisées de la législation et des pratiques en matière de protection des données, et de sa capacité à accomplir les tâches énumérées à l'article 37. Le niveau de connaissances spécialisées requis est déterminé notamment en fonction du traitement des données effectué et de la protection exigée pour les données à caractère personnel traitées par le responsable du traitement ou le sous-traitant.

Amendement

5. Le responsable du traitement ou le sous-traitant **peuvent désigner** le délégué à la protection des données sur la base de ses qualités professionnelles et, en particulier, de ses connaissances spécialisées de la législation et des pratiques en matière de protection des données, et de sa capacité à accomplir les tâches énumérées à l'article 37. Le niveau de connaissances spécialisées requis est déterminé notamment en fonction du traitement des données effectué et de la protection exigée pour les données à caractère personnel traitées par le responsable du traitement ou le sous-traitant.

Amendement 281

Proposition de règlement
Article 35 – paragraphe 6

Texte proposé par la Commission

6. Le responsable du traitement ou le sous-

Amendement

6. Le responsable du traitement ou le sous-

traitant veillent à ce que d'éventuelles autres fonctions professionnelles du délégué à la protection des données soient compatibles avec les tâches et fonctions de cette personne en qualité de délégué à la protection des données et n'entraînent pas de conflit d'intérêts.

traitant veillent à ce que d'éventuelles autres fonctions professionnelles **de l'organisme de protection des données ou** du délégué à la protection des données soient compatibles avec les tâches et fonctions de cette personne en qualité de délégué à la protection des données et n'entraînent pas de conflit d'intérêts.

Amendement 282

Proposition de règlement Article 35 – paragraphe 7

Texte proposé par la Commission

7. Le responsable du traitement ou le sous-traitant désignent un délégué à la protection des données pour une durée minimale de deux ans. Le mandat du délégué à la protection des données est reconductible. ***Durant son mandat, le délégué à la protection des données ne peut être démis de ses fonctions que s'il ne remplit plus les conditions requises pour l'exercice de celles-ci.***

Amendement

7. Le responsable du traitement ou le sous-traitant désignent un délégué à la protection des données pour une durée minimale de deux ans. Le mandat du délégué à la protection des données est reconductible.

Justification

Il devrait être possible de démettre le délégué à la protection des données de ses fonctions, comme tout autre membre du personnel, s'il n'accomplit pas les tâches qui lui sont confiées par la direction. C'est à la direction qu'il appartient de décider si la personne engagée donne satisfaction.

Amendement 283

Proposition de règlement Article 35 – paragraphe 10

Texte proposé par la Commission

10. Les personnes concernées ont le droit de prendre contact avec le délégué à la protection des données au sujet de toutes questions relatives au traitement de données les concernant et de demander à

Amendement

10. Les personnes concernées ont le droit de prendre contact avec ***l'organisme de protection des données ou*** le délégué à la protection des données au sujet de toutes questions relatives au traitement de

exercer les droits que leur confère le présent règlement.

données les concernant et de demander à exercer les droits que leur confère le présent règlement.

Amendement 284

Proposition de règlement Article 35 – paragraphe 11

Texte proposé par la Commission

11. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 86, aux fins de préciser davantage les critères et exigences applicables aux activités de base du responsable du traitement ou du sous-traitant, visées au paragraphe 1, point c), ainsi que les critères applicables aux qualités professionnelles du délégué à la protection des données visées au paragraphe 5.

Amendement

supprimé

Amendement 285

Proposition de règlement Article 36 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

1. Le responsable du traitement ou le sous-traitant veillent à ce que le délégué à la protection des données soit associé d'une manière appropriée et en temps utile à toutes les questions relatives à la protection des données à caractère personnel.

Amendement

1. L'instance dirigeante du responsable du traitement ou du sous-traitant aide l'organisme de protection des données ou le délégué à la protection des données à exercer ses missions et fournit le personnel, les locaux, les équipements et toutes autres ressources nécessaires à l'exécution des missions et obligations énoncées à l'article 37.

Amendement 286

Proposition de règlement Article 36 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

2. **Le responsable du traitement ou le sous-traitant veillent à ce que** le délégué à la protection des données **accomplisse** ses missions et obligations en toute indépendance et **ne reçoive aucune instruction en ce qui concerne l'exercice de sa fonction. Le délégué à la protection des données** fait directement rapport à la direction du responsable du traitement ou du sous-traitant.

Amendement

2. **L'organisme de protection des données ou** le délégué à la protection des données **accomplit** ses missions et obligations en toute indépendance et fait directement rapport à la direction du responsable du traitement ou du sous-traitant.

Amendement 287

**Proposition de règlement
Article 36 – paragraphe 3**

Texte proposé par la Commission

3. Le responsable du traitement ou le sous-traitant aident le délégué à la protection des données à exercer ses missions et fournissent le personnel, les locaux, les équipements et toutes autres ressources nécessaires à l'exécution des missions et obligations énoncées à l'article 37.

Amendement

3. Le responsable du traitement ou le sous-traitant aident **l'organisme de protection des données ou** le délégué à la protection des données à exercer ses missions et fournissent le personnel, les locaux, les équipements et toutes autres ressources nécessaires à l'exécution des missions et obligations énoncées à l'article 37.

Amendement 288

**Proposition de règlement
Article 37 – paragraphe 1 – partie introductive**

Texte proposé par la Commission

1. Le responsable du traitement ou le sous-traitant confie au délégué à la protection des données au moins les missions suivantes:

Amendement

1. Le responsable du traitement ou le sous-traitant confie **à l'organisme de protection des données ou** au délégué à la protection des données au moins les missions suivantes:

Amendement 289

Proposition de règlement

Article 37 – paragraphe 1 – point a

Texte proposé par la Commission

a) informer et conseiller le responsable du traitement ou le sous-traitant sur les obligations qui leur incombent en vertu du présent règlement et conserver une trace documentaire de cette activité et des réponses reçues;

Amendement

a) **sensibiliser**, informer et conseiller le responsable du traitement ou le sous-traitant sur les obligations qui leur incombent en vertu du présent règlement et conserver une trace documentaire de cette activité et des réponses reçues;

Amendement 290

Proposition de règlement

Article 37 – paragraphe 1 – point c

Texte proposé par la Commission

c) contrôler ***la mise en œuvre et l'application du présent règlement, notamment en ce qui concerne les exigences relatives à la protection des données dès la conception, à la protection des données par défaut et à la sécurité des données, ainsi que l'information des personnes concernées et l'examen des demandes présentées dans l'exercice de leurs droits au titre*** du présent règlement;

Amendement

c) contrôler ***le respect*** du présent règlement;

Amendement 291

Proposition de règlement

Article 37 – paragraphe 1 – point e

Texte proposé par la Commission

e) contrôler ***la documentation, la notification et la communication, prévues aux articles 31 et 32, et relatives aux violations de données à caractère personnel***;

Amendement

e) ***établir des procédures visant à contrôler, consigner, notifier et communiquer les violations de données à caractère personnel conformément aux articles 31 et 32***;

Amendement 292

Proposition de règlement

Article 37 – paragraphe 1 – point f

Texte proposé par la Commission

f) vérifier que le responsable du traitement ou le sous-traitant a réalisé l'analyse d'impact relative à la protection des données, et que les demandes d'autorisation ou de consultation préalables ont été introduites, si elles sont requises au titre des articles 33 et 34;

Amendement

f) ***établir des procédures visant à*** vérifier que le responsable du traitement ou le sous-traitant a réalisé l'analyse d'impact relative à la protection des données, et que les demandes d'autorisation ou de consultation préalables ont été introduites, si elles sont requises au titre des articles 33 et 34;

Amendement 293

Proposition de règlement

Article 37 – paragraphe 1 – point f bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

f bis) veiller à ce qu'il existe des mécanismes de responsabilité, tels qu'ils sont définis à l'article 22, paragraphe 2, points c) à e quinquies);

Justification

Précision du rôle central du délégué à la protection des données dans la chaîne de responsabilité vis-à-vis de la direction générale.

Amendement 294

Proposition de règlement

Article 37 – paragraphe 1 – point g

Texte proposé par la Commission

Amendement

g) ***vérifier qu'il a été répondu*** aux demandes de l'autorité de contrôle et, dans le domaine de compétence du délégué à la protection des données, coopérer avec l'autorité de contrôle, à la demande de celle-ci ou à l'initiative du délégué à la

g) ***apporter son assistance pour répondre*** aux demandes de l'autorité de contrôle et, dans le domaine de compétence du délégué à la protection des données, coopérer avec l'autorité de contrôle, à la demande de celle-ci ou à l'initiative du délégué à la

protection des données;

protection des données;

Amendement 295

Proposition de règlement

Article 39 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

1. Les États membres et la Commission **encouragent**, en particulier au niveau européen, la mise en place de mécanismes de certification *en matière de protection des données* ainsi que de marques et de labels en matière de protection des données, qui permettent aux personnes concernées d'évaluer rapidement le niveau de protection des données offert par les responsables du traitement et les sous-traitants. Les mécanismes de certification en matière de protection des données contribuent à la bonne application du présent règlement, compte tenu des spécificités des divers secteurs et des différents traitements.

Amendement

1. Les États membres et la Commission **collaborent avec les responsables du traitement, les sous-traitants et les autres parties prenantes afin d'encourager**, en particulier au niveau européen, la mise en place de mécanismes de certification ainsi que de marques et de labels en matière de protection des données, qui permettent aux personnes concernées **et aux autorités des États membres** d'évaluer rapidement le niveau de protection des données offert par les responsables du traitement et les sous-traitants. Les mécanismes de certification en matière de protection des données contribuent à la bonne application du présent règlement, compte tenu des spécificités des divers secteurs et des différents traitements.

Justification

Cet amendement encourage et permet la création d'un système dans lequel les autorités de réglementation agréent des évaluateurs indépendants pour des évaluations globales d'entreprises ou des évaluations spécifiques de produits ou de technologies.

Amendement 296

Proposition de règlement

Article 39 – paragraphe 1 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

1 bis. Les mécanismes de certification en matière de protection des données sont volontaires, abordables et accessibles au moyen d'un processus transparent et sans lourdeur excessive. En outre, ils

respectent la neutralité technologique, sont susceptibles d'être appliqués universellement et contribuent à la bonne application du présent règlement, compte tenu des spécificités des divers secteurs et des différents traitements.

Justification

Les mécanismes de certification devraient être conçus pour être efficaces sans être trop bureaucratiques ou compliqués.

Amendement 297

Proposition de règlement Article 39 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

2. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 86, aux fins de préciser davantage les critères et exigences applicables aux mécanismes de certification en matière de protection des données visés au paragraphe 1, y compris les conditions d'octroi et de révocation, et les exigences en matière de reconnaissance au sein de l'Union et dans les pays tiers.

Amendement

2. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 86, aux fins de préciser davantage les critères et exigences applicables aux mécanismes de certification en matière de protection des données visés au paragraphe 1, y compris les conditions d'octroi et de révocation, et les exigences en matière de reconnaissance au sein de l'Union et dans les pays tiers, ***à condition que ces mesures respectent la neutralité technologique.***

Amendement 298

Proposition de règlement Article 39 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

3. La Commission peut fixer des normes techniques pour les mécanismes de certification, ainsi que des marques et labels en matière de protection des données, afin de promouvoir et de reconnaître les mécanismes de certification ainsi que les marques et

Amendement

supprimé

labels en matière de protection des données. Les actes d'exécution correspondants sont adoptés conformément à la procédure d'examen prévue à l'article 87, paragraphe 2.

Amendement 299

Proposition de règlement

Article 41 – paragraphe 2 – point a

Texte proposé par la Commission

a) la primauté du droit, la législation pertinente en vigueur, tant générale que sectorielle, notamment en ce qui concerne la sécurité publique, la défense, la sécurité nationale et le droit pénal, les règles professionnelles et les mesures de sécurité qui sont respectées dans le pays en question ou par l'organisation internationale en question, ainsi que l'existence de droits effectifs et opposables, y compris un droit de recours administratif et judiciaire effectif des personnes concernées, notamment celles ayant leur résidence sur le territoire de l'Union et dont les données à caractère personnel sont transférées;

Amendement

a) la primauté du droit, la législation pertinente en vigueur, tant générale que sectorielle, notamment en ce qui concerne la sécurité publique, la défense, la sécurité nationale et le droit pénal, *ainsi que l'application de cette législation*, les règles professionnelles et les mesures de sécurité qui sont respectées dans le pays en question ou par l'organisation internationale en question, ainsi que l'existence de droits effectifs et opposables, y compris un droit de recours administratif et judiciaire effectif des personnes concernées, notamment celles ayant leur résidence sur le territoire de l'Union et dont les données à caractère personnel sont transférées;

Amendement 300

Proposition de règlement

Article 41 – paragraphe 4 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

4 bis. Si la surveillance de toute autre source donne à la Commission des raisons de penser qu'un pays ou une organisation internationale concernés par une décision adoptée au titre du paragraphe 3 n'apportent plus un niveau adéquat de protection au sens du paragraphe 2, la Commission réexamine

cette décision.

Amendement 301

Proposition de règlement

Article 42 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

1. Lorsque la Commission n'a pas adopté de décision en vertu l'article 41, le transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale n'est possible que si le responsable du traitement ou le sous-traitant a offert des garanties appropriées en ce qui concerne la protection des données à caractère personnel dans un instrument juridiquement contraignant.

Amendement

1. Lorsque la Commission n'a pas adopté de décision en vertu l'article 41 ***ou lorsqu'elle décide qu'un pays tiers, un territoire ou un secteur de traitement de données dans ce pays tiers, ou une organisation internationale n'offre pas un niveau adéquat de protection des données conformément au paragraphe 5 dudit article***, le transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale ***qui transfère des données dans un contexte international*** n'est possible que si le responsable du traitement ou le sous-traitant a offert des garanties appropriées en ce qui concerne la protection des données à caractère personnel dans un instrument juridiquement contraignant ***et si ce responsable ou ce sous-traitant s'est assuré, le cas échéant sur la base d'une analyse d'impact, que le destinataire des données dans le pays tiers applique des normes élevées en matière de protection des données.***

Ces garanties assurent au moins le respect des principes concernant le traitement des données personnelles conformément à l'article 5 et le respect des droits des personnes concernées conformément au chapitre III.

Amendement 302

Proposition de règlement

Article 42 – paragraphe 2 – point b

Texte proposé par la Commission

b) des clauses types de protection des données adoptées par la Commission. Les actes d'exécution correspondants sont adoptés conformément à la procédure d'examen prévue à l'article 87, paragraphe 2; ou

Amendement

b) des clauses types de protection des données, ***entre le responsable du traitement ou le sous-traitant et le destinataire des données (qui peut être un sous-traitant ultérieur) situé hors de l'Espace économique européen (EEE), qui peuvent comprendre des clauses types en matière de transferts ultérieurs à un bénéficiaire situé hors de l'EEE***, adoptées par la Commission. Les actes d'exécution correspondants sont adoptés conformément à la procédure d'examen prévue à l'article 87, paragraphe 2; ou

Justification

Il s'agit d'un ajout important pour clarifier la relation entre les responsables du traitement, les sous-traitants et les sous-traitants ultérieurs dans le cadre des transferts internationaux de données.

Amendement 303

Proposition de règlement

Article 42 – paragraphe 2 – point c

Texte proposé par la Commission

c) des clauses types de protection des données adoptées par une autorité de contrôle conformément au mécanisme de contrôle de la cohérence prévu à l'article 57, lorsque la Commission a constaté leur applicabilité générale conformément à l'article 62, paragraphe 1, point b); ou

Amendement

c) des clauses types de protection des données, ***entre le responsable du traitement ou le sous-traitant et le destinataire des données (qui peut être un sous-traitant ultérieur) situé hors de l'EEE, qui peuvent comprendre des clauses types en matière de transferts ultérieurs à un bénéficiaire situé hors de l'EEE***, adoptées par une autorité de contrôle conformément au mécanisme de contrôle de la cohérence prévu à l'article 57, lorsque la Commission a constaté leur applicabilité générale conformément à l'article 62, paragraphe 1, point b); ou

Justification

Il s'agit d'un ajout important pour clarifier la relation entre les responsables du traitement, les sous-traitants et les sous-traitants ultérieurs dans le cadre des transferts internationaux de données.

Amendement 304

Proposition de règlement

Article 42 – paragraphe 2 – point d

Texte proposé par la Commission

d) des clauses contractuelles liant le responsable du traitement ou le sous-traitant et le destinataire des données, approuvées par une autorité de contrôle conformément au paragraphe 4.

Amendement

d) des clauses contractuelles liant le responsable du traitement ou le sous-traitant et le destinataire des données, approuvées par une autorité de contrôle conformément au paragraphe 4; **ou**

Amendement 305

Proposition de règlement

Article 42 – paragraphe 2 – point d bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

d bis) des clauses contractuelles liant le responsable du traitement ou le sous-traitant et le bénéficiaire des données qui s'ajoutent aux clauses types de protection des données visées aux points b) et c) du présent paragraphe et qui sont autorisées par l'autorité de contrôle compétente conformément au paragraphe 4;

Justification

Cet amendement inciterait les organisations à aller au-delà des exigences réglementaires de base pour se conformer à des régimes tels qu'une "marque de protection des données" ou un "label de confiance".

Amendement 306

Proposition de règlement

Article 42 – paragraphe 2 – point d ter (nouveau)

d ter) à des fins historiques, statistiques ou scientifiques, les mesures visées à l'article 83, paragraphe 4.

Amendement 307

Proposition de règlement Article 42 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

Amendement

3. Un transfert effectué en vertu **de clauses types de protection des données ou de règles d'entreprise contraignantes telles que celles visées au** paragraphe 2, points a), b) ou c), ne nécessite pas d'autre autorisation.

3. Un transfert effectué en vertu **du** paragraphe 2, points a), b), **c)** ou **e)**, ne nécessite pas d'autre autorisation.

Justification

Un transfert, à des fins de recherches, de données codées qui ne peuvent être et ne seront pas à nouveau identifiées par des bénéficiaires situés dans des pays tiers devrait être autorisé sans charge administrative supplémentaire.

Amendement 308

Proposition de règlement Article 42 – paragraphe 4

Texte proposé par la Commission

Amendement

4. **Lorsqu'un transfert est effectué en vertu de clauses contractuelles telles que celles visées au paragraphe 2, point d),** le responsable du traitement ou le sous-traitant doit avoir obtenu l'autorisation préalable des clauses contractuelles par l'autorité de contrôle conformément à l'article 34, paragraphe 1, point a). Si le transfert est lié à un traitement qui **porte sur des personnes concernées dans un ou plusieurs autres États membres, ou** affecte sensiblement la libre circulation des

4. Le responsable du traitement ou le sous-traitant doit avoir obtenu l'autorisation préalable des clauses contractuelles par l'autorité de contrôle **compétente** conformément à l'article 34, paragraphe 1, point a), **pour effectuer des transferts en vertu du présent article.** Si le transfert est lié à un traitement qui affecte sensiblement la libre circulation des données à caractère personnel dans l'Union, l'autorité de contrôle **compétente** applique le mécanisme de contrôle de la cohérence

données à caractère personnel dans l'Union, l'autorité de contrôle applique le mécanisme de contrôle de la cohérence prévu à l'article 57.

prévu à l'article 57.

Amendement 309

Proposition de règlement

Article 42 – paragraphe 4 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

4 bis. Un responsable du traitement ou un sous-traitant peuvent choisir de fonder les transferts sur les clauses types de protection des données visées aux points b) et c) du paragraphe 2, et de proposer, outre ces clauses types, des engagements juridiquement contraignants complémentaires applicables aux données transférées. Dans de tels cas, ces engagements complémentaires font l'objet d'une concertation préalable avec l'autorité de contrôle compétente et ils complètent les clauses types sans les contredire, directement ou indirectement. Les États membres, les autorités de contrôle et la Commission encouragent l'utilisation d'engagements complémentaires et juridiquement contraignants en proposant une marque, un label ou un mécanisme de protection des données, adopté conformément à l'article 39, aux responsables du traitement et aux sous-traitants qui adoptent ces garanties renforcées.

Justification

Les responsables du traitement et les sous-traitants disposent souvent d'une expérience directe et pratique qui démontre que des garanties supplémentaires peuvent être utiles au regard des données personnelles qu'ils transfèrent. Le règlement devrait encourager ces responsables du traitement et ces sous-traitants à proposer des garanties complémentaires lorsque celles-ci sont utiles. Ces engagements complémentaires ne doivent pas contredire les clauses types.

Amendement 310

Proposition de règlement

Article 42 – paragraphe 4 ter (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

4 ter. Afin d'encourager le recours aux clauses contractuelles complémentaires visées au paragraphe 2, point e), du présent article, les autorités compétentes peuvent proposer une marque, un label ou un mécanisme de protection des données, adoptés conformément à l'article 39, aux responsables du traitement et aux sous-traitants qui adoptent ces garanties.

Justification

Cet amendement vise à encourager l'utilisation de marques de protection des données ou de labels de confiance complémentaires.

Amendement 311

Proposition de règlement

Article 43 – paragraphe 1 – partie introductive

Texte proposé par la Commission

Amendement

1. **Une autorité** de contrôle **approuve** des règles d'entreprise contraignantes **conformément au mécanisme de contrôle de la cohérence prévu à l'article 58**, à condition:

1. **L'autorité** de contrôle **compétente autorise** des règles d'entreprise contraignantes **pour un groupe d'entreprises au moyen d'un acte d'approbation unique. Ces règles permettront de multiples transferts internationaux interentreprises à l'intérieur et à l'extérieur de l'Europe**, à condition:

Amendement 312

Proposition de règlement

Article 43 – paragraphe 1 – point a

Texte proposé par la Commission

Amendement

a) qu'elles soient juridiquement contraignantes, qu'elles s'appliquent à toutes les entités du groupe d'entreprises du responsable du traitement ou du sous-traitant, y compris à leurs salariés, et que lesdites entités en assurent le respect;

a) qu'elles soient juridiquement contraignantes, qu'elles s'appliquent à toutes les entités du groupe d'entreprises du responsable du traitement ou du sous-traitant ***et à leurs sous-traitants externes***, y compris à leurs salariés, et que lesdites entités en assurent le respect;

Justification

Dans le domaine des services informatiques en nuage, les prestataires de services font souvent appel à des sous-traitants externes qui accomplissent une tâche spécifique afin d'offrir un service et une maintenance vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept. L'autorité de contrôle devrait dès lors tenir compte de ce fait dans les règles d'entreprise contraignantes.

Amendement 313

Proposition de règlement

Article 43 – paragraphe 1 – point b

Texte proposé par la Commission

Amendement

b) qu'elles confèrent expressément aux personnes concernées des droits opposables;

b) qu'elles confèrent expressément aux personnes concernées des droits opposables ***et qu'elles soient transparentes pour elles***;

Amendement 314

Proposition de règlement

Article 43 – paragraphe 2 – point a

Texte proposé par la Commission

Amendement

a) la structure et les coordonnées du groupe d'entreprises et des entités qui le composent;

a) la structure et les coordonnées du groupe d'entreprises et des entités qui le composent, ***et de leurs sous-traitants externes***;

Amendement 315

Proposition de règlement
Article 43 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

3. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 86, aux fins de préciser davantage les critères et exigences applicables aux règles d'entreprise contraignantes au sens du présent article, notamment en ce qui concerne les critères applicables à leur approbation, l'application du paragraphe 2, points b), d), e) et f), aux règles d'entreprise contraignantes auxquelles adhèrent les sous-traitants, et les exigences nécessaires supplémentaires pour assurer la protection des données à caractère personnel des personnes concernées en question.

Amendement

3. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 86, aux fins de préciser davantage les critères et exigences applicables aux règles d'entreprise contraignantes au sens du présent article, notamment en ce qui concerne les critères applicables à leur approbation, **y compris la transparence pour les personnes concernées**, l'application du paragraphe 2, points b), d), e) et f), aux règles d'entreprise contraignantes auxquelles adhèrent les sous-traitants, et les exigences nécessaires supplémentaires pour assurer la protection des données à caractère personnel des personnes concernées en question.

Amendement 316

Proposition de règlement
Article 44 – titre

Texte proposé par la Commission

Dérogations

Amendement

Autres fondements légitimes des transferts internationaux

Amendement 317

Proposition de règlement
Article 44 – paragraphe 1 – partie introductive

Texte proposé par la Commission

1. En l'absence d'une décision relative au caractère adéquat du niveau de protection conformément à l'article 41 ou de garanties appropriées conformément à l'article 42, un transfert ou un ensemble de transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale

Amendement

1. En l'absence d'une décision relative au caractère adéquat du niveau de protection conformément à l'article 41 ou **lorsque la Commission constate par voie de décision qu'un pays tiers, ou un territoire ou un secteur de traitement de données dans le pays tiers en question, ou une**

ne peuvent être effectués qu'à condition que:

organisation internationale, n'assure pas un niveau de protection adéquat au sens du paragraphe 5 de l'article 41, ou encore en l'absence de garanties appropriées conformément à l'article 42, un transfert ou un ensemble de transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale ne peuvent être effectués qu'à condition que:

Amendement 318

Proposition de règlement

Article 44 – paragraphe 1 – point h

Texte proposé par la Commission

h) le transfert soit nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par le responsable du traitement ou le sous-traitant, ***qu'il ne puisse pas être qualifié de fréquent ou de massif*** et que le responsable du traitement ou le sous-traitant ait évalué toutes les circonstances relatives à un transfert ou à une catégorie de transferts de données et offert, sur la base de cette évaluation, des garanties appropriées au regard de la protection des données à caractère personnel, s'il y a lieu.

Amendement

h) le transfert soit nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par le responsable du traitement ou le sous-traitant et que le responsable du traitement ou le sous-traitant ait évalué toutes les circonstances relatives à un transfert ou à une catégorie de transferts de données et offert, sur la base de cette évaluation, des garanties appropriées au regard de la protection des données à caractère personnel, s'il y a lieu.

Justification

Dans notre société actuelle qui repose sur les données, rien ne justifie que les transferts fréquents ou massifs soient exclus, dans la mesure où cette décision ne reflète pas les réalités des flux de données et irait dès lors à l'encontre de l'objectif qui consiste à assurer une libre circulation des données.

Amendement 319

Proposition de règlement

Article 44 – paragraphe 5

Texte proposé par la Commission

5. L'intérêt général visé au paragraphe 1, point d), doit être reconnu par le droit de

Amendement

5. L'intérêt général visé au paragraphe 1, point d), doit être reconnu ***par des***

l'Union ou le droit de l'État membre dont relève le responsable du traitement.

conventions internationales, par le droit de l'Union ou *par* le droit de l'État membre dont relève le responsable du traitement. *Cette dérogation n'est utilisée que pour des transferts occasionnels. Dans chaque cas particulier, une analyse minutieuse de toutes les circonstances du transfert doit être effectuée.*

Amendement 320

Proposition de règlement Article 44 – paragraphe 6

Texte proposé par la Commission

Amendement

6. Le responsable du traitement ou le sous-traitant atteste la matérialité, dans la documentation visée à l'article 28, de l'évaluation et des garanties appropriées offertes visées au paragraphe 1, point h), et informe l'autorité de contrôle du transfert.

supprimé

Amendement 321

Proposition de règlement Article 44 – paragraphe 7

Texte proposé par la Commission

Amendement

7. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 86, aux fins de préciser davantage les «motifs importants d'intérêt général» au sens du paragraphe 1, point d), ainsi que les critères et exigences applicables aux garanties appropriées prévues au paragraphe 1, point h).

supprimé

Amendement 322

Proposition de règlement Article 46 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

1. Chaque État membre prévoit qu'une ***ou plusieurs autorités publiques sont chargées*** de surveiller l'application du présent règlement et de contribuer à son application cohérente dans l'ensemble de l'Union, afin de protéger les libertés et droits fondamentaux des personnes physiques en ce qui concerne le traitement de leurs données à caractère personnel et de faciliter la libre circulation de ces données au sein de l'Union. À cette fin, les autorités de contrôle coopèrent entre elles et avec la Commission.

Amendement

1. Chaque État membre prévoit qu'une ***autorité publique de contrôle soit chargée, en tant que chef de file***, de surveiller l'application du présent règlement et de contribuer à son application cohérente dans l'ensemble de l'Union, afin de protéger les libertés et droits fondamentaux des personnes physiques en ce qui concerne le traitement de leurs données à caractère personnel et de faciliter la libre circulation de ces données au sein de l'Union. À cette fin, les autorités de contrôle coopèrent entre elles et avec la Commission.

Justification

Une autorité publique de contrôle devrait clairement être désignée en tant que chef de file afin de rationaliser la mise en œuvre d'un véritable guichet unique.

Amendement 323

Proposition de règlement

Article 46 – paragraphe 3 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

3 bis. Chaque autorité de contrôle a le pouvoir de sanctionner les infractions administratives, notamment celles énoncées à l'article 79, paragraphes 4, 5 et 6. Les autorités de contrôle ne peuvent imposer des sanctions qu'aux responsables du traitement ou aux sous-traitants dont l'établissement principal se situe dans le même État membre ou en coordination conformément aux articles 56 et 57 si l'autorité de contrôle de l'établissement principal ne prend pas de mesures.

Justification

Cet amendement précise et souligne le rôle des autorités de contrôle en ce qui concerne les sanctions.

Amendement 324

Proposition de règlement Article 47 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

1. L'autorité de contrôle exerce en toute indépendance les missions et les pouvoirs qui lui sont confiés.

Amendement

1. L'autorité de contrôle exerce en toute indépendance les missions et les pouvoirs qui lui sont confiés, ***sans préjudice des dispositions relatives à la coopération et à la cohérence visées au chapitre VII.***

Justification

Il convient de tenir dûment compte des obligations des autorités de contrôle les unes à l'égard des autres au titre du mécanisme de contrôle de la cohérence.

Amendement 325

Proposition de règlement Article 48 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

1. Chaque État membre prévoit que les membres de l'autorité de contrôle doivent être nommés ***soit*** par son parlement, ***soit par son gouvernement.***

Amendement

1. Chaque État membre prévoit que les membres de l'autorité de contrôle doivent être nommés par son parlement.

Amendement 326

Proposition de règlement Article 51 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

2. Lorsque le ***traitement des données à caractère personnel a lieu dans le cadre des activités d'un responsable du traitement ou d'un sous-traitant établis dans l'Union, et lorsque le responsable du traitement ou le sous-traitant sont établis dans plusieurs États membres,*** l'autorité

Amendement

2. Lorsque le ***présent règlement s'applique en vertu de l'article 3, paragraphe 1,*** l'autorité de contrôle ***compétente est celle*** de l'État membre ***ou du territoire*** où se situe l'établissement principal du responsable du traitement ou du sous-traitant ***soumis au règlement. Les litiges***

de contrôle de l'État membre où se situe l'établissement principal du responsable du traitement ou du sous-traitant *est compétente pour contrôler les activités de traitement du responsable du traitement ou du sous-traitant dans tous les États membres*, sans préjudice des dispositions du chapitre VII du présent règlement.

Amendement 327

Proposition de règlement

Article 51 – paragraphe 2 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

sont tranchés conformément au mécanisme de contrôle de la cohérence prévu à l'article 58, et cela sans préjudice des *autres* dispositions du chapitre VII du présent règlement.

Amendement

2 bis. Lorsque le présent règlement s'applique en vertu de l'article 3, paragraphe 2, l'autorité de contrôle compétente est celle de l'État membre ou du territoire de l'Union où le sous-traitant a désigné un représentant conformément à l'article 25.

Amendement 328

Proposition de règlement

Article 51 – paragraphe 2 ter (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

2 ter. Lorsque le présent règlement s'applique à plusieurs responsables du traitement et/ou sous-traitants au sein du même groupe d'entreprises, en vertu à la fois des paragraphes 1 et 2 de l'article 3, une seule autorité de contrôle, déterminée conformément à l'article 51, paragraphe 2, est compétente.

Amendement 329

Proposition de règlement

Article 52 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

3. L'autorité de contrôle, sur demande, conseille toute personne concernée dans l'exercice des droits découlant du présent règlement et, si nécessaire, coopère à cette fin avec les autorités de contrôle d'autres États membres.

Amendement

3. L'autorité de contrôle **compétente**, sur demande, conseille toute personne concernée dans l'exercice des droits découlant du présent règlement et, si nécessaire, coopère à cette fin avec les autorités de contrôle d'autres États membres.

Amendement 330

Proposition de règlement

Article 53 – paragraphe 1 – partie introductive

Texte proposé par la Commission

1. **Chaque autorité** de contrôle a le pouvoir:

Amendement

1. **L'autorité** de contrôle **compétente** a le pouvoir:

Amendement 331

Proposition de règlement

Article 53 – paragraphe 1 – point d

Texte proposé par la Commission

d) de veiller au respect des **autorisations et** consultations préalables prévues à l'article 34;

Amendement

d) de veiller au respect des consultations préalables prévues à l'article 34;

Amendement 332

Proposition de règlement

Article 53 – paragraphe 1 – point j bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

j bis) d'informer le responsable du traitement ou le sous-traitant ou les deux des recours juridictionnels disponibles contre ses décisions.

Justification

Les dispositions sur les pouvoirs des autorités de contrôle à l'égard des responsables du traitement et/ou des sous-traitants devraient être complétées par des garanties juridiques explicites pour ces responsables et sous-traitants.

Amendement 333

Proposition de règlement

Article 53 – paragraphe 2 – alinéa 1 – partie introductive

Texte proposé par la Commission

2. **Chaque autorité** de contrôle dispose du pouvoir d'investigation lui permettant d'obtenir du responsable du traitement ou du sous-traitant:

Amendement

2. **L'autorité** de contrôle **compétente** dispose du pouvoir d'investigation lui permettant d'obtenir du responsable du traitement ou du sous-traitant:

Amendement 334

Proposition de règlement

Article 53 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

3. **Chaque autorité** de contrôle a le pouvoir de porter toute violation du présent règlement à la connaissance de l'autorité judiciaire et d'ester en justice, notamment conformément à l'article 74, paragraphe 4, et à l'article 75, paragraphe 2.

Amendement

3. **L'autorité** de contrôle **compétente** a le pouvoir de porter toute violation du présent règlement à la connaissance de l'autorité judiciaire et d'ester en justice, notamment conformément à l'article 74, paragraphe 4, et à l'article 75, paragraphe 2.

Amendement 335

Proposition de règlement

Article 53 – paragraphe 4

Texte proposé par la Commission

4. **Chaque autorité** de contrôle a le pouvoir de sanctionner les infractions administratives, notamment celles énoncées à l'article 79, paragraphes 4, 5 et 6.

Amendement

4. **L'autorité** de contrôle **compétente** a le pouvoir de sanctionner les infractions administratives, notamment celles énoncées à l'article 79, paragraphes 4, 5 et 6.

Amendement 336

Proposition de règlement Article 55 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

1. Les autorités de contrôle se communiquent toute information utile et se prêtent une assistance mutuelle en vue de mettre en œuvre et d'appliquer le présent règlement de manière cohérente, et mettent en place des mesures pour coopérer efficacement entre elles. L'assistance mutuelle couvre notamment des demandes d'information et des mesures de contrôle, telles que les demandes d'autorisation et de consultation préalables, les inspections et la communication rapide d'informations sur l'ouverture de dossiers et sur leur évolution lorsque des personnes concernées dans plusieurs autres États membres sont susceptibles de *faire l'objet de traitements*.

Amendement

1. Les autorités de contrôle se communiquent toute information utile et se prêtent une assistance mutuelle en vue de mettre en œuvre et d'appliquer le présent règlement de manière cohérente, et mettent en place des mesures pour coopérer efficacement entre elles. L'assistance mutuelle couvre notamment des demandes d'information et des mesures de contrôle, telles que les demandes d'autorisation et de consultation préalables, les inspections et la communication rapide d'informations sur l'ouverture de dossiers et sur leur évolution lorsque des personnes concernées dans plusieurs autres États membres sont susceptibles de *produire des effets juridiques au détriment des personnes concernées*.

Amendement 337

Proposition de règlement Article 55 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

2. Chaque autorité de contrôle prend toutes les mesures appropriées requises pour répondre à la demande d'une autre autorité de contrôle, sans délai et au plus tard un mois après la réception de la demande. Il peut s'agir, notamment, de la transmission d'informations utiles sur le déroulement d'une enquête ou de mesures répressives visant à faire cesser ou à interdire les traitements contraires au présent règlement.

Amendement

2. Chaque autorité de contrôle prend toutes les mesures appropriées requises pour répondre à la demande d'une autre autorité de contrôle, sans délai et au plus tard un mois après la réception de la demande. Il peut s'agir, notamment, de la transmission d'informations utiles sur le déroulement d'une enquête ou de mesures répressives visant à faire cesser ou à interdire les traitements *qui se sont avérés* contraires au présent règlement.

Amendement 338

Proposition de règlement Article 56 – paragraphe 4

Texte proposé par la Commission

4. Les autorités de contrôle définissent les modalités pratiques des actions de coopération particulières.

Amendement

4. Les autorités de contrôle définissent les modalités pratiques des actions de coopération particulières ***dans leur règlement intérieur, lequel est publié au Journal officiel de l'Union européenne.***

Amendement 339

Proposition de règlement Article 58 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

1. Avant d'adopter une mesure visée au paragraphe 2, ***toute autorité*** de contrôle communique le projet de mesure au comité européen de la protection des données et à la Commission.

Amendement

1. Avant d'adopter une mesure visée au paragraphe 2, ***l'autorité compétente*** communique le projet de mesure au comité européen de la protection des données et à la Commission.

Amendement 340

Proposition de règlement Article 58 – paragraphe 2 – point a

Texte proposé par la Commission

a) se rapporte aux traitements liés à l'offre de biens ou de services à des personnes concernées dans plusieurs États membres ou à ***l'observation de leur comportement;***
ou

Amendement

a) se rapporte aux traitements ***de données personnelles*** liés à l'offre de biens ou de services à des personnes concernées dans plusieurs États membres, ***lorsque le responsable du traitement ou le sous-traitant extérieurs à l'EEE ne désignent aucun représentant sur le territoire de l'EEE;*** ou

Justification

Cet amendement devrait inciter les entreprises de pays non membres de l'Union européenne à désigner un représentant sur le territoire de celle-ci. Il ne devrait y avoir aucune

discrimination à l'égard des entreprises de pays tiers qui sont établies dans l'Union.

Amendement 341

Proposition de règlement

Article 58 – paragraphe 2 – point b

Texte proposé par la Commission

Amendement

b) est susceptible d'affecter sensiblement la libre circulation des données à caractère personnel au sein de l'Union; ou

supprimé

Amendement 342

Proposition de règlement

Article 58 – paragraphe 2 – point c

Texte proposé par la Commission

Amendement

c) vise à l'adoption d'une liste des traitements devant faire l'objet d'une consultation préalable conformément à l'article 34, paragraphe 5, ou

supprimé

Justification

Voir les amendements apportés à l'article 34 en matière de consultation préalable: l'obligation d'élaborer des listes et de les soumettre au mécanisme de contrôle de la cohérence est trop bureaucratique et contraire à l'innovation.

Amendement 343

Proposition de règlement

Article 58 – paragraphe 2 – point d

Texte proposé par la Commission

Amendement

d) vise à la détermination de clauses types de protection des données telles que celles visées à l'article 42, paragraphe 2, point c), ou

supprimé

Amendement 344

Proposition de règlement

Article 58 – paragraphe 2 – point e

Texte proposé par la Commission

Amendement

e) vise à l'autorisation de clauses contractuelles telles que celles visées à l'article 42, paragraphe 2, point d), ou

supprimé

Amendement 345

Proposition de règlement

Article 58 – paragraphe 2 – point f

Texte proposé par la Commission

Amendement

f) vise à l'approbation de règles d'entreprise contraignantes au sens de l'article 43.

supprimé

Justification

Les autorités de contrôle devraient être compétentes, en vertu de l'effet direct du règlement, pour élaborer des règles d'entreprise contraignantes sans devoir les soumettre au mécanisme de contrôle de la cohérence.

Amendement 346

Proposition de règlement

Article 58 – paragraphe 2 – point f bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

f bis) autorise le traitement des données à des fins de recherche conformément à l'article 81, paragraphe 3, et/ou à l'article 83, paragraphe 3.

Amendement 347

Proposition de règlement

Article 58 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

3. Toute autorité de contrôle ou le comité européen de la protection des données peut demander que toute question soit traitée dans le cadre du mécanisme de contrôle de la cohérence, notamment ***lorsqu'une autorité de contrôle*** omet de soumettre pour examen un projet de mesure visé au paragraphe 2 ou ne respecte pas les obligations relatives à l'assistance mutuelle découlant de l'article 55 ou aux opérations conjointes découlant de l'article 56.

Amendement

3. Toute autorité de contrôle ou le comité européen de la protection des données peut demander que toute question soit traitée dans le cadre du mécanisme de contrôle de la cohérence, notamment ***lorsque l'autorité compétente*** omet de soumettre pour examen un projet de mesure visé au paragraphe 2 ou ne respecte pas les obligations relatives à l'assistance mutuelle découlant de l'article 55 ou aux opérations conjointes découlant de l'article 56.

Amendement 348

**Proposition de règlement
Article 58 – paragraphe 4**

Texte proposé par la Commission

4. En vue d'assurer l'application correcte et cohérente du présent règlement, la Commission peut demander que toute question soit examinée dans le cadre du mécanisme de contrôle de la cohérence.

Amendement

4. En vue d'assurer l'application correcte et cohérente du présent règlement, la Commission peut, ***en agissant pour son propre compte, et doit, à la demande d'une partie prenante***, demander que toute question soit examinée dans le cadre du mécanisme de contrôle de la cohérence.

Justification

Lorsque des incohérences concernant l'application du règlement menacent sa mise en œuvre harmonisée et affectent certaines parties prenantes, ces dernières devraient être autorisées à exprimer leurs préoccupations dans le cadre du mécanisme de contrôle de la cohérence.

Amendement 349

**Proposition de règlement
Article 58 – paragraphe 6**

Texte proposé par la Commission

6. Le président du comité européen de la protection des données transmet sans ***délai*** aux membres *du comité européen de la*

Amendement

6. Le président du comité européen de la protection des données transmet sans ***retard injustifié*** aux membres *de ce comité*

protection des données et à la Commission toutes les informations utiles qui lui ont été communiquées, par voie électronique et au moyen d'un formulaire type. *Le président du comité européen de la protection des données* fournit, si nécessaire, des traductions *des* informations utiles.

Amendement 350

Proposition de règlement Article 58 – paragraphe 8

Texte proposé par la Commission

8. L'autorité de contrôle visée au paragraphe 1 ***et l'autorité de contrôle compétente en vertu de l'article 51 tiennent*** compte de l'avis du comité européen de la protection des données et ***communiquent*** par voie électronique au président *du conseil européen de la protection des données* et à la Commission, dans un délai de deux semaines après avoir été informée de l'avis par ledit président, si ***elles maintiennent ou modifient*** le projet de mesure, et, le cas échéant, ***communiquent*** le projet de mesure modifié, au moyen d'un formulaire type.

Amendement 351

Proposition de règlement Article 61 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

1. Dans des circonstances exceptionnelles, lorsqu'une autorité de contrôle considère qu'il est urgent d'intervenir pour protéger les intérêts de personnes concernées, ***notamment*** lorsque le risque existe que l'exercice effectif du droit d'une personne concernée soit considérablement entravé par une modification de la situation existante, pour éviter des inconvénients

et à la Commission toutes les informations utiles qui lui ont été communiquées, par voie électronique et au moyen d'un formulaire type. *Il* fournit, si nécessaire, des traductions *de ces* informations utiles.

Amendement

8. L'autorité de contrôle ***compétente*** visée au paragraphe 1 ***tient*** compte de l'avis du comité européen de la protection des données et ***indique*** par voie électronique au président *de ce comité* et à la Commission, dans un délai de deux semaines après avoir été informée de l'avis par ledit président, si ***elle maintient ou modifie*** le projet de mesure, et, le cas échéant, ***communiqué*** le projet de mesure modifié, au moyen d'un formulaire type.

Amendement

1. Dans des circonstances exceptionnelles, lorsqu'une autorité de contrôle considère qu'il est urgent d'intervenir pour protéger les intérêts de personnes concernées, lorsque le risque existe que l'exercice effectif du droit d'une personne concernée soit considérablement entravé par une modification de la situation existante, pour éviter des inconvénients majeurs, elle peut,

majeurs *ou pour d'autres raisons*, elle peut, par dérogation à la procédure prévue à l'article 58, adopter sans délai des mesures provisoires ayant une durée de validité déterminée. L'autorité de contrôle communique sans délai ces mesures, dûment motivées, au comité européen de la protection des données *et* à la Commission.

par dérogation à la procédure prévue à l'article 58, adopter sans délai des mesures provisoires ayant une durée de validité déterminée. *Cette autorité* de contrôle communique sans délai ces mesures, dûment motivées, *à l'autorité de contrôle compétente*, au comité européen de la protection des données, à la Commission *et au responsable du traitement ou au sous-traitant*.

Amendement 352

Proposition de règlement Article 61 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

2. Lorsqu'une autorité de contrôle a pris une mesure en vertu du paragraphe 1 *et estime que des mesures définitives doivent être adoptées d'urgence*, elle *peut demander* un avis d'urgence du comité européen de la protection des données, en motivant sa demande, et notamment l'urgence d'adopter des mesures définitives.

Amendement

2. Lorsqu'une autorité de contrôle a pris une mesure en vertu du paragraphe 1, elle *demande* un avis d'urgence du comité européen de la protection des données, en motivant sa demande, et notamment *concernant* l'urgence d'adopter des mesures définitives.

Amendement 353

Proposition de règlement Article 62 – paragraphe 1 – alinéa 1 – point a

Texte proposé par la Commission

a) statuer sur l'application correcte du présent règlement conformément à ses objectifs et exigences quant aux questions soulevées par les autorités de contrôle conformément à l'article 58 ou à l'article 61, quant à une question au sujet de laquelle une décision motivée a été adoptée en vertu de l'article 60, paragraphe 1, ou quant à une affaire dans laquelle une autorité de contrôle omet de soumettre pour examen un projet de mesure et a indiqué qu'elle n'entendait

Amendement

supprimé

pas se conformer à l'avis de la Commission adopté en vertu de l'article 59;

Amendement 354

Proposition de règlement

Article 66 – paragraphe 1 – partie introductive

Texte proposé par la Commission

1. Le comité européen de la protection des données veille à l'application cohérente du présent règlement. À cet effet, *le comité européen de la protection des données*, de sa propre initiative **ou** à la demande de la Commission, *a notamment pour mission*:

Amendement

1. Le comité européen de la protection des données veille à l'application cohérente du présent règlement. À cet effet, *il a notamment pour mission*, de sa propre initiative, à la demande de la Commission ***ou à la demande d'autres parties prenantes***:

Amendement 355

Proposition de règlement

Article 66 – paragraphe 1 – point a

Texte proposé par la Commission

a) de conseiller **la Commission** sur toute question relative à la protection des données à caractère personnel dans l'Union, notamment sur tout projet de modification du présent règlement;

Amendement

a) de conseiller **les institutions européennes** sur toute question relative à la protection des données à caractère personnel dans l'Union, notamment sur tout projet de modification du présent règlement;

Amendement 356

Proposition de règlement

Article 66 – paragraphe 1 – point b

Texte proposé par la Commission

b) d'examiner, de sa propre initiative, à la demande de l'un de ses membres **ou à la demande** de la Commission, toute question portant sur l'application du présent règlement, et de publier des lignes

Amendement

b) d'examiner, de sa propre initiative **ou** à la demande de l'un de ses membres, de la Commission **ou d'autres parties prenantes**, toute question portant sur l'application du présent règlement, et de

directrices, des recommandations et des bonnes pratiques adressées aux autorités de contrôle, afin de favoriser l'application cohérente du présent règlement;

publier des lignes directrices, des recommandations et des bonnes pratiques adressées aux autorités de contrôle, afin de favoriser l'application cohérente du présent règlement;

Amendement 357

Proposition de règlement

Article 66 – paragraphe 4 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

4 bis. Le cas échéant, dans le cadre de l'exécution des missions définies dans le présent article, le comité européen de la protection des données consulte les parties intéressées et leur donne la possibilité de formuler des commentaires dans un délai raisonnable. Il met les résultats de la procédure de consultation à la disposition du public, sans préjudice de l'article 72.

Justification

Avant d'adopter des avis et des rapports, le comité devrait consulter les parties intéressées et leur donner la possibilité de formuler des commentaires dans un délai raisonnable, comme c'est le cas dans d'autres domaines réglementaires.

Amendement 358

Proposition de règlement

Article 68 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

Amendement

2. Le comité européen de la protection des données établit son règlement intérieur et détermine ses modalités de fonctionnement. Il adopte notamment des dispositions relatives à la poursuite de l'exercice des fonctions lorsque le mandat d'un membre expire ou en cas de démission d'un membre, à la création de sous-groupes sur des sujets ou pour des secteurs spécifiques et aux procédures qu'il applique

2. Le comité européen de la protection des données établit son règlement intérieur et détermine ses modalités de fonctionnement. Il adopte notamment des dispositions relatives à la poursuite de l'exercice des fonctions lorsque le mandat d'un membre expire ou en cas de démission d'un membre, à la création de sous-groupes sur des sujets ou pour des secteurs spécifiques et aux procédures qu'il applique

en ce qui concerne le mécanisme de contrôle de la cohérence visé à l'article 57.

en ce qui concerne le mécanisme de contrôle de la cohérence visé à l'article 57 ***et les garanties juridiques applicables aux responsables du traitement ou aux sous-traitants concernés.***

Justification

Il n'existe aucune garantie juridique pour les responsables du traitement ou les sous-traitants concernés.

Amendement 359

Proposition de règlement Article 69 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

2. Le président et les vice-présidents sont élus pour un mandat de cinq ans renouvelable.

Amendement

2. Le président et les vice-présidents sont élus pour un mandat de cinq ans renouvelable. ***Ils peuvent être révoqués par une décision du Parlement européen adoptée à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés et à la majorité des membres qui le composent.***

Amendement 360

Proposition de règlement Article 73 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

2. Tout organisme, organisation ou association qui œuvre à la protection des droits et des intérêts des personnes concernées à l'égard de la protection de leurs données à caractère personnel et qui a été valablement constitué conformément au droit d'un État membre a le droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle dans tout État membre au nom d'une ou de plusieurs personnes concernées s'il considère que les droits dont jouit une personne concernée en vertu du présent règlement ont été violés à la

Amendement

2. Tout organisme, organisation ou association qui œuvre à la protection des droits et des intérêts des personnes concernées à l'égard de la protection de leurs données à caractère personnel et qui a été valablement constitué conformément au droit d'un État membre a le droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle dans tout État membre au nom d'une ou de plusieurs personnes concernées ***faisant partie de ses membres*** s'il considère que les droits dont jouit une personne concernée en vertu du présent

suite du traitement de données à caractère personnel.

règlement ont été violés à la suite du traitement de données à caractère personnel ***et s'il dispose d'une dotation financière minimale de 80 000 euros ainsi que de membres représentatifs organisés selon une structure correspondante.***

Justification

Une dotation financière minimale et des membres représentatifs sont nécessaires pour garantir que l'instrument du recours collectif ne soit pas utilisé de manière abusive et que cela n'entraîne pas la création d'associations ayant pour seul but de former des recours, ainsi que pour garantir une couverture minimale des frais d'avocats et de justice.

Amendement 361

Proposition de règlement Article 75 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

2. Une action contre un responsable du traitement ou un sous-traitant est intentée devant les juridictions de l'État membre dans lequel le responsable du traitement ou le sous-traitant dispose d'un établissement. Une telle action peut aussi être intentée devant les juridictions de l'État membre dans lequel la personne concernée a sa résidence habituelle, sauf si le responsable du traitement est une autorité publique agissant dans l'exercice de ses prérogatives de puissance publique.

Amendement

2. Une action contre un responsable du traitement ou un sous-traitant est intentée devant les juridictions de l'État membre dans lequel le responsable du traitement ou le sous-traitant dispose d'un établissement. Une telle action peut aussi être intentée devant les juridictions de l'État membre dans lequel la personne concernée a sa résidence habituelle, sauf si le responsable du traitement est une autorité publique agissant dans l'exercice de ses prérogatives de puissance publique. ***Cette dérogation ne s'applique pas aux autorités publiques des pays tiers.***

Amendement 362

Proposition de règlement Article 76 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

1. Tout organisme, organisation ou association visé à l'article 73, paragraphe 2, est habilité à exercer les droits prévus ***aux***

Amendement

1. Tout organisme, organisation ou association visé à l'article 73, paragraphe 2, est habilité à exercer les droits prévus ***à***

articles 74 et 75 au nom d'une ou de plusieurs personnes concernées.

l'article 74 au nom d'une ou de plusieurs personnes concernées. ***Les réparations visées à l'article 77 ne peuvent pas être demandées par les organismes, les organisations ou les associations au sens de l'article 73, paragraphe 2.***

Amendement 363

Proposition de règlement Article 77 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

1. Toute personne ayant subi un dommage du fait d'un traitement illicite ou de toute action incompatible avec le présent règlement a le droit d'obtenir du responsable du traitement ***ou du sous-traitant*** réparation du préjudice subi.

Amendement

1. Toute personne ayant subi un dommage du fait d'un traitement illicite ou de toute action incompatible avec le présent règlement a le droit d'obtenir du responsable du traitement réparation du préjudice subi.

Amendement 364

Proposition de règlement Article 77 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

2. Lorsque plusieurs responsables du traitement ***ou sous-traitants*** ont participé au traitement, chacun d'entre eux est solidairement responsable de la totalité du montant du dommage.

Amendement

2. Lorsque plusieurs responsables du traitement ont participé au traitement, chacun d'entre eux est solidairement responsable de la totalité du montant du dommage ***dans la mesure où la responsabilité respective des responsables conjoints du traitement n'a pas été déterminée dans l'accord mentionné à l'article 24. Dans le cas d'un groupe d'entreprises, l'ensemble du groupe est responsable en tant qu'entité économique unique.***

Amendement 365

Proposition de règlement Article 77 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

3. Le responsable du traitement ***ou le sous-traitant*** peut être exonéré partiellement ou totalement de cette responsabilité s'il prouve que le fait qui a provoqué le dommage ne lui est pas imputable.

Amendement

3. Le responsable du traitement peut être exonéré partiellement ou totalement de cette responsabilité s'il prouve que le fait qui a provoqué le dommage ne lui est pas imputable.

Amendement 366

**Proposition de règlement
Article 79 – paragraphe 1**

Texte proposé par la Commission

1. ***Chaque autorité*** de contrôle est habilitée à infliger des sanctions administratives en conformité avec le présent article.

Amendement

1. ***L'autorité*** de contrôle ***compétente*** est habilitée à infliger des sanctions administratives en conformité avec le présent article.

Amendement 367

**Proposition de règlement
Article 79 – paragraphe 2**

Texte proposé par la Commission

2. Dans chaque cas, la sanction administrative doit être effective, proportionnée et dissuasive. Le montant de l'amende administrative est fixé en tenant dûment compte de la nature, de la gravité et de la durée de la violation, du fait que l'infraction a été commise de propos délibéré ou par négligence, du degré de responsabilité de la personne physique ou morale en cause et de violations antérieurement commises par elle, des mesures et procédures techniques et d'organisation mises en œuvre conformément à l'article 23 et du degré de coopération avec l'autorité de contrôle en vue de remédier à la violation.

Amendement

2. Dans chaque cas, la sanction administrative doit être effective, proportionnée et dissuasive. Le montant de l'amende administrative est fixé en tenant dûment compte de la nature, de la gravité et de la durée de la violation, ***de la sensibilité des données concernées***, du fait que l'infraction a été commise de propos délibéré ou par négligence, ***du degré de préjudice causé par la violation***, du degré de responsabilité de la personne physique ou morale en cause et de violations antérieurement commises par elle, des mesures et procédures techniques et d'organisation mises en œuvre conformément à l'article 23 et du degré de coopération avec l'autorité de contrôle en vue de remédier à la violation. ***Si, dans le***

cadre de l'imposition de ces sanctions, un certain pouvoir de discrétion est accordé pour tenir compte des circonstances exposées ci-dessus et d'autres faits spécifiques à la situation, les divergences dans l'application des sanctions administratives peuvent faire l'objet d'un examen, conformément au mécanisme de contrôle de la cohérence. Le cas échéant, l'autorité chargée de la protection des données est aussi habilitée à exiger qu'un délégué à la protection des données soit désigné si l'organisme, l'organisation ou l'association a choisi de ne pas le faire.

Amendement 368

Proposition de règlement

Article 79 – paragraphe 2 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

2 bis. Les circonstances aggravantes qui jouent dans le sens d'amendes administratives correspondant aux limites supérieures établies aux paragraphes 4 et 6 comprennent notamment:

- i) les violations répétées commises dans le mépris total du droit applicable;*
- ii) le refus de coopérer dans le cadre d'une procédure d'exécution forcée ou l'entrave à cette dernière;*
- iii) les violations qui sont délibérées, graves et susceptibles de causer des dommages substantiels;*
- iv) le fait qu'aucune analyse d'impact relative à la protection des données n'a été réalisée;*
- v) le fait qu'aucun délégué à la protection des données n'a été désigné.*

Amendement 369

Proposition de règlement
Article 79 – paragraphe 2 ter (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

2 ter. Les circonstances atténuantes qui jouent dans le sens d'amendes administratives correspondant aux limites inférieures établies aux paragraphes 4 et 6 comportent notamment:

- i) les mesures prises par la personne physique ou morale pour assurer le respect des obligations pertinentes;**
- ii) une véritable incertitude quant à savoir si l'activité était constitutive d'une violation des obligations pertinentes;**
- iii) la cessation immédiate de la violation dès que la personne physique ou morale a appris qu'il s'agissait d'une infraction;**
- iv) la coopération dans le cadre de toute procédure d'exécution forcée;**
- v) le fait qu'une analyse d'impact relative à la protection des données a été menée;**
- vi) le fait qu'un délégué à la protection des données a été désigné.**

Amendement 370

Proposition de règlement
Article 79 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

Amendement

3. Lors du premier manquement non intentionnel au présent règlement, l'autorité de contrôle peut donner un avertissement par écrit *mais n'impose aucune* sanction:

a) lorsqu'une personne physique traite des données à caractère personnel en l'absence de tout intérêt commercial; ou

3. L'autorité de contrôle peut donner un avertissement par écrit *sans imposer de* sanction. *Elle peut infliger une amende pouvant s'élever à un million d'euros en cas de violations répétées et délibérées, ou, dans le cas d'une entreprise, à 1 % de son chiffre d'affaires annuel mondial.*

b) lorsqu'une entreprise ou un organisme comptant moins de 250 salariés traite des données à caractère personnel uniquement dans le cadre d'une activité qui est accessoire à son activité principale.

Justification

Il faut conserver le montant de l'amende maximale qui peut être infligée par une autorité de contrôle, à savoir un million d'euros et, pour les entreprises, 1 % de leur chiffre d'affaires annuel mondial. Toutefois, il faut maintenir l'indépendance des autorités de contrôle consacrée à l'article 8, paragraphe 3, de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. En outre, le mécanisme de contrôle de la cohérence et notamment l'article 58, paragraphes 3 et 4, peut contribuer à une politique harmonisée dans l'Union en matière de sanctions administratives.

Amendement 371

Proposition de règlement

Article 79 – paragraphe 4 – partie introductive

Texte proposé par la Commission

Amendement

4. L'autorité de contrôle inflige une amende pouvant s'élever à 250 000 EUR ou, dans le cas d'une entreprise, à 0,5 % de son chiffre d'affaires annuel mondial, à quiconque, de propos délibéré ou par négligence:

supprimé

Amendement 372

Proposition de règlement

Article 79 – paragraphe 4 – point a

Texte proposé par la Commission

Amendement

a) ne prévoit pas les mécanismes permettant aux personnes concernées de formuler des demandes ou ne répond pas sans tarder ou sous la forme requise aux personnes concernées conformément à l'article 12, paragraphes 1 et 2;

supprimé

Amendement 373

Proposition de règlement

Article 79 – paragraphe 4 – point b

Texte proposé par la Commission

Amendement

b) perçoit des frais pour les informations ou pour les réponses aux demandes de personnes concernées en violation de l'article 12, paragraphe 4. *supprimé*

Amendement 374

Proposition de règlement

Article 79 – paragraphe 5 – partie introductive

Texte proposé par la Commission

Amendement

5. L'autorité de contrôle inflige une amende pouvant s'élever à 500 000 EUR ou, dans le cas d'une entreprise, à 1 % de son chiffre d'affaires annuel mondial, à quiconque, de propos délibéré ou par négligence: *supprimé*

Amendement 375

Proposition de règlement

Article 79 – paragraphe 5 – point a

Texte proposé par la Commission

Amendement

a) ne fournit pas les informations, fournit des informations incomplètes ou ne fournit pas les informations de façon suffisamment transparente à la personne concernée conformément à l'article 11, à l'article 12, paragraphe 3, et à l'article 14; *supprimé*

Amendement 376

Proposition de règlement

Article 79 – paragraphe 5 – point b

Texte proposé par la Commission

Amendement

b) ne fournit pas un accès à la personne concernée, ne rectifie pas les données à caractère personnel conformément aux articles 15 et 16 ou ne communique pas les informations en cause à un destinataire conformément à l'article 13;

supprimé

Amendement 377

Proposition de règlement

Article 79 – paragraphe 5 – point c

Texte proposé par la Commission

Amendement

c) ne respecte pas le droit à l'oubli numérique ou à l'effacement, omet de mettre en place des mécanismes garantissant le respect des délais ou ne prend pas toutes les mesures nécessaires pour informer les tiers qu'une personne concernée demande l'effacement de tout lien vers les données à caractère personnel, ou la copie ou la reproduction de ces données conformément à l'article 17.

supprimé

Amendement 378

Proposition de règlement

Article 79 – paragraphe 5 – point d

Texte proposé par la Commission

Amendement

d) omet de fournir une copie des données à caractère personnel sous forme électronique ou fait obstacle à ce que la personne concernée transmette ses données à caractère personnel à une autre application en violation de l'article 18;

supprimé

Amendement 379

Proposition de règlement

Article 79 – paragraphe 5 – point e

Texte proposé par la Commission

Amendement

e) omet de définir ou ne définit pas suffisamment les obligations respectives des responsables conjoints du traitement conformément à l'article 24;

supprimé

Amendement 380

Proposition de règlement

Article 79 – paragraphe 5 – point f

Texte proposé par la Commission

Amendement

f) ne tient pas, ou pas suffisamment, à jour la documentation conformément à l'article 28, à l'article 31, paragraphe 4, et à l'article 44, paragraphe 3;

supprimé

Amendement 381

Proposition de règlement

Article 79 – paragraphe 5 – point g

Texte proposé par la Commission

Amendement

g) ne respecte pas, lorsque des catégories particulières de données ne sont pas concernées, conformément aux articles 80, 82 et 83, les règles en matière de liberté d'expression, les règles sur le traitement de données à caractère personnel en matière d'emploi ou les conditions de traitement à des fins de recherche historique, statistique et scientifique.

supprimé

Amendement 382

Proposition de règlement

Article 79 – paragraphe 6 – partie introductive

Texte proposé par la Commission

Amendement

6. L'autorité de contrôle inflige une amende pouvant s'élever à 1 000 000 EUR ou, dans le cas d'une entreprise, à 2 % de son chiffre d'affaires annuel mondial, à quiconque, de propos délibéré ou par négligence: *supprimé*

Amendement 383

Proposition de règlement

Article 79 – paragraphe 6 – point a

Texte proposé par la Commission

Amendement

a) traite des données à caractère personnel sans base juridique ou sans base juridique suffisante à cette fin ou ne respecte pas les conditions relatives au consentement conformément aux articles 6, 7 et 8; *supprimé*

Amendement 384

Proposition de règlement

Article 79 – paragraphe 6 – point b

Texte proposé par la Commission

Amendement

b) traite des catégories particulières de données en violation des articles 9 et 81; *supprimé*

Amendement 385

Proposition de règlement

Article 79 – paragraphe 6 – point c

Texte proposé par la Commission

Amendement

c) ne respecte pas une opposition ou ne se conforme pas à l'obligation prévue à l'article 19;

supprimé

Amendement 386

Proposition de règlement

Article 79 – paragraphe 6 – point d

Texte proposé par la Commission

Amendement

d) ne respecte pas les conditions relatives aux mesures fondées sur le profilage conformément à l'article 20;

supprimé

Amendement 387

Proposition de règlement

Article 79 – paragraphe 6 – point e

Texte proposé par la Commission

Amendement

e) omet d'adopter des règles internes ou de mettre en œuvre les mesures requises pour assurer et prouver le respect des obligations énoncées aux articles 22, 23 et 30;

supprimé

Amendement 388

Proposition de règlement

Article 79 – paragraphe 6 – point f

Texte proposé par la Commission

Amendement

f) omet de désigner un représentant conformément à l'article 25;

supprimé

Amendement 389

Proposition de règlement

Article 79 – paragraphe 6 – point g

Texte proposé par la Commission

Amendement

g) traite des données à caractère personnel ou donne l'instruction d'en effectuer le traitement en violation des obligations, énoncées aux articles 26 et 27, en matière de traitement réalisé pour le compte d'un responsable du traitement;

supprimé

Amendement 390

Proposition de règlement

Article 79 – paragraphe 6 – point h

Texte proposé par la Commission

Amendement

h) omet de signaler ou de notifier une violation de données à caractère personnel, ou omet de notifier la violation en temps utile ou de façon complète à l'autorité de contrôle ou à la personne concernée conformément aux articles 31 et 32;

supprimé

Amendement 391

Proposition de règlement

Article 79 – paragraphe 6 – point i

Texte proposé par la Commission

Amendement

i) omet d'effectuer une analyse d'impact relative à la protection des données ou traite des données à caractère personnel sans autorisation préalable ou consultation préalable de l'autorité de contrôle conformément aux articles 33 et 34;

supprimé

Amendement 392

Proposition de règlement

Article 79 – paragraphe 6 – point j

Texte proposé par la Commission

Amendement

j) omet de désigner un délégué à la protection des données ou de veiller à ce que les conditions pour l'accomplissement de ses missions soient réunies conformément aux articles 35, 36 et 37;

supprimé

Amendement 393

Proposition de règlement

Article 79 – paragraphe 6 – point k

Texte proposé par la Commission

Amendement

k) fait un usage abusif d'une marque ou d'un label de protection des données au sens de l'article 39;

supprimé

Amendement 394

Proposition de règlement

Article 79 – paragraphe 6 – point l

Texte proposé par la Commission

Amendement

l) effectue ou donne l'instruction d'effectuer, vers un pays tiers ou à une organisation internationale, un transfert de données qui n'est pas autorisé par une décision relative au caractère adéquat du niveau de protection, couvert par des garanties appropriées ou par une dérogation conformément aux articles 40 à 44;

supprimé

Amendement 395

Proposition de règlement

Article 79 – paragraphe 6 – point m

Texte proposé par la Commission

Amendement

m) ne respecte pas une injonction, une interdiction temporaire ou définitive de traitement ou la suspension de flux de données par l'autorité de contrôle conformément à l'article 53, paragraphe 1;

supprimé

Amendement 396

Proposition de règlement

Article 79 – paragraphe 6 – point n

Texte proposé par la Commission

Amendement

n) ne respecte pas l'obligation de prêter assistance, de répondre ou de fournir des informations utiles à l'autorité de contrôle ou de lui donner accès aux locaux conformément à l'article 28, paragraphe 3, à l'article 29, à l'article 34, paragraphe 6, et à l'article 53, paragraphe 2;

supprimé

Amendement 397

Proposition de règlement

Article 79 – paragraphe 6 – point o

Texte proposé par la Commission

Amendement

ou ne respecte pas les règles de protection du secret professionnel conformément à l'article 84.

supprimé

Amendement 398

Proposition de règlement

Article 79 – paragraphe 7

7. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 86 aux fins d'adapter le montant des amendes administratives prévues aux paragraphes 4, 5 et 6, en tenant compte des critères énoncés au paragraphe 2.

supprimé

Amendement 399

Proposition de règlement Article 80 – paragraphe 1

1. Les **États membres prévoient, pour les** traitements de données à caractère personnel effectués aux seules fins de journalisme ou d'expression artistique ou littéraire, **des exemptions et dérogations aux dispositions sur les principes généraux du chapitre II, sur les droits de la personne concernée du chapitre III, sur le responsable du traitement et le sous-traitant du chapitre IV, sur le transfert de données à caractère personnel vers des pays tiers et à des organisations internationales du chapitre V, sur les autorités de contrôle indépendantes du chapitre VI et sur la coopération et la cohérence du chapitre VII,** pour concilier le droit à la protection des données à caractère personnel avec les règles régissant la liberté d'expression.

1. **Le chapitre II (principes généraux), le chapitre III (droits de la personne concernée), le chapitre IV (responsable du traitement et sous-traitant), le chapitre V (transfert de données à caractère personnel vers des pays tiers et à des organisations internationales), le chapitre VI (autorités de contrôle indépendantes), le chapitre VII (coopération et cohérence) et les articles 73, 74, 76 et 79 du chapitre VIII (voies de recours, responsabilité et sanctions) ne s'appliquent pas aux** traitements de données à caractère personnel effectués aux seules fins de journalisme ou d'expression artistique ou littéraire, pour concilier le droit à la protection des données à caractère personnel avec les règles régissant la liberté d'expression.

Justification

The new draft legislation on data protection takes the form of a regulation and thus is directly applicable. If data protection law applies directly, the freedom of the press exception must also be directly applicable. An implementation by Member States should not lower down the current level of protection. Furthermore, the exemption should be extended to Articles 73, 74, 76 and 79 of Chapter VIII (on Remedies, Liabilities and Sanctions) because these Articles include new elements which go far beyond what is foreseen in the current directive and are not suitable for journalistic activities or pose a serious threat to press freedom.

Amendement 400

Proposition de règlement

Article 80 – paragraphe 1 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

1 bis. Le comité européen de la protection des données donne des orientations indiquant quand de telles exemptions ou dérogations peuvent s'avérer nécessaires, après consultation de représentants de la presse, des auteurs et artistes, des personnes concernées et des organisations de la société civile pertinentes.

Amendement 401

Proposition de règlement

Article 80 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

Article 80 bis

Traitement des données à caractère personnel et principe du droit d'accès du public aux documents officiels

Les données à caractère personnel contenues dans les documents détenus par une autorité publique ou un organe public peuvent être divulguées par cette autorité ou cet organe conformément à la législation de l'État membre relative à l'accès du public aux documents officiels, qui concilie le droit à la protection des données à caractère personnel et le principe du droit d'accès du public aux documents officiels.

Justification

Il est essentiel de veiller à ce que le contrôle des affaires publiques par le public ne soit pas indûment entravé par les règles de protection des données. Comme indiqué dans des avis du CEPD, du groupe de travail "Article 29" et de la FRA, le principe du droit d'accès du public

aux documents officiels doit dès lors être garanti.

Amendement 402

Proposition de règlement Article 81 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

3. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 86, aux fins de préciser davantage d'autres motifs d'intérêt général dans le domaine de la santé publique au sens du paragraphe 1, point b), ainsi que les critères et exigences applicables aux garanties encadrant le traitement de données à caractère personnel aux fins prévues au paragraphe 1.

Amendement

supprimé

Amendement 403

Proposition de règlement Article 82 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

1. Dans les limites du présent règlement, les États membres peuvent adopter, par voie législative, un régime spécifique pour le traitement des données à caractère personnel des salariés en matière d'emploi, aux fins, notamment, du recrutement, de l'exécution du contrat de travail, y compris le respect des obligations fixées par la loi ou par des conventions collectives, de la gestion, de la planification et de l'organisation du travail, de la santé et de la sécurité au travail, aux fins de l'exercice et de la jouissance des droits et des avantages liés à l'emploi, individuellement ou collectivement, ainsi qu'aux fins de la résiliation de la relation de travail.

Amendement

1. ***Sans préjudice*** du présent règlement, les États membres ***ou les employeurs et les salariés, agissant par le biais d'une convention collective,*** peuvent adopter, par voie législative, un régime spécifique pour le traitement des données à caractère personnel des salariés en matière d'emploi, aux fins, notamment, du recrutement, de l'exécution du contrat de travail, y compris le respect des obligations fixées par la loi ou par des conventions collectives, de la gestion, de la planification et de l'organisation du travail, ***de condamnations pénales,*** de la santé et de la sécurité au travail, aux fins de l'exercice et de la jouissance des droits et des avantages liés à l'emploi, individuellement ou collectivement, ainsi qu'aux fins de la résiliation de la relation de travail.

Amendement 404

Proposition de règlement Article 82 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

3. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 86, aux fins de préciser davantage les critères et les exigences applicables aux garanties encadrant le traitement de données à caractère personnel aux fins prévues au paragraphe 1.

Amendement

supprimé

Amendement 405

Proposition de règlement Article 83 – paragraphe 1 – partie introductive

Texte proposé par la Commission

1. Dans les limites du présent règlement, les données à caractère personnel ne peuvent faire l'objet d'un traitement à des fins de recherche historique, statistique ou scientifique que si:

Amendement

1. Sans préjudice du présent règlement, les données à caractère personnel **qui n'entrent pas dans les catégories visées à l'article 8** ne peuvent faire l'objet d'un traitement à des fins historiques, statistiques ou scientifiques **en vertu de l'article 6, paragraphe 2, et de l'article 9, paragraphe 2, point i)**, que si:

Amendement 406

Proposition de règlement Article 83 – paragraphe 1 – point a

Texte proposé par la Commission

a) ces finalités ne peuvent être atteintes **d'une autre façon** par le traitement de données qui ne permettent pas ou ne permettent plus d'identifier la personne concernée;

Amendement

a) ces finalités ne peuvent être **raisonnablement** atteintes par le traitement de données qui ne permettent pas ou ne permettent plus d'identifier la personne concernée;

Amendement 407

Proposition de règlement

Article 83 – paragraphe 1 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

1 bis. Le traitement ultérieur des données à des fins historiques, statistiques ou scientifiques n'est pas considéré comme incompatible en vertu de l'article 5, paragraphe 1, point b), pour autant:

a) qu'il soit soumis aux conditions et garanties du présent article et

b) qu'il respecte toute autre législation pertinente.

Amendement 408

Proposition de règlement

Article 83 – paragraphe 1 ter (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

1 ter. Dans les limites du présent règlement, et en particulier du présent article, les États membres peuvent adopter des réglementations spécifiques concernant le traitement des données à caractère personnel à des fins de recherche scientifique, et en particulier de recherche en matière de santé publique.

Justification

Les règles de protection des données au niveau des États membres sont complexes et nuancées également en ce qui concerne la recherche en matière de santé publique. Les législateurs des États membres devraient être habilités à maintenir ou adopter des mesures concrètes concernant l'évaluation éthique de la recherche en matière de santé publique, menée sans devoir obtenir le consentement de la personne concernée. L'évaluation éthique au niveau des États membres donne aux personnes concernées la garantie que l'utilisation et la réutilisation de leurs données à caractère personnel à des fins de recherche sont conformes aux valeurs sociétales à ce moment donné.

Amendement 409

Proposition de règlement
Article 83 – paragraphe 2 – point c bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

c bis) les données à caractère personnel sont traitées afin d'élaborer des rapports de données agrégées, entièrement composés de données anonymisées, de données pseudonymisées ou de données anonymisées et pseudonymisées.

Justification

L'objectif de ces rapports n'est pas d'identifier des individus ni de remonter jusqu'à eux. Pour élaborer ces rapports, différents ensembles de données sont regroupés de manière anonyme et n'ont pas d'incidences sur la protection de la vie privée. La mesure de l'audience des sites internet est un exemple de rapports de données agrégées.

Amendement 410

Proposition de règlement
Article 83 – paragraphe 2 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

2 bis. Lorsque des données à caractère personnel sont collectées à des fins statistiques et de santé publique, elles sont rendues anonymes immédiatement après la fin de leur collecte et des opérations de contrôle ou de comparaison, sauf si les données permettant l'identification demeurent nécessaires à des fins statistiques¹ et de santé publique, telles que la recherche épidémiologique, clinique et de transfert.

¹ Paragraphe 8 de l'annexe de la recommandation n° R (97) du Conseil de l'Europe concernant la protection des données à caractère personnel collectées et traitées à des fins statistiques – adoptée par le Comité des ministres, le 30 septembre 1997, lors de la 602^e réunion des représentants des

ministres.

Justification

La recherche épidémiologique dépend largement de l'utilisation de "données liées" et ne peut pas être menée avec des données complètement anonymisées ou pseudonymisées. La recherche liée est un luxe réservé à certains pays de l'Union européenne et les mesures suggérées dans le règlement contraignant à l'examen risquent de mettre fin à ce type crucial de recherche.

Amendement 411

Proposition de règlement

Article 83 – paragraphe 2 ter (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

2 ter. Un responsable du traitement ou un sous-traitant peut transférer des données à caractère personnel à un pays tiers ou à une organisation internationale à des fins historiques, statistiques ou scientifiques si:

a) ces finalités ne peuvent être atteintes d'une autre façon par le traitement de données qui ne permettent pas ou ne permettent plus d'identifier la personne concernée;

b) le destinataire n'a pas raisonnablement accès à des données permettant de rattacher des informations à une personne concernée identifiée ou identifiable; ainsi que

c) les clauses contractuelles liant le responsable du traitement ou le sous-traitant et le destinataire des données interdisent la réidentification de la personne concernée et limitent le traitement conformément aux conditions et garanties prévues dans le présent article.

Justification

Un destinataire de données codées, transférées à des fins de recherche scientifique, n'a aucun moyen de réidentifier les personnes concernées et, en vertu de cet amendement, n'a pas accès

à la clé et est empêché contractuellement de réidentifier ces personnes. Cet amendement formaliserait une procédure permettant d'assurer raisonnablement que les données codées ne peuvent pas être et ne seront pas réidentifiées par les destinataires situés dans des pays tiers, ce qui permettrait le transfert de ces données sans autres charges.

Amendement 412

Proposition de règlement

Article 83 – paragraphe 2 quater (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

2 quater. Lorsqu'il est demandé à la personne concernée de donner son consentement pour le traitement de données médicales exclusivement à des fins de recherche de santé publique, il est possible de laisser à la personne concernée l'option du consentement général au traitement à des fins de recherche épidémiologique, clinique et de transfert.

Justification

In many fields of medicine and science, it is crucial for researchers to be able to follow the data of a certain patient they have been monitoring. This enables the researchers to understand and constantly improve their search for new treatments and cures. Importantly, epidemiological research involves monitoring populations to decipher trends in lifestyle, genetics, diseases among others, and is crucial for furthering public health research, an example of which is patient registries. Thus record linkage should remain possible, when it comes to the case of using medical data solely for the furthering of public health research, specifically epidemiological, translational and clinical research. With respect to the point on broad consent, the current Directive on Data Protection (95/46/EC) allows for exceptions for the processing of data for public health research and the general aim of the proposed Regulation is to apply the principle of explicit consent for the processing of personal data. For public health research purposes, such as epidemiological, clinical and translational research it becomes virtually impossible to acquire the consent of every single data subject required for research. Public health researchers need to have access to the past, current and future medical records of patients in order to conduct their research. The option of broad consent gives the data subject a measure of control over their data and the option for their data being used for furthering public health research.

Amendement 413

Proposition de règlement Article 83 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

3. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 86, aux fins de préciser davantage les critères et les exigences applicables au traitement de données à caractère personnel visé aux paragraphes 1 et 2, ainsi que toute limitation nécessaire des droits d'information et d'accès de la personne concernée, et de préciser les conditions et garanties applicables aux droits de la personne concernée dans les circonstances en cause.

Amendement

supprimé

Amendement 414

Proposition de règlement Article 83 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

Article 83 bis

Traitement des données sur les condamnations pénales aux fins de la prévention de la criminalité financière

Dans les limites du présent règlement et conformément à l'article 9, paragraphe 2, point j), le traitement des données relatives aux condamnations pénales ou aux mesures de sûreté connexes est permis s'il s'accompagne de mesures appropriées pour protéger les droits et les libertés fondamentaux de la personne concernée et s'il est effectué:

a) aux fins de la prévention ou de la détection de la criminalité financière ou des enquêtes en la matière, ou

b) pour des raisons d'intérêt général comme la protection contre les menaces

transfrontalières causées par la criminalité financière

Dans chacun de ces deux cas, le traitement doit nécessairement être effectué sans que le consentement de la personne concernée ne soit demandé afin de ne pas porter atteinte à ces objectifs.

Justification

The amendment adds a provision in order to allow the processing of criminal convictions data for the purpose of the prevention of financial crime. The EU has demonstrated its commitment to fight against financial crime with recent initiatives such as the review of the Anti-Money laundering Directive, the anti-corruption package, the anti-fraud strategy, and the establishment of the European Parliament special committee on organised crime, corruption and money laundering. This provision is therefore a needed complementary measure that will allow an effective fight against financial crime. Finally, no consent should be asked in this scenario as this would not be forthcoming. Actors of financial crime would not be keen in providing consent and this would therefore defeat the purpose of processing the data.

Amendement 415

Proposition de règlement Article 86 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

2. La délégation de pouvoir visée à ***l'article 6, paragraphe 5, à l'article 8, paragraphe 3, à l'article 9, paragraphe 3, à l'article 12, paragraphe 5, à l'article 14, paragraphe 7, à l'article 15, paragraphe 3, à l'article 17, paragraphe 9, à l'article 20, paragraphe 6, à l'article 22, paragraphe 4, à l'article 23, paragraphe 3, à l'article 26, paragraphe 5, à l'article 28, paragraphe 5, à l'article 30, paragraphe 3, à l'article 31, paragraphe 5, à l'article 32, paragraphe 5, à l'article 33, paragraphe 6, à l'article 34, paragraphe 8, à l'article 35, paragraphe 11, à l'article 37, paragraphe 2, à l'article 39, paragraphe 2, à l'article 43, paragraphe 3, à l'article 44, paragraphe 7, à l'article 79, paragraphe 6, à l'article 81, paragraphe 3, à l'article 82, paragraphe 3, et à l'article 83, paragraphe 3,*** est conférée à la

Amendement

2. La délégation de pouvoir visée à ***l'article 14, paragraphe 7, à l'article 26, paragraphe 5, à l'article 33, paragraphe 6, à l'article 35, paragraphe 11, à l'article 37, paragraphe 2, à l'article 39, paragraphe 2, et à l'article 43, paragraphe 3,*** est conférée à la Commission pour une durée indéterminée à compter de la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

Commission pour une durée indéterminée à compter de la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

Amendement 416

Proposition de règlement Article 89 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

2. L'article 1^{er}, paragraphe 2, de la directive 2002/58/CE *est supprimé*.

Amendement

2. L'article 1^{er}, paragraphe 2, *l'article 2, points b) et c), l'article 4, paragraphes 3, 4 et 5, ainsi que les articles 6 et 9* de la directive 2002/58/CE *sont supprimés*.

Amendement 417

Proposition de règlement Article 90 – alinéa 1 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

Les actes délégués et les actes d'exécution adoptés par la Commission doivent être évalués par le Parlement et le Conseil tous les deux ans.

PROCÉDURE

Titre	Protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et libre circulation de ces données (règlement général sur la protection des données)		
Références	COM(2012)0011 – C7-0025/2012 – 2012/0011(COD)		
Commission compétente au fond Date de l'annonce en séance	LIBE 16.2.2012		
Avis émis par Date de l'annonce en séance	ITRE 16.2.2012		
Rapporteur(e) pour avis Date de la nomination	Seán Kelly 14.3.2012		
Examen en commission	31.5.2012	28.11.2012	23.1.2013
Date de l'adoption	20.2.2013		
Résultat du vote final	+: 33 –: 24 0: 1		
Membres présents au moment du vote final	Amelia Andersdotter, Josefa Andrés Barea, Zigmantas Balčytis, Bendt Bendtsen, Jan Březina, Reinhard Bütikofer, Maria Da Graça Carvalho, Giles Chichester, Jürgen Creutzmann, Pilar del Castillo Vera, Dimitrios Droutsas, Christian Ehler, Vicky Ford, Gaston Franco, Adam Gierek, Norbert Glante, Fiona Hall, Jacky Hénin, Kent Johansson, Romana Jordan, Krišjānis Kariņš, Lena Kolarska-Bobińska, Béla Kovács, Philippe Lamberts, Marisa Matias, Angelika Niebler, Jaroslav Paška, Herbert Reul, Teresa Riera Madurell, Michèle Rivasi, Paul Rübig, Amalia Sartori, Salvador Sedó i Alabart, Francisco Sosa Wagner, Konrad Szymański, Britta Thomsen, Patrizia Toia, Evžen Tošenovský, Catherine Trautmann, Marita Ulvskog, Vladimir Urutchev, Adina-Ioana Vălean		
Suppléant(s) présent(s) au moment du vote final	Lara Comi, Ioan Enciu, Satu Hassi, Roger Helmer, Jolanta Emilia Hibner, Seán Kelly, Holger Krahmer, Bernd Lange, Werner Langen, Zofija Mazej Kukovič, Vladko Todorov Panayotov, Pavel Poc, Vladimír Remek, Algirdas Saudargas, Silvia-Adriana Țicău		
Suppléant(s) (art. 187, par. 2) présent(s) au moment du vote final	Axel Voss		